GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 50 F Numéro double Bimestriel n° 75-76 – 13e année – Mai-Août 1994



GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 75-76
Mai-Août 1994

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
R. CARRE
P.J. DERAINNE
S. JOUIN
J.J. LEDOS
M.-V. LOUIS
T. MARICOURT
G. PELLETIER
G. POTVIN
R. de BELLEFON
I. VEXLER

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont résumés et indexés dans HISTORICAL ABSTRACTS and AMERICA : HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

C'est pas facile de trouver chaque bimestre dans l'actualité un événement dont on puisse tirer comparaison avec un autre moment de l'Histoire.

Non pas que les événements manquent, au contraire : à peine a-t-on noté quelques idées concernant par exemple la Yougoslavie, l'attention est attirée par l'Afrique du Sud. Et il ne servirait à rien de faire à chaque fois un tour du monde de rappels historiques : le temps d'ouvrir le dernier ouvrage de référence, et il faudrait tout reprendre au début.

On trouve toutefois des constantes dans les lieux, dans la nature de ces événements : ainsi, “la question des Balkans”, ou “la poudrière du Moyen-Orient” ; ainsi encore, les guerres de religion ou le racisme. Que celui-ci soit tribal comme au Rwanda et naguère chez les Zoulous ; ou qu'il soit universel – blancs contre noirs, antisémitisme – le problème revient très fort sur la scène de l'actualité défaite ici pour les racistes avec le fulgurant changement d'Afrique du Sud ; succès pour les fascistes en Italie, massacres au Rwanda, amorce de paix en Palestine : les situations les plus contradictoires se succèdent en changements à vue sur le théâtre du monde.

L'abondance et la rapidité des médias contribuent à donner un effet de confusion : où les optimistes voient des signes d'apaisement, les pessimistes trouvent des menaces de guerre. Un report au passé serait plutôt de nature à donner raison aux seconds. Il y a peu de raisons de croire à la sagesse de l'homme quand on se penche sur l'Histoire, et le temps n'est pas loin où l'on enseignait celle-ci à coups de dates de guerres, de batailles, de traités de paix toujours rompus. Il est vrai que maintenant on ne l'enseigne plus guère, et que les “unes” des journaux sont une lecture plus décapante.

Mais je choisis bien mal mon moment pour casser les pieds des lecteurs avec ces considérations aussi embrouillées que la politique, de quelque temps qu'elle soit. Aujourd'hui, c'est la météo qui fait recette ; et il serait plus raisonnable de vous souhaiter à tous beau temps pour les vacances !

Georges Potvin

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

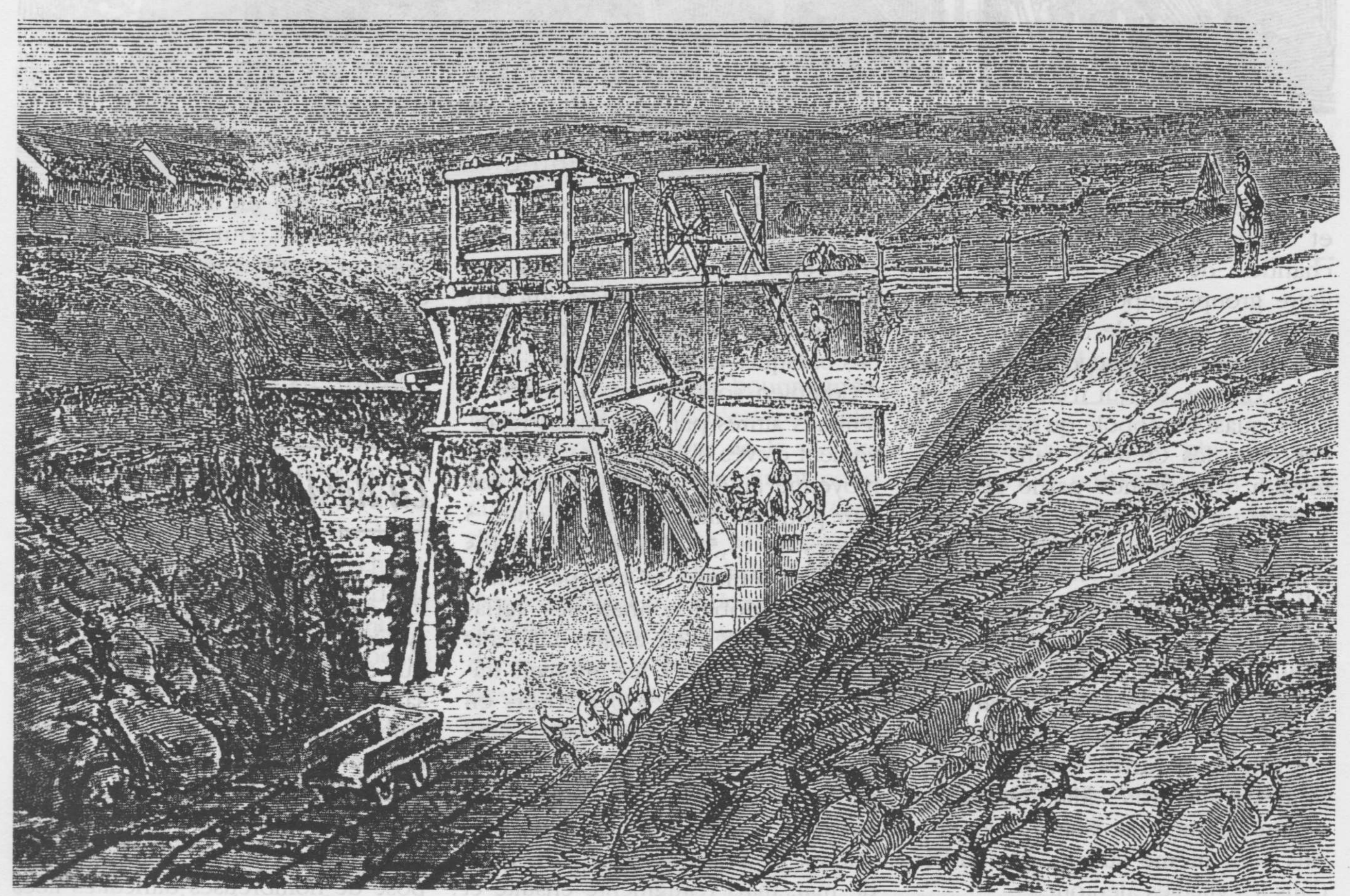
N'oubliez pas que la revue d'histoire populaire Gavroche est une revue indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements. Assurez-vous que votre bibliothèque municipale ou de quartier est bien abonnée à Gavroche. Merci !

Photo de couverture : Les enfants de Sainte-Mère-l'Eglise rassemblés autour du tambour de la musique de l'armée américaine qui a joué pour les cérémonies du 14 juillet 1944.

AU MILIEU DU XIXe SIECLE, BLAISY (CÔTE-D'OR), 1845-1851 :

LA VIE TRAGIQUE DES OUVRIERS D'UN GRAND CHANTIER



Travaux extérieurs. Entrée du souterrain du côté de Mâlain.

En 1845 et 1846, des centaines d'ouvriers, seuls ou en famille, convergent vers plusieurs petits villages de la "montagne côte-d'orienne", à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Dijon. On commence en effet les travaux du grand souterrain dit "de Blaisy", de la ligne de chemin de fer Paris-Dijon. Le chantier est important : le tunnel doit mesurer 4 100 mètres ce qui le place à l'époque, par sa longueur, en quatrième place des souterrains de France.

Le percement s'opère par le creusement de 21 puits de trois mètres de diamètre, dont la profondeur varie de 14 à 196,50 mètres, tous espacés de 200 mètres environ. Les besoins sont importants en main-d'œuvre comme en matériel : on recrute surtout des mineurs, terrassiers, maçons, ainsi que des charpentiers et tailleurs de pierre, sans compter quelques forgerons, charrons, menuisiers... Il faut des forges, machines à vapeur, manèges, hangars, charrettes, chariots, tombereaux, bennes, wagons...

Commencés par l'Etat, les travaux sont concédés, le 1er mai 1846, à la Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Lyon ; celle-ci passe alors un marché à forfait avec un entrepreneur, Catinal Debains, qui a déjà travaillé, comme beaucoup d'ouvriers du chantier, au tunnel de Foug (Meurthe et Moselle) vers 1842.

Une population bigarrée.

L'étude des registres d'état civil des communes du chantier fait apparaître les origines fort diverses des ouvriers : les mineurs sont en majorité Piémontais ; ceux-ci sont à



Construction de la voûte

l'époque qualifiés dans ce domaine et essaiment vers la plupart des chantiers de tunnel de France. Un autre groupe important de mineurs vient des mines de Saône-et-Loire. Les maçons sont souvent originaires de la Creuse, ce qui n'étonne guère vu le quasi monopole qu'exercent, à l'époque, les Creusois dans la profession. Une grande partie des terrassiers est originaire du Massif Central, de la France de l'Est et même d'Allemagne.

Beaucoup, dans une proportion difficile à déterminer, arrivent en famille avec femmes, enfants, parfois même parents. Certains migrants se retrouvent entre gens du pays et maintiennent ainsi sur place des liens de solidarité. Mais beaucoup d'autres demeurent isolés, quelques-uns sont même surpris à mendier dans les villages alentour.

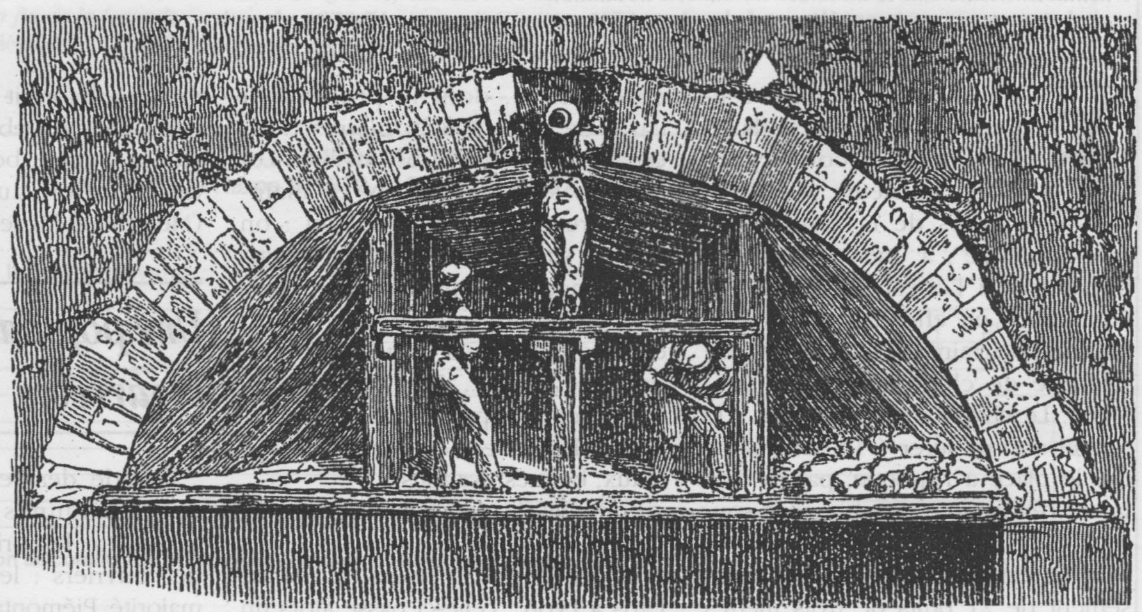
Les ouvriers trouvent le gîte et le couvert chez l'habitant, chez les sous-entrepreneurs, ou chez les logeurs itinérants, souvent anciens ouvriers, qui sont venus construire des baraques autour des puits.

Combien sont-ils, ces hommes et femmes attirés par les salaires relativement élevés du chantier variant en moyenne autour de 2,50 francs par jour pour les manœuvres, et entre 3 francs et 3,50 francs pour les maçons, mineurs et charpentiers ? L'effectif global connaît des variations brutales à en croire différents journaux : en 1845, les premiers travaux occupent de 530 ouvriers en juillet à 1400 en décembre ; ce nombre diminue en 1846, à la suite de l'interruption des travaux de quelques puits liée à la crise économique, pour passer à 600 au mois de mai, mais réaugmente ensuite et atteint 1 300 en 1848. Le journal *L'Illustration*, qui dresse en mars 1849 un long historique du chantier, cite le chiffre maximum de 2500 ouvriers, et en comptant familles et logeurs, évalue l'augmentation de population à 3 ou 4 000 personnes.

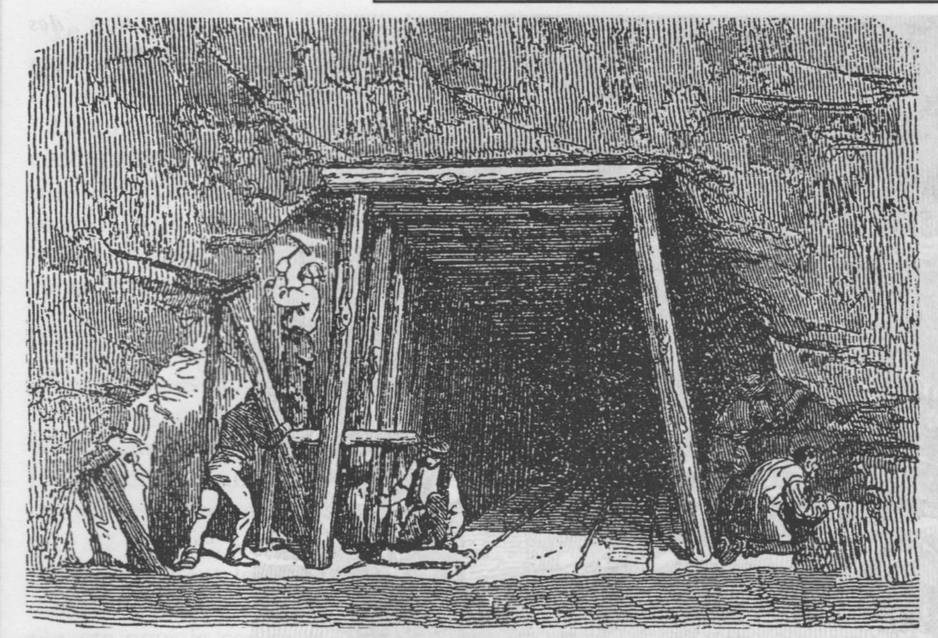
La désillusion

Les salaires élevés doivent toutefois être corrigés à la baisse par un système complexe de sous-traitance qui donne lieu à des litiges incessants et à des retards fréquents de paiement provenant de sous-traitants insolvables.

Les ouvriers travaillent toute l'année ; dans les galeries ils se relayent jour et nuit. Le creusement pose de nombreuses difficultés liées



Clavage de la voûte



Elargissement de la galerie dans les marnes.

qui stipule que, pour chaque puits, le tâcheron (c'est à dire le sous-traitant prenant en charge le creusement d'un ou de plusieurs puits) serait responsable des accidents et blessures survenus au cours du "fonçage" ; mais rien de tel pour tous "les ouvrages accessoires pour installation du matériel, ouverture des chemins de service, recherches de carrière etc... ainsi que pour les ouvrages de sujétion dans les puits". L'auteur du rapport poursuit laconiquement que "les blessures et les maladies ont été assez nombreuses" (2). Le conducteur de travaux, Adolphe Gautier, un peu plus précis, évoque de nombreux accidents provoqués par l'usage très délicat de la poudre (3).

entre autres à l'importance de la nappe d'eau rencontrée. Au début des travaux, la descente au fond des puits est épuisante, s'effectuant à l'aide d'échelles longues parfois de 150 à 200 mètres.

Rappelons qu'à cette époque, les outils des terrassiers sont loin d'être adaptés et efficaces : ainsi en 1843, un conducteur des ponts et chaussées déplore la configuration de la brouette en usage sur son chantier : "les brancards longs et rapprochés présentent trop d'instabilité, trop d'inégalité, dans la manière dont la charge se répartit sur les bras du rouleur, il en résulte pour lui un balancement très fatigant, et que les hommes même essayent quelque fois de prévenir, surtout lorsqu'ils marchent sur des plats bords, en saisissant la brouette de préférence par le milieu des brancards.

Le coffre de la brouette, à parois à peu près verticales est trop encaissé et se vide très difficilement, quand la charge se compose de terres fortes et humides.

Enfin toute la machine montée trop bas sur essieu et sur roue ne se renverse qu'imparfaitement à la décharge [...]".

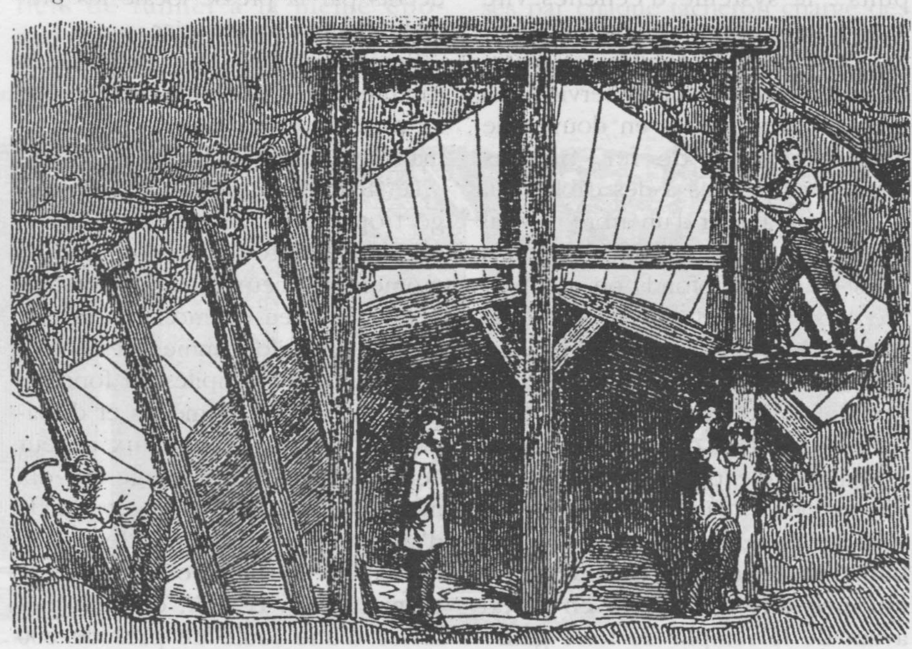
Quant à la pelle, "on a [...] le droit d'être étonné en voyant sur ces ateliers les ouvriers se servir de pelles de formes si différentes. [...] les uns se servent de pelles en bois, [...] d'autres en ont en fer, mais de formes très diverses ; les unes sont demi-rondes, les autres de coupé plus ou moins bizarre, et toutes souverainement impropres au maniement des terres"(1).

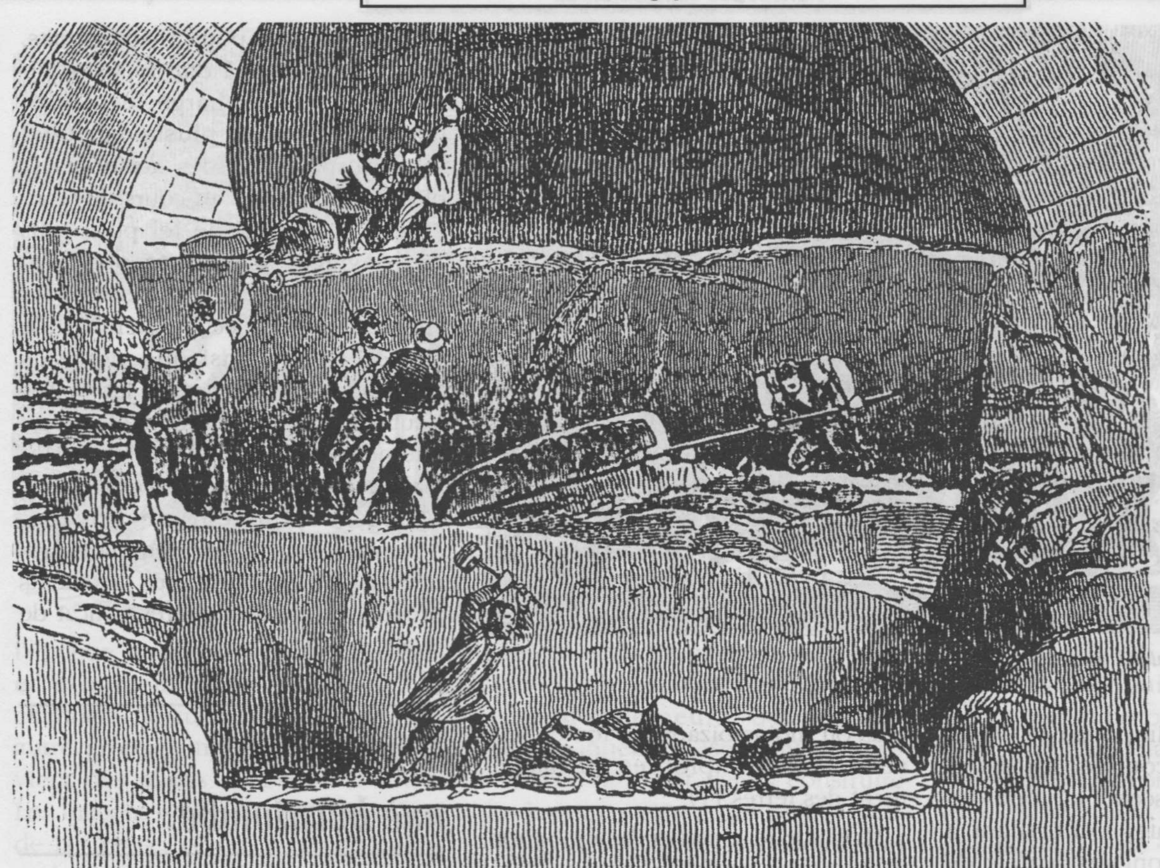
Mais sur le chantier bourguignon, la peine au travail n'est pas l'élément le plus sombre de la vie des ouvriers : ceux-ci demeurent constamment sous la menace de l'accident. A ce sujet, les rapports des ingénieurs conservés aux Archives Départementales ne donnent guère de détails précis : en avril 1847, l'un d'eux reconnaît cependant les lacunes en matière de réglementation concernant la protection des ouvriers : la direction a bien inséré dans le cahier des charges, un article

Le chantier : une hécatombe

Comment en savoir plus ? Il faut consulter la presse pour se rendre compte d'un élément que ces rapports esquivent : la permanence de la mort ouvrière sur le chantier, particulièrement dans les puits et galeries, véritables "champs de bataille", pour reprendre l'expression du mineur écrivain Louis Simonin, dans son ouvrage *la vie souterraine* ; il y décrit l'étendue des périls qui menacent le mineur : accidents dans les

Elargissement dans les mauvais terrains.





Construction des pieds-droits.

galeries, causés par le feu, le grisou, le manque d'air, les éboulements et l'eau, drames lors de la descente dans les puits, "les tombeaux du mineur", occasionnés par les ruptures de câbles, de boisages, de pièces de machines installées à l'orifice, ou par les chutes de pierres, d'outils...

Le chantier de Blaisy n'est que la tragique illustration de la diversité de ces dangers. Les risques viennent d'abord de la locomotion dans les puits : le système d'échelles vite abandonné, on utilise, pour monter les déblais et descendre les matériaux ainsi que pour le service des ouvriers, des bennes en douves de chêne cerclées de fer, ou des wagons suspendus à des câbles qui s'enroulent autour d'un arbre vertical mu par des chevaux. Dans les douze puits les plus profonds on a substitué à ce système, dès le début de 1846, des machines à vapeur construites dans l'usine Schneider du Creusot. Mais la stabilité des systèmes de portage demeure précaire.

L'emploi d'explosif est également très périlleux : dans un trou pratiqué à l'aide d'une barre à mine ou d'un burin, on verse de la poudre ; on y enfonce une épinglette en métal avant de le remplir de terre glaise bourrée avec force. Puis on arrache l'épinglette et on glisse dans le vide qu'elle laisse une "cannette" ou étoupille, composée de petits cornets de papier enduits intérieurement de poudre en pâte. Au bout de la cannette on adapte une mèche soufrée à laquelle on met le feu. Or des étincelles peuvent se produire, provoquant une explosion anticipée de la "mine" ; l'humidité peut au contraire retarder l'explosion (4).

C'est au début de 1846 que sont décrits par la presse locale les premiers drames du chantier :

En janvier 1846, par suite de la rupture d'un câble, une benne cède au puits 19 et broie un mineur allemand.

Le 18 avril, au puits 4, l'échafaudage trop fragile de quatre ouvriers maçons, s'écroule subitement au moment où ceux-ci reçoivent une benne chargée de mœllons pesant près de 100 kilogrammes. Les quatre hommes sont précipités au fond du puits qui atteint 82 mètres et disparaissent sous les matériaux et leur échafaudage, "qui surnage sur dix mètres d'eau". L'émotion est grande d'autant plus qu'il faut attendre le lendemain pour pouvoir remonter le dernier corps. Le soir, c'est en présence d'une foule de près de 600 ouvriers et employés du chantier qu'ont lieu les funérailles des quatre victimes.

Le 24 avril, au puits 5, des hommes qui chargent dans une benne des "trousses", lourds morceaux de bois de plus d'un mètre de long et douze centimètres de diamètre, en laissent échapper une qui, dans sa chute, blesse grièvement un ouvrier.

Le 2 août, deux mineurs décèdent, ensevelis sous un éboulement.

Le 30 septembre, au fond du puits 4, un ouvrier piémontais cherchant à se protéger d'une explosion en se plaçant sur un mur haut de six mètres, fait une chute dans la trappe, restée ouverte, du puisard et disparaît sous 4 à 5 mètres d'eau.

Le 18 octobre, au bord du puits 12, un homme manœuvrant une benne, est trahi par ses sabots usés glissant sur un sol humide ; il ne peut éviter une chute mortelle dans le vide.

Le 27 octobre à deux heures du matin, au puits 18, la benne dans laquelle descendait debout un maître mineur piémontais, s'accroche à l'un des montants disposés autour du puits et se renverse ; l'homme ne survivra pas à une chute de 14 mètres.

Le 21 novembre, on annonce encore le décès d'un ouvrier suite à un nouvel éboulement.

Le 26 novembre, une corde usée cède, laissant choir une benne remplie de matériaux qui écrase un ouvrier.

L'hécatombe se poursuit durant l'année 1847 : en juillet, un mineur piémontais décède sous un éboulis.

L'usage d'explosif peut avoir des conséquences imprévisibles : le 8 octobre, une explosion provoque l'écroulement de bois de soutainement, déclenchant un éboulement qui blesse grièvement trois mineurs.

Le 22 octobre, un maçon creusois périt en mettant le feu à une mine dans une carrière de Blaisy-Haut ouverte pour la construction du tunnel.

Le 21 décembre, au puits zéro bis, c'est encore lors de la descente que survient le drame : dans ce puits moins profond que les autres, les ouvriers n'utilisent pas une benne mais quatre chaînes fixées au bout d'une corde et relevées à l'aide d'un crochet, qui leur servent seules d'appui ; quatre hommes à la fois peuvent ainsi être transportés. Or comme deux ouvriers descendent, ils laissent libres et ballantes deux chaînes qui, s'accrochant aux étançons, déséquilibrent les deux hommes qui tombent dans le vide.

Ce triste bilan est encore assombri par des accidents domestiques liés aux conditions précaires dans lesquelles vivent les familles : en 1848, la femme d'un mineur, s'étant absentée de sa baraque en laissant seuls ses trois enfants en bas âge, trouve à son retour sa fillette de trois ans brûlée vive.

D'autres sources permettent de mieux saisir l'ampleur de la tragédie : ce sont surtout les actes de décès des communes avoisinant le chantier qui laissent entrevoir de nombreux noms d'ouvriers non cités par la presse lors de la relation d'accidents : ainsi à Baulmes-la-Roche, quatre ouvriers du chantier décèdent d'octobre à décembre 1846, six autres en 1847.

A Blaisy-Bas, où un hôpital pour les ouvriers est établi au mois d'avril 1846, les chiffres sont encore plus impressionnants : quatre morts en 1846, vingt-deux en 1847 et cinq en 1848. Malheureusement la cause des décès n'est pas mentionnée, mais on peut pressentir le rôle des maladies pulmonaires liées à l'humidité résultant de la présence d'une abondante nappe d'eau sous le calcaire qui filtre dans les galeries et que les conduits d'écoulement n'arrivent pas à évacuer complètement.

On relève, dans la presse et l'état-civil des communes, plus de 50 noms d'ouvriers disparus entre le début de l'année 46 et la fin de l'année 48. Mais la liste des ouvriers décédés inscrite dans la table des successions et absences du bureau de Sombernon est encore supérieure, faisant état de la mort de plus de 70 ouvriers, terrassiers, mineurs et maçons non originaires de Côte-d'Or (5). Ce bilan très lourd est bien supérieur aux chiffres parfois avancés par les ingénieurs d'autres chantiers de tunnel à la même époque (6). On peut le rapprocher de la sinistre statistique hospitalière, concernant les hommes des chantiers de chemin de fer situés plus au nord dans l'Yonne, publiée par le *Tonnerrois* du 13 janvier 1850, alors qu'une épidémie de choléra s'est répandue dans la région : entrés malades ou blessés, 670 ; sortis guéris, 536 ; décédés, 146, dont ouvriers du chemin de fer, 110 (7).

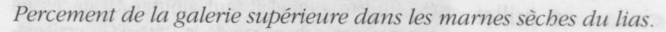
Une réaction de la Compagnie : l'hôpital et la caisse de secours.

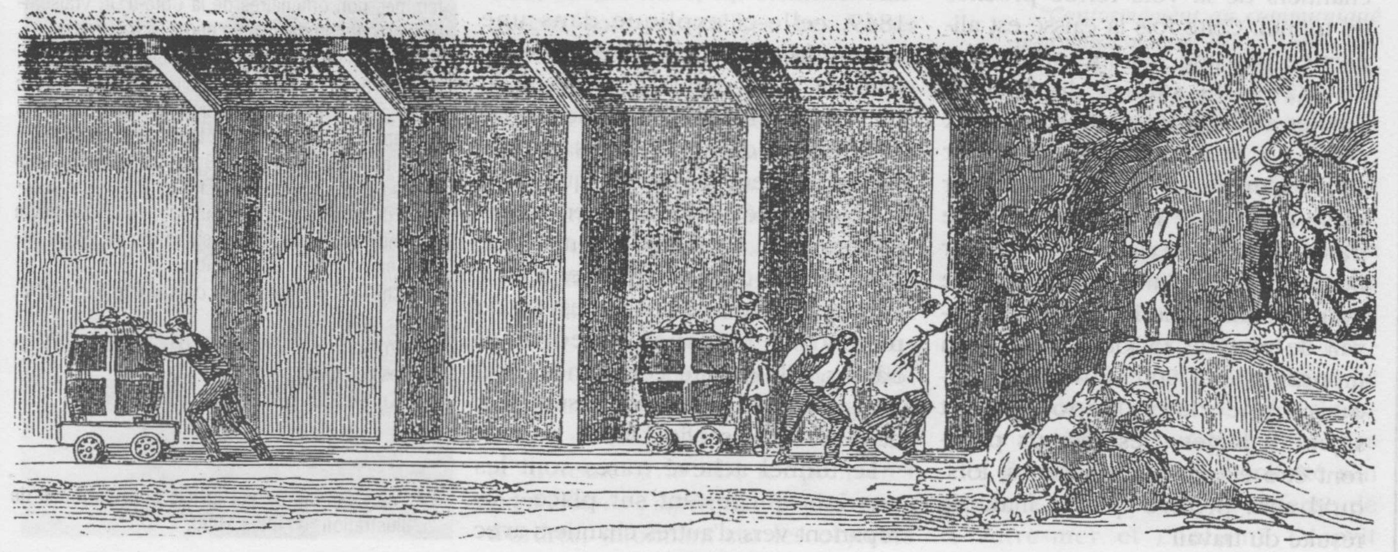
Encouragée par la presse qui insiste, dès 1845, sur le règlement exemplaire de la caisse de secours établie sur le chemin de fer du Havre, la Compagnie élabore un projet de caisse de secours en juillet 1846. La caisse est dotée au départ d'une somme de 10 000 francs versée par l'entrepreneur général des travaux et 1 130 francs par les sous-entrepreneurs. Ces fonds sont affectés pour l'essentiel aux frais "de réparation et d'appropriation" du bâtiment loué à Blaisy-Bas pour y établir un hôpital ainsi qu'à l'acquisition du matériel de l'hôpital.

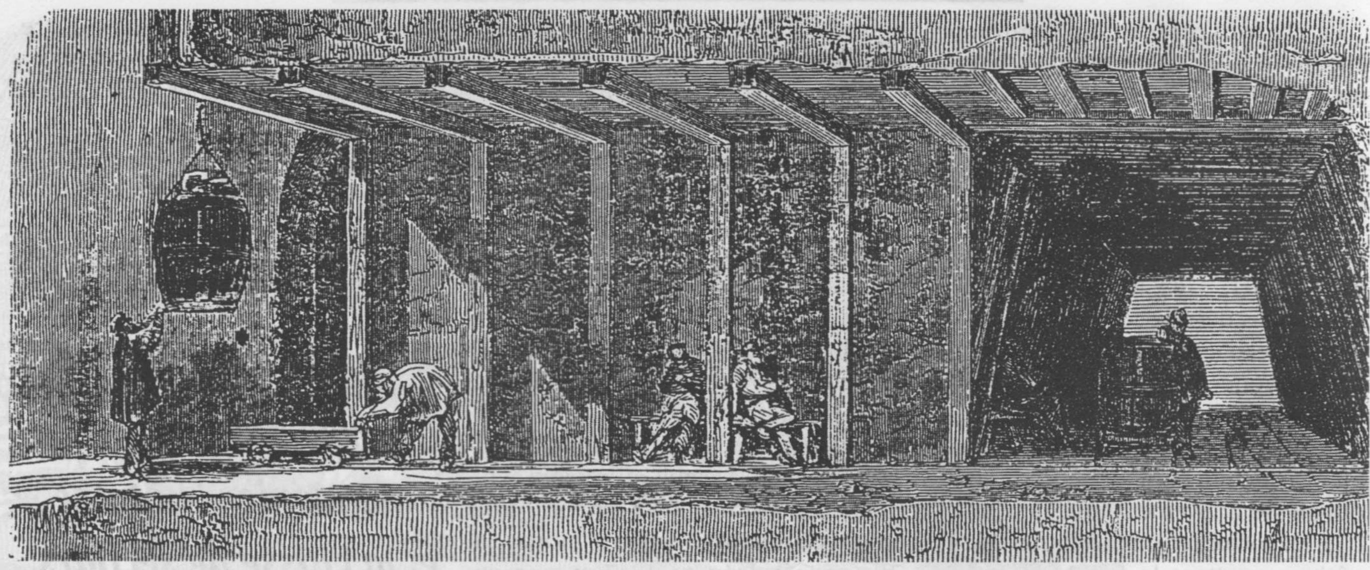
Les versements mensuels obligatoires s'établissent de la sorte :

- 200 francs versés par l'entrepreneur.

– 5 francs par puits ou galerie versés par chaque tâcheron chargé des percements et revêtements des puits.


Percement de la galerie supérieure dans les marnes sèches du lias.





Galerie transversale allant aux puits. Enlèvement des bennes.

– 2 francs par carrière pour chacun des carriers soit 20 francs.

– 2 francs par les tâcherons chargés de la charpente et la taille de pierre soit 4 francs.

– 1 franc pour chaque ouvrier mineur, maçon, boiseur ou charpentier poseur de cintre, travaillant dans les puits ou galeries du souterrain.

– 75 centimes pour chaque carrier, tailleur de pierre, piqueur de mœllon, maçon, charpentier, charron ou forgeron, travaillant en dehors du souterrain.

– 60 centimes pour chaque manœuvre, terrassier...

– 1 franc pour chaque chef d'atelier de l'entrepreneur général ou des tâcherons, surveillants ou commis.

– 2 francs pour les appareilleurs ou commis principaux de l'entrepreneur.

On ne connaît pas le montant des secours, mais on peut remarquer qu'une caisse de secours va être également appliquée aux autres chantiers de la voie ferrée proches du tunnel. Cette fois la caisse est alimentée par une retenue obligatoire de 1/2 % du salaire de chaque ouvrier au moment de la paye, taux porté à 1 % à partir du 1er janvier 1849. L'entrepreneur du chantier verse à la caisse la somme de mille francs augmentée de cent francs par ouvrier atteint d'une blessure grave ayant entraîné une incapacité de travail de plus de 15 jours, jusqu'à un montant de 5 000 francs. Remarquons une clause importante et sujette à litiges, "les secours pourront être étendus aux malades, lorsqu'il sera prouvé que la maladie résulte du travail".

Pour cette autre caisse de secours, les principales clauses concernant le montant des secours accordés aux ouvriers sont les suivantes :

– Pendant la durée du séjour à l'hospice, 0,50f par jour pour les ouvriers célibataires, 0,75f à 1,00f par jour pour les ouvriers mariés.

- Après la sortie de l'hospice jusqu'à la reprise du travail, 1,00f par jour pour les ouvriers célibataires, 1,25f à 1,50f par jour pour les ouvriers mariés.

En cas d'accident mortel, la commission remet aux veuves une somme de cent francs augmentée de 30 francs par enfant en bas âge.

Il est vrai que, sur ces chantiers de la voie ferrée pour lesquels aucun hôpital n'a été prévu, la situation des ouvriers malades ou blessés demeure préoccupante. Certains blessés sont envoyés sur les hospices civils de Dijon où cet afflux provoque les protestations de la commission administrative des hospices civils ; en juillet 1849, celle-ci explique dans une lettre adressée au Préfet qu'elle ne consent à accepter les blessés du chemin de fer que dans la mesure où des lits sont disponibles. Les responsables insistent sur le fait que "rien n'est organisé dans les divers chantiers pour le transport des malades, celui venant d'Ancey (8), hier soir, a été apporté comme les autres sur de mauvaises planches, avec deux bâtons. L'humanité commanderait à Messieurs les ingénieurs de surveiller cette partie de service" (9).

Le tunnel achevé, rares sont les ouvriers qui restent sur place ; ils repartent vers d'autres chantiers avec le souvenir de leur souffrance. La mémoire des moments sombres du chantier se dissipe rapidement : le journaliste de *L'Illustration* ne dit pas un mot du nombre de victimes, préférant s'extasier sur "cet immense travail, le plus grandiose et le plus magnifique de ce genre qui ait été exécuté, non seulement en France, mais en Europe".

Pierre-Jacques DERAINNE

Notes :

Abréviations : AD C-O Archives départementales de la Côte-d'Or.

(1) Annales des ponts et chaussées, 2ème semestre 1843.

(2) AD C-O, S1 VI 3-8, section d'Aisy à Dijon.

(3) GAUTIER Adolphe. *Mémoire sur les travaux du souterrain de Blaisy.* Bulletin de la classe d'industrie de la société des arts de Genève, n° 44. Déposé à la Bibliothèque municipale de Dijon.

(4) AD C-O VI S1 a4. Rapport sur les moyens de prévenir les accidents occasionnés par l'explosion des mines.

(5) Chiffre auquel il faut ajouter 10 décès de femmes non originaires de la Côte-d'Or, vraisemblablement compagnes ou épouses d'ouvriers. AD C-O, 33 Q TS Bureau de Sombernon.

(6) En 1846, un mémoire publié dans les *Annales des Ponts et Chaussées* sur les travaux en cours du percement du tunnel du Lioran, dans le Cantal, ne fait apparaître, entre 1840 et 1845, que trois décès dûs à des accidents et trois autres consécutifs à des maladies, avec toutefois 10 cas de fièvre typhoïde et 35 cas de blessures graves occasionnées entre autres par la poudre.

(7) Chiffres aimablement communiqués par M. André MATTON.

(8) Non loin de Blaisy, à plus d'une dizaine de kilomètres de Dijon.

(9) AD C-O 20M 636.

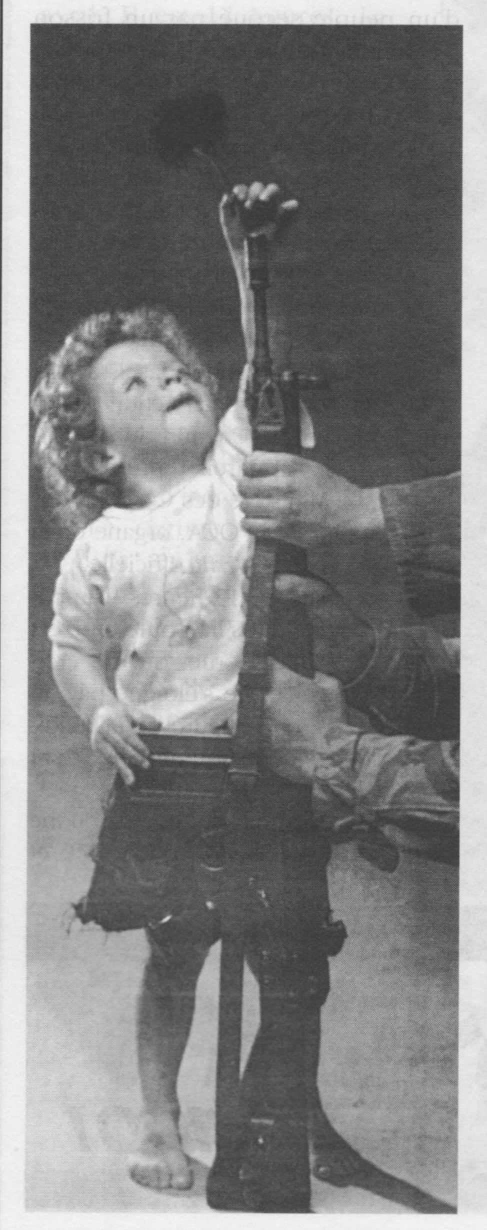
Les illustrations de cet article sont extraites de "L'Illustration" de mars 1850.

25 Avril 1974

RÉVOLUTION DES ŒILLETS RÉVOLUTION TRANQUILLE

Plus jamais nous ne nous plierons devant les armes de la répression.
Nous sommes cette force qui bat dans nos coeurs

Ary dos Santos



Portugal. 25 avril 1974. Minuit vingt. Un chant, presque clandestin, est diffusé dans un programme de radio privée. José Afonso chante :

> *"O ville, en ton sein,*
> *c'est le peuple qui régit."*

C'est le signal attendu. Des jeunes officiers sont à la tête du mouvement libérateur qui a ses racines dans les casernes de diverses régions militaires. Mais l'action se concentre autour de Lisbonne. Lisbonne est le pivot du mouvement. Les ministères, le Quartier Général, le siège des forces répressives – PIDE/DGS et Légion Portugaises – si détestées, sont dans la capitale.

Le coup se déroule rapidement. Dans les casernes, les éléments dangereux sont neutralisés. Les forces révolutionnaires descendent dans la rue. Celles qui sont à Lisbonne se dirigent vers les objectifs qui leur ont été désignés. Celles qui viennent de 70 km à la ronde avancent dans l'obscurité du petit matin. Sans faire couler une goutte de sang, les points stratégiques sont occupés : les édifices militaires, un poste émetteur du secteur privé essentiel pour l'évolution des événements, la Radio Nationale, la Radiotélévision. Vers quatre heures du matin, la "radio de la liberté" transmet à la ville les premières *nouvelles de l'espérance* et des mots d'ordres, informant sur les objectifs du Mouvement en cours. La radio diffuse des messages qui invitent au calme et à rester chez soi.

Les travailleurs des heures matinales croisent des tanks, des soldats, l'arme au poing, des civils qui sont des militaires sans uniforme. Ils s'arrêtent surpris, se renseignent ; les uns poursuivent leur chemin, l'esprit agité, les autres résolument, choisissent de rester. Ils sont le bouclier humain des troupes en rébellion. Ils sont les premières adhésions populaires du clair matin.

Le sens du mouvement en cours est expliqué au Pays qui, intuitivement, commence à comprendre ce qui se passe à travers la chanson *C'est le peuple qui régit*. La radio explique :

> *"Conformément au communiqué déjà retransmis, les Forces Armées ont déclenché, ce matin à l'aube, une série d'actions destinées à libérer le Pays du régime qui le domine depuis si longtemps".*

Les manœuvres se déroulent rapidement, les adhésions se succèdent, la résistance opposée est presque nulle. L'imposante façade du régime fasciste s'écroule, bien que quarante jours plus tôt, avec force et conviction feintes, le chef d'Etat-major de l'armée, devant une assemblée d'officiers supérieurs des trois branches des Forces Armées ait manifesté son appui à la campagne de défense de l'Outre-mer et confirmé l'esprit



Sur la place du Carmo.

d'unité, de loyauté et de solidarité régnant dans l'armée à Marcelo Caetano qui avait affirmé :

"Le pays est certain de pouvoir compter sur ses Forces Armées. Et à tous les échelons, il ne saurait subsister aucun doute quant à l'attitude de ses chefs".

Le climat de tension se maintient. Les heures passent, interminables. Quelques coups de feu d'une résistance sporadique et désespérée retentissent. Le danger grandit, mais la foule se trouve dans le champ de tir des canons et faire feu équivaudrait à un carnage du peuple, qui, coude à coude avec les soldats et les marins, ne s'en va pas, malgré les appels insistants de la radio :

"Ici le poste de Commandement des Forces Armées. Afin d'éviter tout incident, qui, bien qu'involontairement, pourraient survenir, la population est invitée à regagner ses domiciles et à maintenir le calme le plus absolu".

Le peuple ne craint pas la révolution car il s'identifie avec elle. La matinée s'avance vers le milieu du jour, le calme règne dans tout le Pays, et la radio tranquillise les auditeurs :

"Le Mouvement des Forces Armées informe les familles de tous ses éléments qu'ils vont bien et que tout se déroule selon les prévisions".

La victoire se dessine déjà nettement bien qu'elle ne soit pas encore acquise car il y a des poches de résistance. Cependant, à deux heures de l'après-midi, Lisbonne ressemble davantage à une ville en fête qui regarde défiler les vainqueurs qu'à une ville où la mort violente peut se produire. La foule n'est pas allée déjeuner. Elle est l'arrière-garde des troupes qu'elle stimule. Elle se tient sur la place publique, souriante, avec des gestes pleins d'amitié pour les soldats qui n'ont pas dormi, pas mangé. Les enfants, des hommes, des femmes, arrivent de tous côtés avec des colis faits à la hâte ou bien emballés dans les boutiques, avec des paniers et des corbeilles plein les bras. Ils apportent à boire et à manger à leurs militaires, ainsi que des cigarettes. La *radio de la liberté* qu'on écoute anxieusement, informe la nation :

"Son Excellence l'Amiral Américo Tomas, son Excellence le Professeur Marcelo Caetano et les membres du Gouvernement sont encerclés par les forces du Mouvement dans la caserne de la Garde Nationale Républicaine du Carmo et au 2ème Régiment de Lanciers, un ultimatum exigeant leur reddition ayant déjà été envoyé".

Le *régime* résiste encore dans l'espérance d'un soutien qui ne vient pas, et la désorientation s'accroît chez ceux qui avaient été pouvoir-total, orientation-unique. Sur la place, face à la caserne du Carmo, les arbres qui attendent leurs feuilles printanières sont couverts de peuple, d'un peuple secoué par un frisson d'émotion. Tandis que là, l'attente de la chute du régime se fait plus impatiente, les forces militaires progressent selon leur plan en différents points de la ville, ayant encerclé et attaqué le siège de la PIDE/DGS sous les applaudissements de la foule qui épanche sa rage.

Le peuple qui endura le plus la répression agit aussi et attaqua les sièges des organisations fascistes, de la Légion Portugaise à l'Action Nationale Populaire, le Chemin du démantèlement de l'appareil répressif passant par le Ministère des Corporations et par le journal EPOCA, organe de la propagande de la *vérité* officielle.

Un peu plus de 15 heures. L'impatience monte dans la foule qui est descendue dans la rue, qui ne croit pas au danger et ne s'éloigne par du Carmo parce que l'heure de la reddition est arrivée et qu'elle ne vient pas. Pesamment, les canons se mettent en position d'attaque. Un jeune capitaine empoigne le porte-voix et

O POVO UNIDO...



JAMAIS SERA' VENCIDO!



donne l'ordre de tirer. En un autre point de la ville, à la caserne du 2ème Régiment de Lanciers, où le Président de la République s'est réfugié avec quelques Ministres, le drapeau blanc est hissé, symbole absolu de reddition.

L'après-midi radieuse du 25 avril. Il est 17 heures. La caserne du Carmo va se rendre. Caetano redoute que le pouvoir ne *tombe aux mains de la foule* et sollicite la présence du général Spinola. La force qui fut le Pouvoir, à l'heure extrême, redoute le pouvoir des Forces qui se trouvaient dans la rue pour libérer la nation portugaise. Reddition. Un frémissement passe dans la foule, d'étonnement peut-être, d'incrédulité. Le régime qui domina pendant presque un demi-siècle le peuple portugais, est tombé. L'allégresse déborde et l'hymne national éclate, spontané, entraînant, comme le cri d'une âme libérée. Les manifestations se répandent par les rues de la ville basse. Les regards brillent d'espérance, des sourires tout neufs illuminent les visages ; les gens communiquent entre eux sans se connaître ; il y a des doigts dressés, accusateurs, vengeurs, quand la foule découvre un agent-qui-torture-et-qui-dénonce, un pide, mais les militaires accourent, justice sera faite en son temps.

Aux canons des fusils fleurissent les œillets de la gratitude avec lesquels les Lisbonnins parent la promesse d'un Portugal nouveau. Les œillets, les œillets rouges sont des gouttes de joie dans la ville. Des gouttes rouges de sang jeune tombent aussi sur l'asphalte noir.

La radio communique :



"Ici poste de Commandement du Mouvement des Forces Armées. Selon une communication téléphonique reçue ici vers 20 heures trente, des incidents se seraient produits rue Antonio Maria Cardoso où se situe le siège de la DGS. Au cours de ces incidents, plusieurs personnes ont été blessées".

Cinq morts, une dizaine de blessés marquent l'agonie de la violence aveugle ; avant-derniers crimes de la DGS qui, le matin du 26, avec une haine meurtrière, va provoquer encore des morts, sur la place de Camoes, en tirant au hasard sur la foule de ceux qui, exténués d'avoir crié et chanté, profitaient encore du goût de la liberté. La journée du 25 avril touche à sa fin.

Dans la rue, dans les casernes, les troupes sont attentives. Dans les maisons, malgré l'heure tardive, la radio, la T.V., continuent à attirer irrésistiblement une grande partie de la population qui écoute anxieusement le nouveau langage qu'on lui dirige. Et dans la mémoire ou sur le papier elle garde des phrases qui, même tronquées au milieu, lui indiquent un chemin.

"Considérant qu'après treize années de lutte dans les territoires d'outre-mer, le système politique en vigueur n'a pas su définir concrètement et objectivement une politique de l'outre-mer (...)."

"Considérant la nécessité d'assainir les institutions (...)."

"Considérant finalement que le devoir des Forces Armées est la défense du Pays."

"(...) elles proclament à la Nation leur intention de mener à bien,

Photo extraite du livre de Joëlle Kuntz : Les fusils et les Urnes - Denoël 1975.











jusqu'à complète réalisation, un programme de salut du Pays et de restitution au Peuple Portugais des libertés civiques dont on l'a privé (...)."

"Et nous avons pleinement conscience d'avoir accompli le devoir sacré de la restitution à la Nation de ses légitimes pouvoirs légaux".

Il est près d'une heure trente du matin lorsqu'un communiqué de la Junte de Salut National est diffusé. Le Pays a pu voir sept hommes des Forces Armées – le pouvoir à ce moment – unis pour que la Nation fasse ses premiers pas sur le chemin difficile de la démocratie. Peu de temps après, les lignes d'orientation du Programme du Mouvement des Forces Armées sont tracées. Le Portugal sait que les Forces Armées assumeront l'engagement de poursuivre un politique " qui conduise à la solution des graves problèmes nationaux et à l'harmonie, au progrès et à la justice sociale indispensables à l'assainissement de notre vie publique et à l'obtention de la place à laquelle le Portugal a droit entre les nations".

Le processus de démocratisation s'ouvre à la nation. La décompression nationale s'inaugure sans les perturbations auxquelles on aurait pu s'attendre. Des manifestations qui sont des protestations et des cris refoulés, des défilés de calicots faits à la hâte, des étendards qu'on agite, des drapeaux qu'on gardait cachés, peut-être des restes de *manifestations* qui, *avant,* se terminaient par des courses éperdues et des pluies de casse-tête, envahissent les rues, les places et les ruelles des grandes et des petites villes et même des paisibles villages. Les grèves-qui-protestent-contre-les-salaires-de-misère secouent le rythme de la vie portugaise où rien ne se passait.

Les murs, les ports, les monuments, se couvrent d'un joyeux échantillonnage de couleurs, de graffiti, d'affiches.



Les murs, les portes, les monuments, se couvrent d'un joyeux échantillonnage de couleurs, de graffiti, d'affiches. Tous crient à tous ce qu'ils ont tu pendant tant de temps. Le peuple acquiert la notion de son existence, du poids de sa force. Il y a une part d'exagération, bien naturelle.

Un camion passe chargé de soldats qui rentrent à la caserne - mission accomplie - des bras s'agitent, des poings fermés, des doigts en V, MFA – MFA – MFA et les œillets rouges continuent à parer les uniformes militaires.

Cinq jours passent. Temps de découverte d'un monde nouveau pendant lequel les Portugais apprennent à vivre Dé-mo-cra-tie. La radio, la télévision, les journaux, tout est différent. La vie s'est chargée d'un sens nouveau, d'espérance d'un monde meilleur.

D'après *Portugal la Liberté est aussi une volonté,* brochure éditée à Lisbonne, en novembre 1975, par le Ministère de la Communication Sociale.

Tableau du Portugal avant la Révolution des œillets

Le Portugal : 88500 km^2 pour 8 063 000 habitants.

C'est un régime fasciste. Ne pas oublier que le Gouvernement portugais, en 1945, à la mort d'Hitler, décrète le deuil national !...

C'est un Etat corporatif : la grève est interdite, les directions syndicales sont sanctionnées par le Gouvernement, la police politique détient un pouvoir absolu, ce sont les PIDE/DGS, la censure est exercée sur les organes d'information, il n'y a qu'un parti unique et seulement 1 667 839 électeurs.

3% des propriétés agricoles occupent pratiquement les 2/3 de la totalité de la surface agraire et 96% occupent un tiers de cette étendue. L'agriculture à l'abandon est la cause de la ruine des petits propriétaires.

0,4% des sociétés financières disposent d'un capital dont la raison sociale dépasse 50 millions d'escudos et possèdent 53% de la totalité du capital investi dans ces sociétés. Le nombre d'employeurs diminue d'environ 52% entre 1950 et 1970.

75% des entreprises ont moins de 5 employés.

La population diminue de 3% entre 1960 et 1972 parce qu'environ 1 500 000 portugais partent à l'étranger. Ils partent légalement ou clandestinement, endettés, exploités par les passeurs. 83% vont en France ou en Allemagne. 91% des émigrants ont moins de 45 ans, 60% sont des hommes. L'émigration et l'augmentation de la période du service militaire se reflètent sur la population active qui diminue de 5,1% au cours de la décade 1962-1972.

En 1960, sur 100 travailleurs, 13 étaient des femmes. En 1970, 19% de la main-d'œuvre était féminine.

Pour pallier au manque de la main-d'œuvre émigrée, arrivent au Portugal 20 000 Cap-verdiens exploités, prolongement en territoire portugais des bidonvilles où vivaient beaucoup de ceux qui quittèrent le Portugal.

L'agriculture est en crise. Sur trois hommes qui abandonnent le travail de la terre, deux émigrent. La campagne est surtout peuplée de vieux, de femmes et d'enfants. 45% des personnes qui dirigent les exploitations agricoles ont plus de 54 ans, et seulement 10,7% ont moins de 35 ans.

Le pays est à l'arrière-plan de l'Europe : 12 900 escudos de revenu annuel par habitant, 80% de la population reçoivent moins de la moitié du revenu national.

L'analphabétisme aggrave les problèmes. Près de 30% de la population de plus de 15 ans ne savent pas lire. 68% du total d'analphabètes se comptent dans la population rurale.

Le système d'éducation se dégrade. La politique adoptée alimente l'obscurantisme. La période de scolarité obligatoire est une des plus courte d'Europe. On manque d'écoles. 10% seulement disposent de cantines dont bénéficient 13% des élèves. Il y a peu de professeurs. Les classes sont plus que combles. Le " régime " ne stimule pas la formation des professeurs. Pour motivations politiques, les Ecoles Normales primaires furent fermées durant six ans de 1936 à 1942.

En 1973, sur 440 lycées, 325 sont privés.

Le problème du logement s'amplifie. La spéculation sur les terrains se développe. Le prix de revient de la construction est élevé à cause des taux d'intérêt exagérés.



Les travailleurs gagnant de petits salaires se logent en sous-locations dans des pièces archi-combles ou construisent des habitations clandestines dans des endroits misérables, sans eau courante, sans lumière et sans égouts.

Entre 1960 et 1970, le nombre des baraques a doublé à Lisbonne, et environ 70 000 personnes y vivent.

Le problème du logement s'accompagne d'un grave problème sanitaire.

14% des logements ont l'eau courante et 27% ont l'électricité, 9% seulement ont une salle de bains.

Il y a en 1973 :

40 appareils de télévision pour mille habitants.

92 téléphones publics pour mille habitants.

Jusqu'en 1971 il n'existe pas de politique de la santé, coordonnée et suivie.

Il n'y a qu'un médecin en moyenne pour 1064 personnes.

Les mauvaise conditions d'hygiène du logement et dans le travail, les déficiences alimentaires, le manque de prévention et le manque d'instruction contribuent au taux élevé de mortalité infantile, de tuberculose et autres maladies.

Il n'existe pas d'assurance sociale pour les chômeurs.

Salazar-Caetano soutiennent en Afrique une guerre coloniale depuis 1961.

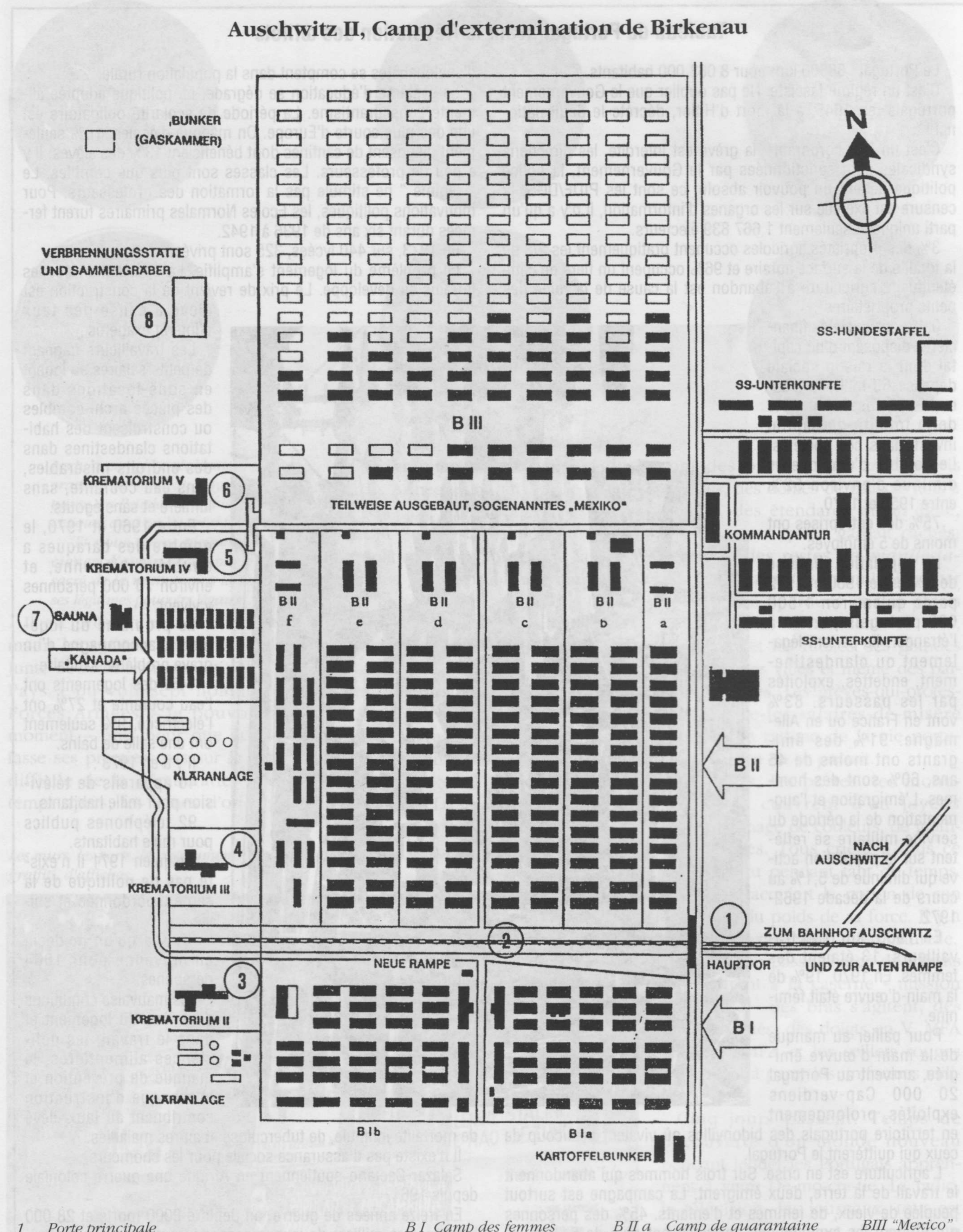
En treize années de guerre, on déplore 8000 morts et 28 000 blessés. Des milliers de jeunes gens refusent la guerre et s'exilent.

La guerre est un gouffre : le régime y a englouti 136 milliards d'escudos..

Les impôts quadruplent entre 1960 et 1973. La dette de l'Etat passe de 17 milliards à plus de 53 milliards d'escudos.

L'augmentation du coût de la vie est de 33% en 1973.

Auschwitz II, Camp d'extermination de Birkenau

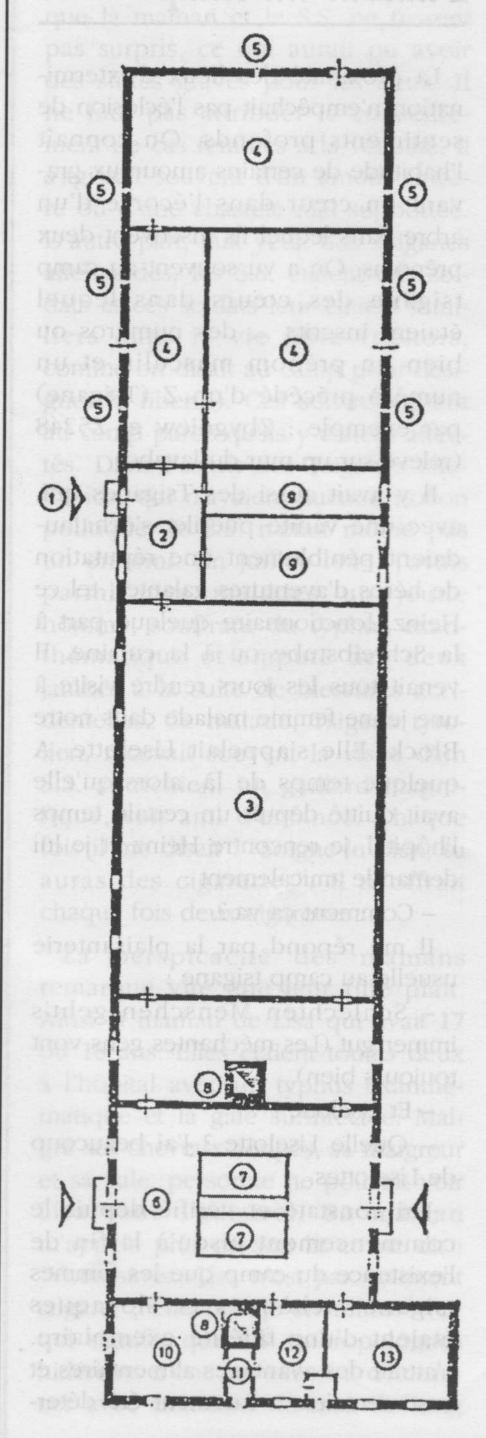


1 *Porte principale*	B I *Camp des femmes*	B II a *Camp de quarantaine*	BIII *"Mexico"*
2 *Rampe*		B II b *Camp des familles*	
3 *Crématoire II*		B II c *Camp des femmes*	
4 *Crématoire III*		B II d *Camp des hommes*	
5 *Crématoire IV*		B II e *Camp des Tziganes*	
6 *Crématoire V*		B II f *Hôpital des détenus*	
7 *Sauna*		B II g *Camp des effets "Canada"*	
8 *Fosse d'incinération*			



J'ETAIS MEDECIN DES TSIGANES A AUSCHWITZ

Le Docteur Iancu Vexler (voir le numéro précédent de Gavroche) est arrêté par la police française avec son épouse en tant que Juifs d'origine étrangère le 20 octobre 1942. Ils sont déportés à Auschwitz le 8 novembre 1942 où sa femme décède dès leur arrivée. Affecté à l'hôpital du camp, le docteur devient, le 2 juin 1943, médecin du camp des Tsiganes qui vient d'être ouvert à Birkenau. C'est la suite de ses notes que nous publions dans ce numéro : le docteur nous fait découvrir que dans cet enfer, pouvait exister un peu d'humanité.



Plan des installations des crématoires II et III proche du camp des Tsiganes.
1 Entrée de la salle de déshabillage
2 Antichambre
3 Salle de déshabillage
Local des exécutions
Salle des cadavres
Logement du commando spécial, dans le crématoire IV AB, été 1944
4 Chambre à gaz
5 Déversement des cristaux de gaz
6 Local d'incinération
7 Four avec 4 chambres de combustion
8 Cheminée
9 Local de séjour du commando spécial
Dans le crématoire V AB, logement du commando spécial en automne 1944
10 Chambre du chef du commando
11 Local de séjour du capo des chauffeurs
12 Toilettes/WC
13 Soute à coke

La vie du camp tsigane

Le camp tsigane (Auschwitz B II, section E) était une enclave dans l'ensemble constitué par le camp de travail-extermination de Birkenau. Les Tsiganes habitant cette enclave se sentaient protégés par une immunité les préservant d'une mort directe (gaz, injection intracardiaque, balle, pendaison). Ils jouissaient en quelque sorte d'un statut tacite.

Quel était l'horizon de ce petit monde privilégié ? A l'est, un paysage de baraques de gardiens S.S. et de barbelés électrifiés ; à l'ouest, la ligne de chemin de fer où descendaient les transports et, au-delà, le camp des femmes. Au loin, vers le sud, se dessinait la chaîne des Monts Tatra dont la couleur et la précision variaient avec la saison et les conditions atmosphériques mais qui attirait constamment les regards et les pensées. On affirmait, et cela était probable, que les montagnes abritaient des partisans et nous espérions qu'un jour ils viendraient nous aider à briser les chaînes de cet esclavage sans exemple dans l'histoire et à gagner le maquis. Au nord, le camp tsigane avait pour voisin immédiat l'hôpital général de Birkenau au-delà duquel l'horizon était fermé par les crématoires. On voyait donc de près les convois, le Sonderkommando qui s'affairait devant les crématoires, les flammes et la fumée des cheminées et nous recevions les odeurs caractéristiques, la fumée et la suie.

Lorsqu'on regarde le plan du Camp tsigane, on voit qu'il comporte 32 Blocks. A partir de la porte d'entrée, où était situé le poste de garde, 16 Blocks à gauche, portant les numéros impairs et 16 à droite, portant les numéros pairs. Le Block hôpital 32 avait donc en face de lui le Block 31, et le Block hôpital 30, le Block 29. Les Blocks 29 et 31 étaient affectés aux enfants (Kindergarten, Orphelinat).

Quelles pouvaient donc être les pensées d'êtres doués de sensibilité et de réflexion qu'étaient les Tsiganes ? Le sentiment de sécurité peut-il résister longtemps à de pareils spectacles ? Mais l'espoir lutte toujours victorieusement, souvent même contre l'évidence : la vie continuait.

Dans les intervalles de calme et d'euphorie, les petits orchestres se réunissaient et des valses, des mar-



Le complexe d'Auschwitz, le 26 juin 1944.

Birkenau Auschwitz II	*Birkenau Auschwitz II*
S.S. Headquarters	*Quartier Général des S.S.*
Railyard	*Dépôt (de gare)*
Light industry	*Industrie légère*
Auschwitz I	*Auschwitz I*

ches, des morceaux d'opérette résonnaient un peu partout. On voyait la marmaille passer en trombe dans la grande allée du camp :

– Où courez-vous comme ça les enfants ?

– Ils vont jouer " Le beau Danube bleu "...

Un autre groupe d'enfants appelait de loin :

– Venez ! Ils vont jouer "La Paloma".

Souvent des S.S. s'arrêtaient indécis avant de choisir : ils se mettaient au deuxième rang, derrière les enfants et écoutaient...

Les Tsiganes n'étaient pas astreints à un travail dur. Outre le travail d'entretien du camp, les Kommandos extérieurs faisaient du travail de terrassement assez simple. Les artisans spécialisés : maçons, électriciens, plombiers, venaient du camp des hommes. Et quel artisan de l'extérieur ne désirait pas ardemment venir travailler au camp tsigane ? Beaucoup de jeunes avaient appris leur métier d'artisan au camp et étaient devenus des ouvriers de premier ordre.

Les Tsiganes n'étaient jamais battus. Le soir après l'appel on voyait des solistes faire des tournées dans les Blocks où, après le concert, les intendants leur donnaient un pain, quelques rondelles de saucisson, un morceau de margarine. Nous avons écouté à plusieurs reprises un cithariste, véritable virtuose. Je n'ai jamais oublié un vieux père avec son fils, tsiganes russes. Le père jouait merveilleusement de l'alto et le fils, violoniste virtuose avait suivi les cours du conservatoire de Kiev. Le chef du Bock 24 (ou 26) organisait tous les soirs des bals. Ce chef, *Reichdeutscher* (Allemand du Reich) avait un physique très ingrat mais ses disgrâces physiques étaient compensées par les aliments et les luxueux vêtements féminins dont il disposait. Aussi avait-il pour compagne une jeune fille tsigane d'une grande beauté.

L'amour au camp

La proximité des lieux d'extermination n'empêchait pas l'éclosion de sentiments profonds. On connaît l'habitude de certains amoureux gravant un cœur dans l'écorce d'un arbre dans lequel ils inscrivent deux prénoms. On a vu souvent au camp tsigane des cœurs dans lequel étaient inscrits ... des numéros ou bien un prénom masculin et un numéro précédé d'un Z (Tsigane) par exemple : Zbygniew et Z5248 (relevé sur un mur du lavabo).

Il y avait aussi des Tsiganes qui, avec une vanité puérile, s'échafaudaient péniblement une réputation de héros d'aventures galantes, tel ce Heinz, fonctionnaire quelque part à la Schreibstube ou à la cuisine. Il venait tous les jours rendre visite à une jeune femme malade dans notre Block. Elle s'appelait Liselotte. A quelque temps de là, alors qu'elle avait quitté depuis un certain temps l'hôpital, je rencontre Heinz et je lui demande amicalement :

– Comment ça va ?

Il me répond par la plaisanterie usuelle au camp tsigane :

– Schlechten Menschen geht's immer gut (Les méchantes gens vont toujours bien).

– Et Liselotte ?

– Quelle Liselotte ? J'ai beaucoup de Liselottes.

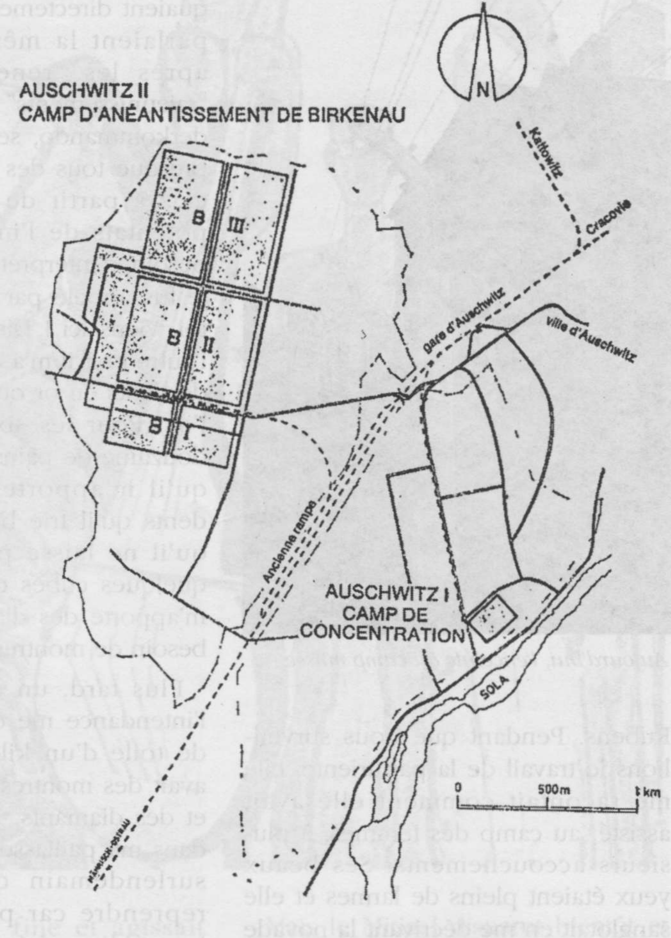
J'ai constaté et vérifié depuis le commencement jusqu'à la fin de l'existence du camp que les femmes tsiganes tchèques et slovaques étaient d'une fidélité exemplaire. L'attrait des avantages alimentaires et vestimentaires a rarement été déter-

minant pour elles dans l'acceptation d'une situation de concubine ou d'épouse à la mode tsigane. Les Tsiganes allemandes par contre se laissaient plus facilement éblouir par des perspectives de bien-être alimentaire et vestimentaire. En ce qui concerne les relations des S.S. avec les femmes tsiganes allemandes, il y avait aussi un facteur adjuvant dans la communauté de la langue et souvent des souvenirs communs du temps où elles étaient libres.

Beaucoup de S.S. venaient régulièrement rendre visite à des femmes tsiganes. Des jeunes, souvent leurs propres fillettes, faisaient le guet afin que la maman et le S.S. ne fussent pas surpris, ce qui aurait pu avoir des suites graves pour les deux. Il ne faut pas attribuer le consentement de ces femmes à la vénalité, il s'agissait souvent d'un amour sincère ou d'une chasteté mal supportée. D'autre part, aux yeux des Tsiganes allemandes, les S.S. étaient des soldats et ces soldats leur étaient familiers dans la vie libre (dehors, comme on disait au camp pour désigner la liberté). Ces soldats étaient au camp parce qu'ils y étaient affectés. Dans l'esprit des Tsiganes allemands, qui n'avaient aucune notion politique, le S.S. n'était même pas un ennemi. En juillet 1943, j'avais parmi mes malades un jeune homme, souffrant du typhus exanthématique et amputé des deux jambes à la suite de blessures accidentelles. Ce malade, Tsigane tyrolien, recevait souvent la visite d'un S.S. autrichien, un gaillard magnifique, son ami d'enfance. Chaque fois il me disait : "Soigne-le bien, tu auras des cigarettes". Il m'offrait chaque fois deux cigarettes.

La perspicacité des mamans remarque vite que leur fille plaît. Ainsi la maman de Lisa qui avait 17 ou 18 ans. Elles étaient toutes deux à l'hôpital avec un typhus exanthématique et la gale surinfectée. Malgré ses cheveux coupés, sa maigreur et sa gale, personne ne pouvait voir Lisa sans l'admirer. Sa maman m'appela près de son lit et me dit : "Vous savez, Lisa n'est pas vraiment tsigane ; elle n'a qu'un minus" (ce qui signifie que les anthropologues hitlériens n'ont pas réussi à déterminer avec exactitude le taux de sang

Plan de situation d'Auschwitz.



tsigane qui coule dans ses veines). Je lui ai répondu que la beauté et la grâce de Lisa, malgré son sang tsigane, dépassaient de loin la beauté de beaucoup d'Aryennes allemandes. Que dire ? L'œdème et l'entérite de carence n'ont pas tardé à survenir et le chef de Block l'a fait transférer dans le Block de diarrhée (Scheisserei) où les paillasses étaient pourries. J'allais la voir tous les jours et elle s'est éteinte avec un sourire d'espoir et dans la joie qu'on la trouvât belle quand même (Und dennoch bist Du schön). Morte, elle était aussi belle que Denise, la Tsigane française qui devait mourir de tuberculose en août ou septembre de la même année.

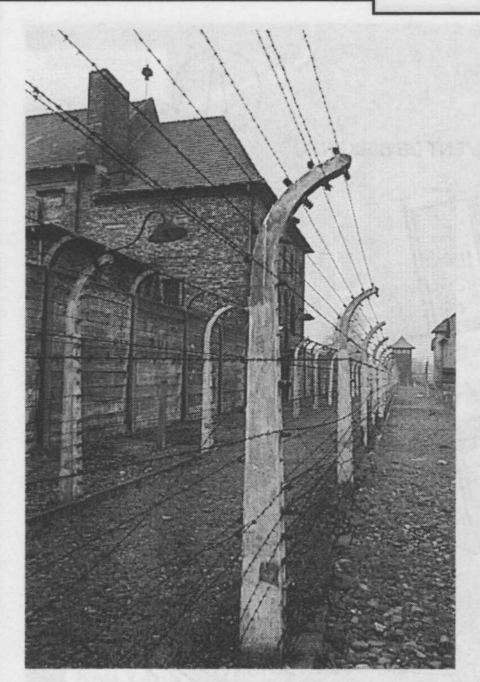
Dans la vie libre, la Mort ne l'emporte que de haute lutte. L'organisme, aidé par les amis, les parents, les médecins, lutte et s'épuise et la mort, enfin victorieuse trouve un corps épuisé qui n'est plus que l'ombre de l'être vaincu. Par contre, au camp, les amis et les parents sont absents et les médecins quasi-impuissants. Le corps ne s'épuise pas à lutter et la mort, plus brutale, n'altère pas la beauté. De là la beauté, dans la mort des jeunes filles et jeunes femmes tsiganes mortes à Auschwitz.

A l'époque dont je parle était chef du Revier un détenu allemand, correct et assez instruit. Il avait le goût des discours et nous rassemblait souvent pour nous adresser des allocutions. Dans chacune de ses allocutions figurait la phrase suivante, bien accentuée :

– Ich, gehe Keine Verbindungen ein (Moi, je ne lie aucune relation).

Rappelons-nous qu'en 1943 il existait quelqu'un en Allemagne qui incarnait l'ascétisme intégral, c'était le Führer : notre chef de Revier avait un modèle. Ce chef mit donc fin aux bals du block 24 (ou 26). Lorsqu'il nous parlait d'un Blockführer S.S., il disait toujours : "Monsieur le Blockführer". Nous étions surpris de voir un détenu politique vénérer et respecter des S.S..

On sait que les Tsiganes vivaient en famille. La promiscuité était inévitable. Personnellement j'ai fait un seul accouchement à Birkenau au Block 30 dont la Blockälteste était une Allemande grande, blonde et plantureuse comme un modèle de



Aujourd'hui, l'enceinte du camp musée.

Rubens. Pendant que nous surveillions le travail de la parturiente, elle me racontait comment elle avait assisté, au camp des femmes, à plusieurs accouchements. Ses beaux yeux étaient pleins de larmes et elle sanglotait en me décrivant la noyade des nouveau-nés. Il y a eu d'autres accouchements au camp tsigane car j'ai trouvé à plusieurs reprises des cadavres de nouveau-nés à la morgue qui portaient encore le cordon ombilical lié par un fil. Tous ces petits cadavres portaient déjà un tatouage, non pas sur l'avant-bras comme les grands enfants et les adultes, mais sur la jambe. Le numéro, composé de la lettre Z suivie de cinq chiffres, s'étendait sur toute la longueur de la jambe.

Trafics

La Sauna du camp tsigane reçut un jour les membres du Sonderkommando. La population du camp fut consignée dans les blocks car ces hommes ne devaient avoir aucun contact avec d'autres détenus. Mais cette surveillance était très relâchée. On voyait des membres du "Sonder" parler avec les femmes ce qui favorisait surtout les trafics.

Au début ce Kommando était composé presque exclusivement de juifs polonais. Les potentats polonais, maîtres de l'intendance, trafiquaient directement avec eux car ils parlaient la même langue. Mais après les "renouvellements" et "rajeunissements" successifs du Sonderkommando, ses membres étaient presque tous des juifs grecs et français à partir de l'été 1944 et les potentats de l'intendance avaient besoin d'interprètes. C'est ainsi que je fus appelé par un potentat : "Eh, toi, viens ici ! Dis-lui, à ce juif, que l'autre jour il m'a donné une musette de dents en or où il y avait aussi de l'os. Pour les six saucissons et la douzaine de pains que je lui donne, qu'il m'apporte une musette de dents qu'il trie bien les bridges, et qu'il ne laisse pas d'os. S'il veut quelques cubes de margarine, qu'il m'apporte des diamants. Je n'ai pas besoin de montres..."

Plus tard, un autre potentat de l'intendance me confia un petit sac de toile d'un kilo environ où il y avait des montres en or, des colliers et des diamants. Je devais le cacher dans ma paillasse. Je fus heureux le surlendemain quand il vint le reprendre car pendant ces deux jours l'appétit et le sommeil m'avaient fui et furent remplacés par la peur d'être découvert. Refuser de le garder, il ne fallait pas y songer - Ces potentats n'avaient pas le "droit" de vie ou de mort, mais ils avaient le POUVOIR de vie et de mort. A plusieurs reprises je fus obligé d'*expertiser* et d'*évaluer* des pierres : "Comment un juif, médecin par-dessus le marché ne sait-il pas estimer une pierre ? A qui racontes-tu ça, Kurwa ?" fut la réponse à mon hésitation.

Le polonais Roman Dambrowski fut nommé un jour fonctionnaire à l'intendance. Il parlait assez bien le français et je lui apprenais des notions de littérature et d'histoire de France. Son meilleur ami était Tadek Lach, employé à la pharmacie. La fortune qu'ils avaient accumulée leur servit un jour à réussir une évasion historique qui nous combla tous de joie. Ils ne furent jamais repris et je suis certain qu'ils contribuèrent à faire connaître ce qui se passait dans les camps.

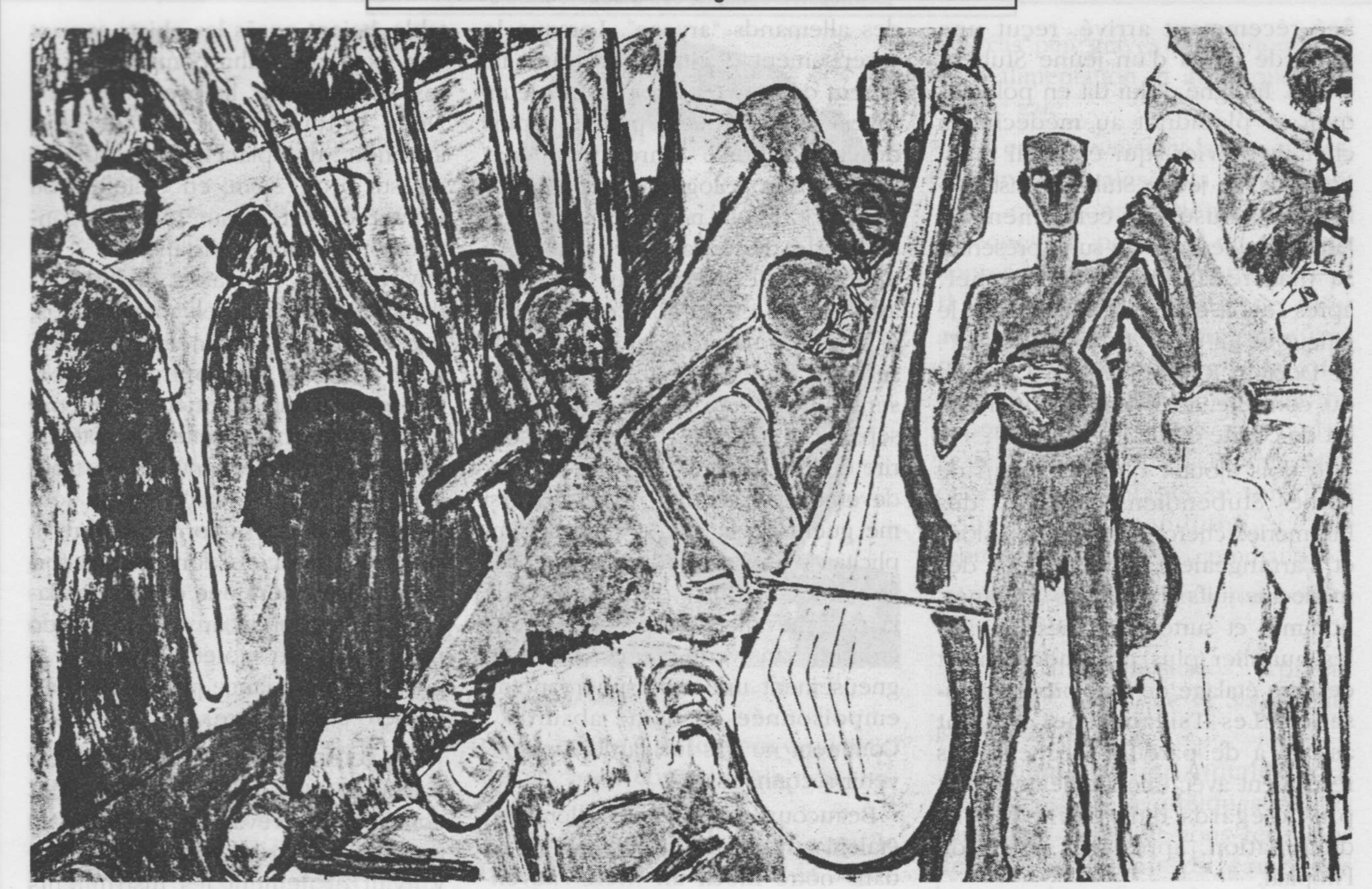
Le docteur Wrona avait fait vœu de ne jamais parler allemand. Il me dit aussi qu'étant médecin-chef du Block, il ne s'occuperait d'aucun malade, sauf s'il était appelé par nous en qualité de consultant. Je lui répondis que soigner les Tsiganes n'était pas travailler pour l'Allemagne, mais il resta inébranlable. Il avait comme secrétaire une jeune Tsigane allemande, brune, vive, agréable qui s'appelait Wilma. Un jour, nous l'entendîmes appeler : "Wilma, Kommen Sie hier" Il avait rompu le vœu pour Wilma. D'autres Polonais avaient fait vœu de ne pas parler allemand, mais n'ont pu résister à la fascination des ... injures allemandes. Les invectives en langue allemande leur paraissaient plus prestigieuses et surtout plus virulentes, plus chargées de haine. Ils imitaient jusqu'au timbre de la voix des S.S..Le docteur Wrona avait rompu son vœu par amour et les autres par haine... des juifs, bien entendu.

Les médecins du camp tsigane jouissaient d'une situation relativement stable. Ils étaient parfois mutés d'un Block à l'autre, mais la plupart restèrent dans le camp jusqu'à sa fin. Seuls les médecins aryens furent déplacés peu de temps avant la liquidation du camp. Par contre, les fonctionnaires qui avaient, tout comme les médecins le titre de Pfleger, changeaient souvent.

Le précieux Mitigal

Avec le déclin et l'extinction du typhus exanthématique, la gale surinfectée passa au premier rang des causes de mortalité au camp. Cela peut paraître incompréhensible, incroyable. Dans les lésions de grattage sur des corps affaiblis et souffrant de carence, les germes pyogènes se développent avec rapidité et atteignent une haute virulence. On a vu des organes enflammés prendre des proportions monstrueuses jamais vues et qu'on ne reverra, espérons-le, jamais plus. Inutile de donner des détails choquants et attristants.

Les poux avaient disparu grâce aux épouillages fréquents et à la diminution de la population des Blocks. La concurrence vitale avait aussi joué entre ces insectes et le



L'orchestre (musée d'Auschwitz).

sarcopte de la gale et donna la victoire à ce dernier. L'administration du camp s'attaqua à ce fléau et on distribua des bidons d'huile soufrée, spécialité très efficace appelée "Mitigal". Mes camarades et moi avons eu au moins deux fois la gale et chaque fois la guérison fut rapide avec le Mitigal. Mais bientôt le Mitigal devint rare : n'en obtenaient que les privilégiés et quelques Pflegers. On eut donc recours à une autre méthode et le Block 22 fut aménagé en "infirmerie de la gale" sous la direction de notre ami le médecin polonais Richard Skulski. Richard était un jeune homme affable, bon, patient, cultivé et aimait parler français. Il s'entretenait de préférence avec notre ami le docteur Jean B., gynécologue. Skulski était de constitution chétive et était porteur d'une trachéotomie avec canule (croup dans l'enfance).

Le Mitigal fut donc remplacé par un traitement par le soufre naissant. On se servait de pulvérisateurs à piston semblables à ceux qui servent à pulvériser les insecticides. On aspergeait d'abord tout le corps avec une solution d'hyposulfite de sodium, ensuite avec une solution d'acide tartrique. Le soufre naissant se déposait en poussière fine et agissait comme il pouvait. L'efficacité de la méthode était discutable car la poudre de soufre pénétrait difficilement dans les galeries du parasite. De plus, elle était collective et beaucoup de Tsiganes répugnaient à s'y soumettre, notamment les femmes. Cela donna naissance à un véritable trafic de Mitigal par les potentats et les privilégiés.

Un jour, en fin d'après-midi, nous nous rendîmes chez Skulski. Il avait reçu une allocation de Mitigal et plusieurs Pflegers tsiganes, après avoir traité leurs malades, étaient en train de se traiter à leur tour : Ils étaient alignés debout sur la longue cheminée horizontale comme sur une scène et s'enduisaient du bienfaisant Mitigal en s'aidant mutuellement. Les corps oints d'huile soufrée, paraissaient des statues de bronze sur lesquelles les cicatrices plus claires des gales antérieures se détachaient comme de grandes paillettes d'or. Les rais de lumière pénétrant par les lucarnes du toit comme des faisceaux lumineux envoyés par des projecteurs de music-hall animaient ces statues qui semblaient exécuter une danse rythmée sur des rites païens.

Mais le Mitigal disparut bientôt et on surprenait parfois les Pflegers et des potentats du camp portant furtivement de précieux flacons ayant contenu autrefois du parfum et remplis de cet or liquide tant recherché. C'était un cadeau princier qu'on offrait à une belle Tsigane qui aurait été bien déçue si en débouchant le flacon elle avait senti l'odeur de violette ou d'œillet. Le mot " Mitigal " était plus employé que le mot pain. Il était même dans la bouche des enfants. Lorsqu'ils nous rencontraient dans le camp, ils nous quémandaient en allemand ou en tchèque : "Du Mitigal, Monsieur le Docteur !". Nous leur disions que nous n'en avions pas mais ils ne semblaient pas convaincus. Comment pouvaient-ils croire que les "Herr Doktor" eux-mêmes ne pouvaient pas en obtenir ?

Beaucoup ignoraient encore que la hiérarchie du personnel des infirmeries était l'inverse de ce qu'on peut croire : il est difficile de concevoir qu'un jeune brancardier ou un garçon de laboratoire gifle un médecin ou un chirurgien pour un motif futile (n'a pas mis, par exemple, le stéthoscope ou le thermomètre à sa place). Ainsi le docteur R., médecin

âgé récemment arrivé, reçut une paire de gifles d'un jeune Stubendienst. Indigné, il lui dit en polonais qu'il se plaindrait au médecin en chef du Revier, qui était lui aussi polonais. Le jeune Stubendienst, follement amusé par cette menace, l'invita à aller tout de suite présenter sa plainte. Le médecin en chef, après l'avoir écouté se tourna vers le gifleur et lui dit : “Tu as bien fait !”. Le Docteur R. fut ébahi par l'attitude du confrère, mais son étonnement fut de courte durée.

Je dois ajouter que beaucoup de jeunes Stubendienst polonais des infirmeries cherchaient les occasions et s'arrangeaient pour frapper des médecins juifs devant les Tsiganes, hommes et surtout femmes, afin de les humilier plus profondément et de faire étalage de leur propre puissance. Les Tsiganes qui avaient assisté à de pareilles scènes nous recevaient avec une amitié accrue et plus d'égards dans leurs Blocks d'habitation, après leur sortie de l'hôpital.

Amitiés tsiganes

Malheureusement (heureusement devions-nous dire plus tard), la plupart des amitiés contractées prenait fin par le transfert des Tsiganes et nous ne connaissions que leurs prénoms. Les deux sœurs, Trude et Resi, Tsiganes allemandes qui nous avaient pris en amitié, Michel S. et moi, nous invitèrent un jour à rendre visite à leur mère, dans un Block d'habitation. Trude, l'aînée était vive, spirituelle. Resi était un peu timide, naïve, mais fort belle. Leur mère était une femme grande au visage ouvert, agréable et intelligent. Elles ne savaient pas où était leur père. Les jeunes filles avaient été ouvrières couturières et savaient lire et écrire. La plupart des Tsiganes avaient fréquenté l'école. La mère des jeunes filles nous racontait leur vie calme dans une petite ville d'Allemagne où la famille vivait en bonne intelligence avec ses voisins. Ils ne cachaient d'ailleurs nullement leur origine tsigane maintenue et affirmée par la langue et les chants. Physiquement, rien ne les distinguait des allemands “aryens”. Lorsque le recensement devint obligatoire, ils durent quitter “provisoirement” leurs foyers où ils vivaient parfois depuis des générations. Vinrent les “examens anthropologiques” et ensuite Auschwitz. Nous ne perçûmes aucun signe de découragement, encore moins de désespoir. Les Tsiganes avaient foi en la justice. La mère espérait fermement qu'un jour ils seraient libres, que tout le monde serait libre... Au moment de nous séparer, la mère me dit avec un sourire débordant de bonté : “Si tu veux devenir mon gendre, il faudra aussi me guérir de la gale” – Sancta simplicitas – quelles paroles de confiante amitié alors qu'à quelques pas de là des chevaliers de pacotille d'une croisade sans vertu maintenaient soigneusement une atmosphère noire, empoisonnée de haine absurde... Comment ne pas lui garder un souvenir reconnaissant ?

Beaucoup de Tsiganes allemands étaient adventistes et nous avons eu dans notre Block un “frère” adventiste qui prêchait naïvement de sa pauvre couchette de malade. Sa fille était Pflegerin, elle était mariée, avait perdu une fillette de deux ans à Auschwitz et son mari se trouvait “quelque part dans un camp de travail”. Dans les lits des morts on trouvait de petites croix en bois noir (faux ébène) avec un Christ en métal blanc. Des amis tsiganes m'en donnèrent deux ou trois qui me furent prises à la fouille au départ de Birkenau.

L'âme des Tsiganes était un trésor d'amitié, de foi, de courage, de délicatesse. Bien peu nombreux étaient les rusés, les faux-frères.

Séance d'anthropologie pratique

La Sauna était la dernière baraque à droite de l'allée principale du camp (Lagerstrasse) et le cabinet d'étude du docteur Joseph Mengele se trouvait dans l'enceinte de la Sauna. Lorsque j'entrai dans son cabinet, le docteur Mengele était assis et rangeait ses livres. Sur une table étaient posés les objets servant aux examens anthropométriques. Je les voyais pour la première fois. Deux surtout attirèrent toute mon attention : une planchette de 70 à 80 cm sur 6 ou 7 cm, en Celluloïd ou Galalithe portant sur toute sa longueur des orifices distants de 2 cm environ, d'où pendaient des franges de cheveux, naturels ou factices, présentant des nuances allant du noir-corbeau au blanc-albinos. Chaque nuance était désignée par un numéro et une lettre. A côté de cette planchette-échantillon se trouvait une palette – je n'ai pas le souvenir précis de sa forme – portant des yeux artificiels dont les iris formaient également une double gradation allant du noir au jaune pâle en passant par le violet, le vert et le gris. Chaque nuance portait aussi un numéro et une lettre.

Les yeux et les cheveux des sujets à examiner étaient comparés à ces échelles et recevaient une lettre et un numéro qui les caractérisaient. Il y avait également les instruments servant à la mesure de l'angle facial, des diamètres du crâne, ainsi que le nécessaire pour empreintes digitales, palmaires, plantaires, toise etc...

Le docteur Mengele donna l'ordre d'introduire le premier sujet à examiner. Il entra. Je reconnus le Tsigane français. J'ai oublié son nom, pourtant un nom courant en France, en tout cas pas un nom germanique comme la plupart des gitans que j'avais connus chez nous. Je l'avais vu à son arrivée au camp et je connaissais son épouse, ses deux filles et l'histoire de leur arrestation. Je savais bien qu'il n'avait absolument rien d'un Tsigane. Un policier ou un S.S. ayant rencontré la famille en France et se rappelant que le camp tsigane manquait de tsiganes français, l'avait emmenée à tout hasard. Les savants S.S. sauront bien découvrir quelque chose de tsigane et confirmer scientifiquement l'intuition des policiers S.S.

Et l'examen commença. Le docteur Mengele me dictait les questions et je les répétais en français :

– Vous êtes Tsigane ?

– Je ne suis pas Tsigane, vous le savez bien.

– Votre femme est Tsigane ?

– Non, elle ne me l'a jamais dit et je ne le crois pas.

– Vos parents étaient-ils Tsiganes ?

– Mais non ils n'étaient pas du tout Tsiganes.

– En voilà assez de bavardages ! s'écria Mengele.

Et il fit un signe.

La porte s'ouvre et les deux jeunes Tsiganes, les factotums de notre Block font irruption comme deux diables et commencent à sautiller autour du pauvre homme comme au jeu de Colin-Maillard, et à lui parler en tsigane. Tout ce que je comprenais, c'était le mot : manouche. Mengele avait donc préparé une confrontation. Le prétendu Tsigane, ébahi, se tourne vers moi et me demande :

– Qu'est-ce qu'il dit ?

A cette question, Mengele bondit de sa chaise en criant en français : "Qu'est-ce qu'il dit", puis en allemand : "Tu comprends très bien ce qu'il dit. Avec vingt-cinq coups sur le derrière, tu comprendras mieux *Keskidi*."

Alors le pauvre prétendu Tsigane se tourne de nouveau vers moi et désignant Mengele me répète :

– Qu'est-ce qu'il dit ?

Mengele me dit de lui parler en tsigane. J'avoue que mon vocabulaire était très pauvre, mais je m'exécute et je dis à notre pauvre questionné :

– Ce monsieur est le *dramasco lourdo*.

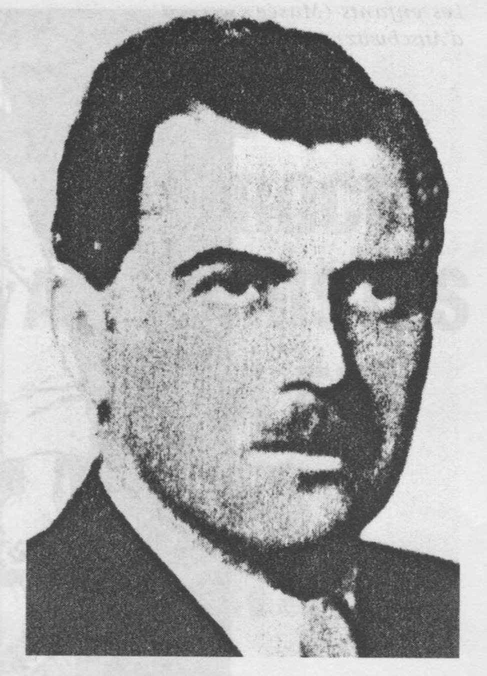
Cette fois-ci l'infortuné garçon me demande avec inquiétude :

– Qu'est-ce que vous dites ?

S'il ne s'agissait pas d'un "examen scientifique" et si on était pas dans un camp de concentration S.S., je dirais que c'est d'un bouffon inégalable. Mengele sursaute avec moins de conviction car il doit se rendre compte alors de la sincérité du Français.

L'examen continue. On fait entrer l'épouse et les deux filles : l'aînée, Denise (je n'ai pas oublié son prénom), 18 ans environ, blonde, fine et douce comme une madone de Botticelli et la cadette, 16 ans environ, brune et vive comme une jeune Andalouse.

Mengele les examine rapidement et s'arrête tout à coup à la chevelure



Le docteur Mengele

de la cadette (Les femmes avaient ici les cheveux coupés mais non tondus) :

– Viens voir, me dit-il, regarde bien ! Lorsque tu vois la ligne d'implantation des cheveux de la région temporale décrire une petite courbe avancée vers le front, alors ils peuvent nier et jurer sur tout ce qu'ils ont de sacré. Ils sont confondus : elle est tsigane.

La science a eu le dernier mot avec la ligne d'implantation des cheveux de la jeune fille. Mon rôle était terminé et Mengele continua son travail : empreintes, toise, étude des cheveux, des yeux, du pavillon de l'oreille, etc...

Heureuse science !

Service d'enfants

Vers la fin de l'automne 1943, une moitié de notre Block 32 devint hôpital d'enfants. Ce fut un événement pour tout le personnel soignant. Les infirmières s'appliquèrent avec une tendresse maternelle à préparer les lits, à vérifier si, dans les paillasses, il n'y avait pas de copeaux susceptibles de blesser les enfants. On reçut des draps propres et de bonnes couvertures. Les premiers enfants arrivèrent et nous apportèrent la fraîcheur et le charme de l'enfance. En peu de temps tout le service fut peuplé. Il n'y avait que des cas peu graves liés surtout à la sous-alimentation et aussi quelques cas de gale.

Les enfants aimaient la musique et, à peine convalescents, chantaient des chansons allemandes et tchèques. Et pourquoi ne pas leur apprendre des chansons françaises ? Il me fut très facile de leur apprendre le petit chef d'œuvre qu'est "Frères Jacques". Un jour, alors que les enfants chantaient, on annonça un S.S. – mais trop tard –. Le S.S. entra et surprit notre petite chorale. Les enfants se turent et nous nous attendions à des reproches, mais le S.S. commanda :

– Weiter singen (continuez à chanter)

Et les "anges musiciens" reprirent "Frères Jacques" que le S.S. écouta jusqu'à la fin.

La cheminée horizontale servit aussi de scène à quelques petites danseuses. Lorsque nous recevions des visites d'amis du camp des hommes, les enfants se produisaient et étaient applaudis.

Un matin, appelés par le chef de block – un Polonais d'une bonté et d'une courtoisie exemplaires –, arrivèrent du camp des hommes deux peintres juifs avec des échelles, des pinceaux, des brosses et des couleurs. Il y avait une grande cloison de bois séparant le vestibule du Block proprement dit. C'est cette cloison qui fut peinte en blanc et, sur cet enduit, les deux artistes peignirent un monde oublié ou inconnu des enfants. A l'animation qui régnait dans le Block, les enfants comprirent qu'il s'y passait quelque chose et tous ceux qui étaient en état de marcher allaient voir. Sous les pinceaux créateurs des peintres apparaissaient une plaine, des collines, une église, des maisons, des arbres, une mare, des canards, des oies, des poules, un chien, un chat, des oiseaux, une vache, une chèvre... Les plus grands poussaient des cris de joie et nommaient, à mesure qu'ils naissaient, ces animaux qui leur avaient été familiers. Les petits ne les avaient jamais vus ou en avaient perdu tout souvenir.

La présence des enfants apportait des transformations considérables dans l'attitude du personnel et

réveillait dans les âmes des sentiments assoupis. Seuls deux ou trois *Pflegers* voulaient rester inaccessibles à ces sentiments de "faiblesse" et en tiraient vanité. Mais le charme agissait.

La Saint-Nicolas

Un jour de décembre, nos *Pflegerinnen* (infirmières) s'affairaient particulièrement à laver les petits et à faire leurs lits. On aurait dit qu'on attendait une visite inhabituelle. Tout à coup, la porte s'ouvrit. Précédés d'enfants de chœur, un magnifique évêque, coiffé d'une mitre étincelante de pierres précieuses, porteur d'une vénérable barbe blanche et revêtu d'une longue chape brodée d'or et d'argent fit une entrée solennelle. Dans la main gauche, il tenait une crosse d'argent rehaussée de pierreries et la main droite était levée pour la bénédiction. Un grand silence se fit et, après un instant de muet ravissement, un chant d'allégresse s'éleva des lits et emplit tout le Block. Emu, je demandai tout bas la signification de cette cérémonie ; un camarade me répondit que c'était la Saint-Nicolas.

Les enfants chantaient l'hymne à la Saint-Nicolas. Ils chantaient en deux langues, en allemand et en tchèque. L'évêque avançait majestueusement dans les allées longeant les suites de lits et sa main droite bénissait dans toutes les directions. Je mis du temps à reconnaître dans Saint-Nicolas notre vieux camarade, le pharmacien Wladislaw homme plein de bonté et de sérénité. Notre vénéré ami parlait un français parfait, ayant fait ses études en Belgique. Sa lumineuse intelligence éclairait l'atmosphère du Block et apportait à tous le réconfort.

Le bon *dziadzin* (grand-père) avait trouvé quelques comprimés de vitamine dans la pharmacie et chaque enfant reçut un *prachek* (les enfants nous réclamaient souvent des *prachek*, mot qui signifie poudre, cachet ou comprimé, car le mot *bonbon* leur était inconnu, de même que les mots fruit, pomme, sucre etc..). Quelle joie et quelle gratitude dans les yeux de nos


Les enfants (Musée d'Auschwitz)

"anges musiciens" ! Et quelle magnifique récompense pour ceux qui avaient su préparer en secret cette inoubliable fête !

Les *Pflegerinnen* avaient réalisé ces somptueux vêtements à l'aide d'un manche à balai, de papier, coton, fer-blanc, fils d'aluminium, etc.. Saint-Nicolas était descendu du ciel dans cette plaine désolée apporter la joie aux enfants tsiganes du camp de Birkenau. Nous ne savions pas que les "anges musiciens" vivaient leur dernière Saint-Nicolas.

Noël

Le soir du 24 décembre, on distribua comme d'habitude la nourriture après l'appel. On éteignit les lumières en laissant les veilleuses et les enfants commençaient à s'endormir. Soudain, alors que le Block était plongé dans un silence quotidien, au fond du Block, sur une estrade apparut une crèche entourée d'anges, d'anges avec des ailes et des auréoles. En même temps, on entendit un chant très doux et très lent. C'était le Noël allemand "Stille Nacht, heilige Nacht". Le chant, d'abord en sourdine, était d'une pureté et d'une harmonie parfaite. Les enfants, réveillés par la musique, joignirent leurs voix au chant des anges et toute la baraque en fut emplie.

Nous étions tous profondément émus. M'approchant un peu de la scène, je reconnus plusieurs "anges". C'étaient des infirmières des Blocks voisins. Ces infirmières étaient des prostituées emprisonnées pour avoir transmis la blennorragie à des militaires allemands. Pour les yeux éblouis des enfants, pour tous ceux qui les voyaient et les entendaient, c'étaient des "Anges de Noël". Pour nous, dont la gratitude vivra aussi longtemps que nous, ces généreuses prostituées-anges donnaient à chacun selon ses mérites : elles semaient les gonocoques parmi ceux qui semaient la mort et semaient la joie parmi les innocents enfants tsiganes.

Iancu Vexler

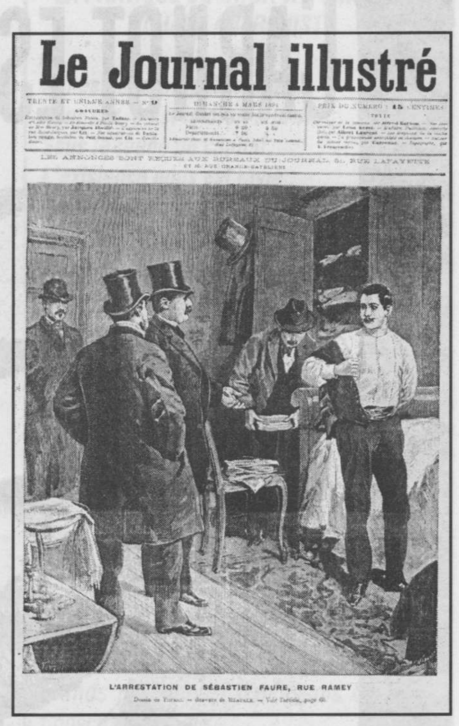
(suite et fin dans le prochain numéro)

1894 : LES PROCES ANARCHISTES ET LA FIN DES ATTENTATS

Le Journal illustré

L'ARRESTATION D'ORTIZ

Arrestation d'Ortrez


Le Journal illustré

L'ARRESTATION DE SÉBASTIEN FAURE, RUE RAMEY

Arrestation de Sébastien Faure.

Les attentats anarchistes furent nombreux dans le premier semestre 1894. La série se termina par l'assassinat du président de la République Sadi Carnot par Caserio, à Lyon, le 24 juin.

Dès la fin de l'année 1893, le gouvernement, terrorisé par le fait qu'un anarchiste, Vaillant, se soit symboliquement attaqué à la Chambre des députés en y jetant une bombe (le 9 décembre 1893), prend des mesures draconiennes contre les anarchistes en votant la "loi scélérate" du 13 décembre 1893 qui, tout en donnant des moyens accrus à la police (800 000 francs), s'attaque en particulier à la liberté de la presse : elle punit l'incitation aux crimes et délits par voie de presse et leur apologie ainsi que toute association de malfaiteurs envers les personnes et les propriétés et permet, en outre, d'innombrables perquisitions et arrestations. Cette loi, jugée incomplète par les partisans de la répression à outrance, est complétée au lendemain de l'assassinat du président Carnot, le 28 juillet 1894 par la création d'un nouveau délit : "celui de propagande anarchiste en dehors des conditions de publicité exigées par l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881". Dans son article 5, la loi laisse la possibilité aux tribunaux d'interdire la reproduction des débats.

Ces lois trouvent leur application dans deux procès : celui de Jean Grave, le 25 février, et le ***Procès des Trente*** en août 1894. Avec ce dernier procès prend fin la série des attentats anarchistes débutée par Ravachol, trois ans auparavant.

Samedi 25 février 1894, Jean Grave, qui vient de publier un ouvrage intitulé : *La Société mourante et l'Anarchie* est arrêté et jugé sous l'inculpation de *provocation au vol, à l'indiscipline et au meurtre,* ainsi que du délit d'*apologie de faits qualifiés crimes par la loi.*

Son défenseur, Maître de Saint-Auban cite quatre témoins : Elysée Reclus, Octave Mirbeau, Paul Adam et Bernard Lazare lesquels attestent de l'honnêteté et de l'esprit supérieur de l'auteur. "Je serais très glorieux d'avoir écrit son livre !" s'exclame Paul Adam. Le réquisitoire de l'avocat général Bulot dure plus de deux heures et l'avocat de la défense termine sa longue plaidoirie en implorant : "Jurés de la fin de ce siècle, ne soyez pas persécuteur !". Jean Grave est toutefois condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende.

Pendant ce temps, les attentats continuent : le 12 février, explosion à l'hôtel Terminus, qui fait un mort ; le 20 février, explosion au Faubourg Saint-Jacques qui fait également un mort et le même jour, explosion dans la rue Saint-Martin ; le 15 mars, l'anarchiste Pauwels saute avec sa bombe à La Madeleine et le 4 avril, c'est l'explosion du restaurant Foyot. Emile Henry accusé de l'attentat du café Terminus est arrêté, condamné à mort et exécuté le 21 mai. Enfin, le 24 juin, c'est l'assassinat du président Carnot par Caserio qui est exécuté le 15 août.

CARNOT EST MORT ! CARNOT VIVRA !

Air : La France Guerrière.

CARNOT EST MORT! CARNOT VIVRA!...

Paroles de
Emile CHERET

Air: *La France guerrière.*

I

Jour de douleur!... Lyon est tout en fête.
La joie éclate au front d'un peuple ardent;
Et les vivats qu'un long écho repète
Forment cortège autour du Président.
Pour le gala, l'on se rend au théâtre
La foule est là, comme un joyeux essaim...
Pendant que toi, destinée, ô marâtre!
Glisses dans l'ombre un poignard assassin!

II

Qui comprendra la Destinée humaine?
Et le bonheur, et la Fatalité?...
Sombre hasard, tu déroules ta chaîne
Aveugle et sourd en ton obscurité!
L'homme de bien qu'un peuple entier acclame,
Qui, calme et fier, accomplit son devoir,
Cet homme-là, la tombe le réclame,
Plein de santé, dans une fête, un soir!...

REFRAIN

Jour de douleur! Reprends le deuil, ô France!
Recueille-toi devant ce coup du sort!
Ton Président, l'homme de conscience,
Carnot est mort! (bis)

III

Et maintenant, tu pleures, ô ma France!
Agenouillée auprès de ton Enfant.
Sans oublier que le sang crie Vengeance!
Sans défaillir, l'honneur te le défend!...
Devant sa tombe, hélas! trop tôt ouverte,
En l'avenir sache élever ta foi,
En mesurant la grandeur de ta perte,
D'où vient le coup, ô France, souviens-toi!

IV

Carnot est mort! Ce grand nom qui rayonne
Semble éclipsé par ce sombre attentat.
Ses fils sont là: Plus d'un ambitionne
De l'embellir de l'honneur du soldat!
Depuis cent ans, ce nom dans notre Histoire
A chaque page est écrit pour jamais:
Ses fils sauront en garder la mémoire!
Nul ne pourra l'oublier désormais!

REFRAIN

A ton enfant, ouvre les bras, ô France!
Ta noble main, sur ton cœur, l'étreindra:
Dans l'Avenir, dans notre souvenance
Carnot vivra! (bis)

F. Bigot, Editeur, Rue du Temple, 157, Paris

Imp. JOLY, CREVEL Fils Srs Paris

DONJEAN

Paroles de

EMILE CHERET

Prix : 1f.

A la Chanson Populaire, F. BIGOT, Editeur, 157, Rue du Temple, Paris.



Explosion au Faubourg St-Jacques (Journal illustré du 4 mars 1894).

LA PRATIQUE DU DROIT À L'EXISTENCE
CHANT ANARCHISTE

S'il est un droit primordial,
Pour sûr, c'est le droit à la vie ;
Sous le règne du capital,
L'existence nous est ravie ;
Ce droit nous devons l'affirmer,
Tous les moyens sont bons, que diantre !
Tout est permis, voler, tuer.
...
Si vous n'avez pas de turbin
C'est la faute au capitaliste,
Prenez partout le pain, le vin,
Et watrinez qui vous résiste.

Cette chanson aurait été retrouvée, parmi une vingtaine d'autres, dans la malle d'un compagnon lors des répressions policières 1894. Chansons destinées à la propagande anarchiste, elles étaient vendues 10 centimes.

On y relève les titres : *Faut plus de gouvernement ; Le chant des peinards ; Les grands principes ? J'm'assois dessus ; Conscrits insoumis ...*

Le Procès des Trente

C'est le procès des hommes qu'on a nommé les *Intellectuels de l'anarchie doctrinale*, par opposition aux *Propagandistes par le fait*. Le gouvernement, par le bras de sa police, avait décidé de frapper un grand coup pour en finir avec les théoriciens et les propagandistes anarchistes. Sous prétexte d'*association de malfaiteurs,* trente personnes sont déférées aux assises de la Seine par arrêt de la chambre des mises en accusation du 10 juillet 1894.

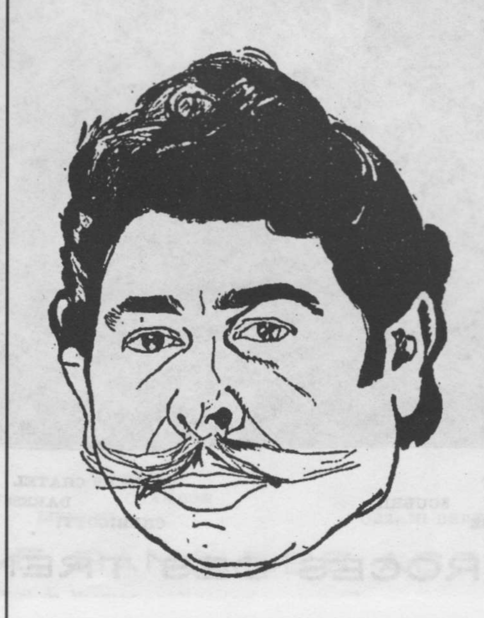
Le procès, qui passionna l'opinion publique, se déroula du 6 au 14 août 1894 sous la présidence de M. Dayras et de l'avocat général Bulot – l'homme des procès anarchistes – qui occupe le siège du ministère public.

Sur les trente personnes accusées, cinq ont pu fuir : Paul Reclus, le neveu du savant Elysée Reclus, Cohen, jeune écrivain étranger, Duprat, Martin et Emile Pouget, le directeur du *Père Peinard*. Ils seront condamnés par contumace, par arrêté du 31 octobre 1894 au maximum de la peine, soit vingt ans de travaux forcés.

Les vingt-cinq accusés présents sont : Jean Grave, Sébastien Faure, Chatel, Ledot, Matha, Agnéli, Bastard, Paul Bernard, Brunet, Billon, Soubrier, Daressy, Tramcourt, Chambon, Malmaret, Fénéon, Chéricotti, Ortiz, Bertani, Liégeois, la veuve Milanaccio, la fille Cazal, la femme Chéricotti, la veuve Belloti et Louis Belloti.

L'échantillon est complet, on a volontairement mis sur le même banc intellectuels et accusés compromis dans des affaires de droit

Paul Adam vient à la barre défendre Jean Grave.



L'assassin du président Carnot. Il avait 20 ans.



19 AOUT 1894 — N° 33 — PRIX : 15 CENTIMES

LE JOURNAL



JEAN GRAVE
BRUNET
SÉBASTIEN FAURE
TRAMCOURT
MATHA
LEDOT
ORTIZ
SOUBRIÉ
CHARLES CHATEL
DARESSY
CHÉRICOTTI

LE PROCÈS DES TRENTE



AGNELI
CHAMBON
LIÉGEOIS
ORSANI BERTANI
ÉLYSÉE BASTARD
MALMARET
V[ve] MILANACCIO
Fille CAZAL
Femme CHÉRICOTTI
FÉLIX FÉNÉON
V[ve] BELLOTI

: LE BANC DES ACCUSÉS

commun ; il s'agit de prouver qu'il y
a entre eux entente dans le but de
former une ...
teurs et ains...
sévères pris...
A côte d...
rédacteur d...
théoricien ...
fiques...
défroqué – ...
ue du nou...
Charles Cha...
Revue libe...
employé au...
collaborateu...
Revue bla...
comme l'a ...
gérant de l...
Henry.
Le tribun...
l'existence ...
de malfaite...
chistes ...
tiles à tout...
n'ont aucu...
tion sur ce ...
lectuels a...
nombreux ...
thie qui in...
le jury.
Sur le mêm...
faut rappel...
chistes ...
pour eux le...
de la loi – c...
ses amis ...
tion est plu...
preuves de ...
trouvé chez ...
Après un...
l'avocat gé...
réquisitoire ...
de preuves ...
qu'il y avai...
théoriciens ...
demande ...
ceux qu'il ...
meneurs. ...
ont la parol...
qu'il n'y eu...
entre les ac...
vent ne ...
La parole ...
reviennent ...
tement ...
concerne ...
respectivement condamné à 15 ans
et 8 ans de travaux forcés et à six
mois de prison.
Il est vrai qu'à la suite de ce juge-
ment les attentats anarchistes pren-

commun : il s'agit de prouver qu'il y a entre eux *entente*, dans le but de former une *association de malfaiteurs* et ainsi de justifier les mesures sévères prises à leur égard.

A côté de Jean Grave, principal rédacteur de *La Révolte*, moderne théoricien de l'anarchisme scientifique, est assis Sébastien Faure – le défroqué – infatigable orateur, apôtre du nouveau système. Il y a Charles Chatel, le directeur de la *Revue libertaire* ; Félix Fénéon, employé au ministère de la guerre, collaborateur de *L'En-dehors* et de la *Revue Blanche*, le "critique aigu" comme l'a appelé Mallarmé ; Matha, gérant de *L'En-dehors*, l'ami d'Emile Henry.

Le tribunal s'efforce de prouver l'existence de la fameuse association de malfaiteur, mais comme les anarchistes étaient, à cette époque, hostiles à toute entente, les accusés n'ont aucun mal à réfuter l'accusation sur ce point. De plus, les intellectuels anarchistes reçoivent de nombreux témoignages de sympathie qui influencent manifestement le jury.

Sur le même banc, des voleurs – il faut rappeler que pour les anarchistes illégalistes, le droit au vol est pour eux le droit à la vie en marge de la loi – comme le coquet Ortiz et ses amis italiens. Avec eux, l'accusation est plus à son aise. Il y a des preuves de leurs larcins puisqu'on a trouvé chez eux des objets volés.

Après une semaine de débats, l'avocat général Bulot dans son réquisitoire tente, malgré l'absence de preuves, à prouver malgré tout qu'il y avait eu entente entre les théoriciens et les illégalistes, et demande un verdict sévère pour ceux qu'il considère comme les meneurs. Les avocats de la défense ont la partie belle pour démontrer qu'il n'y eut jamais aucun contact entre les accusés, lesquels bien souvent ne se connaissaient même pas. La parole est donnée aux jurés qui reviennent avec un verdict d'acquittement général, sauf en ce qui concerne Ortiz, Chéricotti et Bertani respectivement condamné à 15 ans et 8 ans de travaux forcés et à six mois de prison.

Il est vrai qu'à la suite de ce jugement les attentats anarchistes prennent fin. Est-ce à dire que ce verdict de clémence d'une part, et que les mesures policières excessivement sévères prises à l'égard des anarchistes d'autre part sont les raisons suffisantes à cet arrêt des violences ? Comme le souligne Jean Maitron dans son *Histoire du Mouvement anarchiste en France* : "... cette prophylaxie eût été bien insuffisante si une autre cause plus sérieuse n'eût joué en faveur de leur disparition". Et l'auteur rappelle que depuis 1892, le rapport des forces bourgeoisie-prolétariat avait subi des modifications profondes et "un sentiment nouveau de force collective susceptible de conduire à l'émancipation des travailleurs allait orienter peu à peu les propagandistes libertaires dans une autre voie. Cette force nouvelle était le syndicalisme avec sa panacée : la grève générale identifiée à la Révolution".

Le développement de la Fédération des Bourses du Travail qui, au congrès de Nantes en 1894 allait tenir un congrès unique avec les syndicats guesdistes et dont l'anarchiste Pelloutier deviendra le secrétaire général en 1895, constitue le premier jalon de la future Confédération Générale du Travail. Nombre d'anarchistes, dont la majorité ne s'identifiait pas aux méthodes "terroristes", trouvèrent là un moyen de s'exprimer.

Raymond Carre

L'ORIGINE DES ATTENTATS ANARCHISTES

C'est pour venger Descamps, Dardare et Léveillé, victimes de brutalités policières le 1er mai 1891, que Ravachol déposa ses bombes. Elevé au rang de martyr de l'Anarchie, Ravachol devait susciter des vengeurs qui, devenus martyrs à leur tour, engendrèrent de nouveaux terroristes... Telle est la cause fortuite qui fut à l'origine des attentats.

Certains facteurs contribuèrent à favoriser l'extension de l'épidémie plutôt qu'à l'enrayer. A cet égard, on peut penser que l'attitude des groupes socialistes, du parti guesdiste en particulier, attitude qui se différenciait guère dans son hostilité de celle des partis bourgeois, renforça, par réaction, la solidarité des compagnons à l'égard des propagandistes par le fait.

L'action terroriste trouva de plus un aliment dans la corruption des élus de la nation dont un tiers était compromis dans le scandale de Panama.

Enfin, il convient de signaler combien la presse contribua à créer une psychose collective de l'attentat. Durant ces années troubles, les journaux tinrent une rubrique quotidienne de la dynamite ; ils multiplièrent interviews et reportages sur ce thème, ce qui, dans une certaine mesure, ne put qu'encourager les vocations.

Extrait de l'*Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914)* de Jean Maitron.




– Papa, ne te trompe pas pour ta bombe : 201 C⁵ Ko, C⁵H²AzO²30. – Bien ! Avec de l'acide sulfurique et du savon noir... ça ira ! Dessin de Forain (Le péril anarchique janvier 1894).

Affaire Dreyfus

LE TESTAMENT DU LIEUTENANT-COLONEL PICQUART

On sait ce que fut "l 'Affaire Dreyfus", une simple affaire d'espionnage qui engendra une des plus grandes crises de la IIIe République.

En septembre 1894, les services de renseignements français interceptent un bordereau d'envoi d'un dossier donnant la liste des cinq documents offerts à l'attaché militaire allemand, le comte de Schwartzkoppen. Un officier israélite, le capitaine Dreyfus, est soupçonné d'être l'auteur du bordereau et condamné pour trahison à la dégradation militaire et à la déportation à vie. Personne à l'époque, Jaurès lui-même, ne mit en doute la culpabilité du capitaine que toutes les preuves accablaient.

Dreyfus ne cessa de clamer son innocence et bientôt – grâce en partie au lieutenant-colonel Picquart – une partie de l'opinion douta de sa culpabilité, et par là même mit en cause à la fois les militaires et les juges : le camp des partisans de Dreyfus s'agrandit de jour en jour. "L'Affaire" prit une dimension nationale et une tournure politique. Deux camps s'opposèrent alors : celui des anti-Dreyfusards regroupant en gros les nationalistes, les militaristes, une grande partie des catholiques, clergé en tête ainsi que la Droite traditionnelle et antisémite ; celui des Dreyfusards regroupant pour l'essentiel la Gauche républicaine, les anticléricaux et les antimilitaristes. La lutte dura dix ans, pour aboutir à la reconnaissance de l'erreur judiciaire et à la réhabilitation de la victime.

Un siècle après ces événements, il se trouve encore des personnes qui doutent – ou qui veulent faire douter – de la véritable innocence de Dreyfus au nom d'un antisémitisme tenace. Nous publions ci-dessous le texte du testament du lieutenant-colonel Picquart, chef du Service des Renseignements, qui entreprit de refaire l'enquête. Ce document fut rédigé à Sousse (Tunisie), où le colonel s'était retiré en 1897. Il révèle la vérité sur cette lamentable affaire :

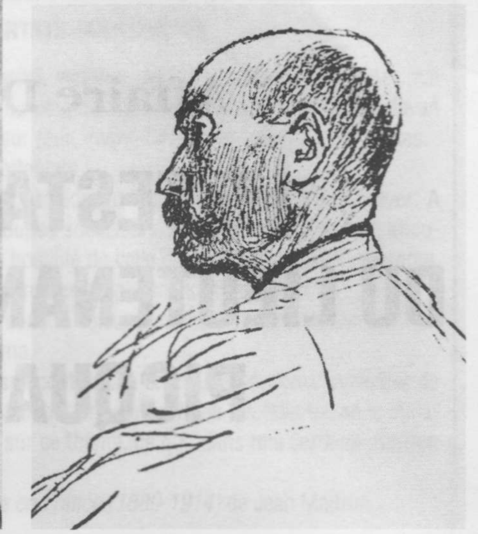
Sousse, le 2 avril 1897

Je soussigné, Picquart, Marie-Georges, lieutenant-colonel au 4e tirailleurs, précédemment chef du Service des Renseignements au ministère de la guerre, certifie sur l'honneur l'exactitude des faits suivants, que, dans l'intérêt de la vérité et de la justice, il est impossible d'"étouffer" comme on a essayé de le faire.

Au mois de mai 1896, mon attention avait été attirée sur le commandant Walsin-Esterhazy (1), du 74e d'infanterie, à qui une carte-télé-


Le colonel Schwartzkoppen.


Le commandant Walsin-Esterhazy.


Le général de Boisdeffre.

gramme, contenant des indications fort suspectes, avait été écrite par une personne de l'ambassade d'Allemagne (probablement le lieutenant-colonel Schwarzkoppen, attaché militaire). De l'enquête approfondie à laquelle je me suis livré, et dont le résultat est consigné dans une note du 1er septembre 1896 remise par moi au général Gonse, il résulte que le commandant Walsin-Esterhazy est un agent de l'Allemagne. Les preuves abondent, et la situation pécuniaire désespérée d'Esterhazy, son manque absolu de scrupule dans le choix des moyens qu'il emploie pour se procurer de l'argent, ne font que corroborer les preuves matérielles recueillies.

Au mois d'août ou de septembre, Esterhazy fit agir plusieurs députés et par le moyen de son ami Lucien Weil (peut-être son complice) il mit même en mouvement le général Saussier pour obtenir d'être placé à la Direction de l'infanterie, ou au Service des Renseignements au ministère de la guerre. Le compte rendu que j'avais fait au ministre au sujet d'Esterhazy ne permit pas à ce dernier d'aboutir, malgré de nombreuses et pressantes démarches.

En étudiant l'affaire Esterhazy, je fus frappé de ceci : c'est que certains faits attribués à *Dreyfus* cadraient parfaitement avec des faits qui se rapportaient à Esterhazy.

Dreyfus ayant été inculpé d'avoir écrit une pièce adressée à l'attaché militaire allemand à Paris, j'eus la curiosité de comparer l'écriture d'Esterhazy avec celle de cette pièce. A ma grande stupéfaction, il y avait identité.

Trois experts avaient déclaré (sur cinq) que la pièce incriminée était de l'écriture de Dreyfus *modifiée, déguisée.* Je trouvais, moi, qu'elle était de l'écriture *naturelle* d'Esterhazy.

Ne voulant pas me fier à mes seules lumières, je portai à l'un des experts le plus convaincu, M.Bertillon (2), un exemplaire de l'écriture d'Esterhazy, sans lui en indiquer la provenance. M.Bertillon déclara sans hésitation et immédiatement que cette écriture était celle du document Dreyfus ; il me pressa même de questions pour savoir d'où j'avais cet échantillon, trouvant, disait-il, "que les déguisements dont s'était servi Dreyfus étaient tellement bien rendus dans cette écriture qu'il fallait que la personne qui avait fait cela se fut livrée à des études toutes spéciales."

Or, tous les échantillons d'écriture d'Esterhazy (et j'en ai recueilli d'époques très diverses) sont identiques.


Le général Mercier


Le maître de maison. – Surtout, ne parlons pas de l'affaire Dreyfus.



Le nouveau décrotteur en France. De Boisdeffre, à Brisson. – Attention, mon garçon, veille à ce que la botte militaire conserve toujours son brillant. (Der Floh, Vienne).

PSST...! Images par FORAIN CARAN D'ACHE

PARAISSANT LE SAMEDI

N° 36 — Le NUMERO : 10 centimes. — BUREAUX

A BAS LA FRANCE
VIVE PICQUART
A BAS L'ARMÉE
VIVE ANARCHIE

forain

LA DÉTENTE

Violente caricature nationaliste et antidreyfusarde de Forain. (octobre 1898)

Je rendis compte de ces faits d'abord au général de Boisdeffre (3), puis, avec son assentiment, au général Gonse, et enfin au ministre général Billot. Le général de Boisdeffre et le général Gonse qui ont en somme fait faire, sous la direction du général Mercier, le procès Dreyfus, se sont montrés assez embarrassés. Le ministre a admis toutes mes preuves et m'a dit qu'au besoin il ferait mettre le " grappin " *(sic)* sur Esterhazy. En attendant, je devais continuer mes recherches. Sur ces entrefaites, arriva la campagne de presse en faveur de Dreyfus, et l'interpellation Castelin. Le général Boisdeffre vit le ministre et après leur conférence celui-ci parut tout retourné. Il me dit très ostensiblement (et je me permets de croire que ce n'était pas vrai) que, par sa police particulière, il avait des preuves de la culpabilité de Dreyfus, sans me dire lesquelles. – Le général Gonse me demanda avec une certaine anxiété si je croyais bien ce que me disait le ministre. Comme j'affirmais toujours que je m'en tenais aux preuves que j'avais recueillies, on me fit partir un jour en mission au 6e corps (le 16 novembre), puis on m'envoya au 7e, puis au 14e, au 15e. Enfin, on m'affecta au 4e tirailleurs, tout ceci sans me laisser prendre haleine un instant et dans l'intention évidente d'éloigner du Service des Renseignements quelqu'un qui venait de faire une découverte fâcheuse.

Or, toutes les preuves que j'ai eues en mains et qu'on m'a retirées quelques jours avant qu'on m'envoyât en soi-disant mission démontrent de la façon la plus claire :

1° Que Walsin-Esterhazy (et peut-être aussi son ami Weil) est un agent de l'Allemagne ;

2° Que les seuls faits palpables reprochés à Dreyfus sont à l'actif d'Esterhazy ;

3° Que le procès Dreyfus a été mené avec une légèreté inouïe, avec l'idée préconçue que Dreyfus était coupable et avec le mépris des formes légales. (Dossier secret communiqué en chambre du conseil aux juges ; composés de quatre pièces

Ils en ont parlé...





Après le jugement du capitaine Dreyfus, personne ne met en doute sa culpabilité. La presse patriotique se déchaîne contre le "Traître". (Le Journal Illustré)

dont une se rapportant à Esterhazy, une autre à un individu désigné par l'initiale D., et qui ne peut être Dreyfus, étant données les pièces visées, deux autres n'ayant aucune importance et reposant sur de simples racontars). C'est le dossier *non communiqué* à l'accusé et à l'avocat qui a amené la condamnation de Dreyfus. Il a fait de l'effet sur des juges indécis qui n'avaient personne pour les éclairer et qui étaient obligés de se décider rapidement. Il ne peut pas supporter une discussion raisonnée, et l'avocat l'eût certainement réfuté de la manière la plus complète.

Je le répète : toutes ces pièces m'ont été retirées successivement par le général Gonse au fur et à mesure de mes découvertes. Je crains même que celles du dossier communiqué en chambre du conseil à la fin du procès aient été détruites.

– En cas de décès du soussigné, remettre ce pli au *Président de la République*, qui seul devra en prendre connaissance.

G.Picquart

Lieutenant-colonel au 4e tirailleur

(1) **Walsin-Esterhazy (Ferdinand)** (1847-1923) Officier français d'origine hongroise. A la suite de la révélation de sa trahison par le colonel Picquart, sera traduit en conseil de guerre et acquitté (1898). Il fut ensuite exclu de l'armée.

(2) **Bertillon Alphonse** (1853-1914) Anthropologue . Il inventa le système de l'anthropométrie pour l'identification des criminels en 1879.

(3) **Boisdeffre Raoul** (1839-1919) Général, fit la campagne de 1870-71 auprès de Chanzy, qu'il accompagna plus tard dans son ambassade en Russie. Chef d'état-major général de l'armée en 1893, il couvrit les officiers du Service des Renseignements durant l'affaire Dreyfus et s'opposa à la révision du procès. Il fut contraint de démissionner en août 1898.

L'OBJECTION SANS ANTIMILITARISME...

Le 11 décembre 1963 le parlement adopte en quatrième lecture et à main levé, la première loi sur l'objection de conscience au service militaire. Une loi restrictive, promulguée le 22 décembre, qui confirme les propos attribués au général De Gaulle en 1958 : *"Je veux bien accorder un statut aux objecteurs de conscience, mais je ne voudrais pas qu'ils deviennent vite plusieurs milliers."* (1) Malgré l'indifférence dans laquelle est votée la loi par une poignée de députés, elle est le résultat, non seulement de débats houleux mais aussi d'une campagne engagée à partir de 1957 par Louis Lecoin (1888-1971).

Louis Lecoin, vieux militant anarchiste et libertaire s'illustra dès 1910 en refusant de briser, alors qu'il était appelé, une grève des cheminots et découvrit pour la première fois la prison où il allait passer, au total, douze années de sa vie. En 1916, ses convictions anti-guerre s'affichent avec le tract : *"Imposons la paix"*, action qu'il reprendra en 1939 avec *"Paix immédiate"*, pétition signée entre autres par Alain et Giono mais aussi Marcel Déat. Entre les deux-guerres, il est la cheville ouvrière de la campagne pour sauver Sacco et Vanzetti (1921-1927) qui remua l'opinion française. Une vie déjà bien remplie pour nous en tenir à ce catalogue incomplet.

En 1957, comme pour faire face à la mort de sa femme, il se lance corps et âme dans la défense des objecteurs de conscience avec deux objectifs bien clairs : les sortir de prison et leur obtenir un statut. Il rompt d'ailleurs avec une longue tradition anarchiste, qui ne voyait dans l'objection, *"qu'une méchante solution individuelle"* (2), comme lui-même l'écrivait en 1926. Un accord avec l'Etat et son armée. Il crée alors le journal *Liberté*, dont le premier numéro sortira le 31 janvier 1958, l'outil indispensable pour mener à bien cette campagne. Dès le début, avec notamment un service gratuit auprès de tous les députés, il réalise un important travail de pression auprès des parlementaires, des responsables politiques et des personnalités. Breton, Buffet, Cocteau, Giono et d'autres encore comme Albert Camus et l'abbé Pierre, participeront au comité de patronage du Secours aux objecteurs de conscience. Les premiers résultats ne se font pas attendre, et en septembre 1958, le gouvernement décide de libérer les objecteurs qui ont fait plus de cinq ans de prison. Non pas que les réfractaires aient été condamnés à de lourdes peines, mais remis en situation, à chaque sortie de prison, de refuser à nouveau l'uniforme, ils se retrouvent inéluctablement devant le tribunal, puis derrière les barreaux. Certains depuis 9 ans déjà... Avec Alexandre Croix et Albert Camus, Lecoin rédige alors un projet de statut qui sera présenté au gouvernement dès octobre 1958. Bien plus ouvert que la loi votée en 1963, et même sur certains points que celle de 1983, ce projet qui permet de demander à bénéficier du statut même pendant le service militaire, restera lettre morte.

Louis Lecoin en mars 1962.



La guerre d'Algérie, qui n'est pas sans faire naître de nombreux conflits entre le gouvernement et les cadres militaires, est l'obstacle majeur, semble-t-il, d'une avancée sur le problème des objecteurs. Au printemps 1959 *"Albert Camus, l'abbé Pierre, Guy Mollet purent joindre, différemment chacun, le général De Gaulle et l'interroger sur ses intentions. Il leur répondit qu'il nous donnait raison, que les objecteurs de conscience auraient leur statut, mais qu'il fallait attendre le moment opportun."* (3) La fin de la guerre d'Algérie.

Cette *"sale guerre"* pose elle aussi le problème des réfractaires. Certes, ni le réseau Jeune résistance, ni l'appel des 121 ou *"déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie"*, ne trouvent un réel soutien chez ceux qui veulent une loi sur l'objection. Cette objection de circonstance n'a pas l'heur de plaire, car pour les pacifistes, comme pour le futur législateur, le bon objecteur est celui dont *"le refus est absolu et ne s'autorise jamais de la conjoncture politique. Toute guerre, de quelque façon dont elle se présente, quelqu'en soit le jeu des alliances qu'elle met en cause, ne saurait recevoir d'approbation de leur part."* (4) Malgré cette divergence de vue, on ne saurait oublier que la guerre d'Algérie a permis un développement sans précédent du nombre des réfractaires, même si



22 jours de grève de la faim pour que ce vieil homme fasse plier le Général…

beaucoup réintègrent, à l'image de Jean-Louis Hurst-Maurienne, le service militaire après la guerre. Elle a posé en pratique le rapport du citoyen et de son rôle dans la politique de défense.

Dès que la fin de ce conflit est certaine, dès le 1er mars 1962, Louis Lecoin affirme dans *Liberté* : "*Avant trois mois les objecteurs de conscience recouvreront la liberté.*" Ses contacts auprès du gouvernement l'ont assuré d'un dénouement rapide qui n'est toujours pas en vue quand le 28 mai il annonce publiquement et officiellement qu'il entreprendra une grève de la faim illimitée. Il le rappelle dans sa lettre au général De Gaulle : "*J'avais la conviction qu'avec le cessez-le-feu l'élargissement de ces emprisonnés ne pourrait tarder, que les engagements pris à leur sujet depuis 1958 seraient tout de suite tenus. On me l'a garanti de différents côtés pendant ces trois derniers mois : de nombreuses personnalités – certaines qui vous touchent de très près – m'ont dit : "Soyez rassuré, De Gaulle tiendra ses promesses".*

"*Savez-vous, Monsieur le Président, que même en ce moment je n'en doute pas. Et si je commence la grève de la faim ce 1er juin c'est pour avoir l'assurance qu'aucun de vos subordonnés, qu'aucun grand directeur, n'osera dresser un écran entre vous et les objecteurs de conscience, ni manœuvrer pour vous empêcher d'agir envers eux comme vous l'avez promis de le faire. (…)*

"*Mais de quelle façon l'apprendrai-je ? Jusqu'à ce jour on a tant promis sans jamais donner – sauf la libération des objecteurs après cinq années d'emprisonnement et que nous ne devons qu'à vous-même. Je ne connaîtrai donc le sort de ces pacifistes qu'en les voyant sortir de prison. D'ici là il me faut par conséquent persister absolument dans ma grève de la faim. Ce n'est pas un acte de défiance à votre égard, Monsieur le président, c'est un argument contre les conseillers néfastes et haut placés qui voudraient récidiver et vous faire apparaître plus injuste que vous ne l'êtes.*" (5)

Il fallut 22 jours de grève de la faim pour que ce vieil homme de 74 ans, toujours sur la brèche, fasse plier le Général et son gouvernement ; 22 jours qui verront "*les grandes gueules*" d'intellectuels, d'artistes, d'hommes en vue interpeller le pouvoir, qui verront la grande presse, *Le Monde*, *Le Figaro*, *France-soir* et d'autres encore rendre compte de cette action, pendant que le *Canard enchaîné* s'engage résolument aux côtés du jeûneur. Lanza Del Vasto fait une grève de la faim de 15 jours en soutien, et cinq personnes, dont la fille de Lecoin, en débutent une, illimitée. Le cas de quelques cent-cinquante objecteurs, car ils n'étaient guère plus en comptant les Témoins de Jéhovah, suscite un mouvement d'opinion incontestable en France, qui verra naître de nombreux comités de soutien. Et pourtant même si le gouvernement annonce qu'il va dès le 4 juillet examiner un projet de loi qu'il déposera le plus vite possible sur le bureau de l'Assemblée nationale, même si le gouvernement annonce la libération des objecteurs emprisonnés, rien n'est encore joué.

Le projet de loi examiné le 27 juillet 1962 par l'assemblée est enterré dans une commission, pendant que les objecteurs doivent attendre jusqu'en octobre une pseudo-libération. Ils seront regroupés au camp d'internement de Mauzac en Dordogne, dans l'attente d'un statut. Déjà commence, sous un régime semi-carcéral, une première expérience de service civil.

Les 24 et 25 juillet 1963 un nouveau projet passe pour la première fois devant les députés, qui feront tout pour réduire au strict minimum le statut des objecteurs de conscience, ou pour "*enfermer les objecteurs dans un ghetto*" (7), selon le député socialiste Chandernagor. Pour une loi qui comptera 12 articles, il n'y a pas moins de 48 amendements dont 14 déposés par le seul Michel

Debré... Pour les députés de la majorité il s'agit de défendre l'honneur de l'armée française, de réduire au silence les objecteurs. Les amendements réducteurs pleuvent, il s'agit là d'augmenter le temps de service, il s'agit ici d'interdire la fonction publique aux objecteurs, ailleurs de les priver des droits civiques. Mesquin, mais caricaturalement révélateur de l'opinion des élus, l'amendement proposé par le sénateur Berthaud : la privation du droit de chasse... Mais à la fin de la session la loi n'est toujours pas adoptée, et le gouvernement fait savoir pendant le mois d'août, après une nouvelle menace de grève de la faim par Louis Lecoin, qu'il demandera à la session d'automne du parlement *"le vote définitif du texte voté en première lecture afin de régler définitivement ce problème et de mettre un terme à l'agitation qu'il suscite dans divers milieux."* (8)

Imposant sa volonté à sa majorité le gouvernement obtient finalement satisfaction, avec cette loi restrictive. Les délais pour demander à en bénéficier sont non seulement très courts, mais aussi dépendent de la publication au *Journal officiel*, lecture favorite des futurs conscrits, des dates d'incorporation ; les motivations ne peuvent qu'être religieuses ou philosophiques et sont contrôlées par une commission juridictionnelle composée pour moitié de militaires ; le temps du service civil des objecteurs est le double de celui du service militaire, car il faut s'assurer de l'intégrité des objecteurs ; il est même prévu l'interdiction de certains postes dans la fonction publique, mais le décret d'application qui devait les définir n'a jamais été écrit ; enfin, comble dans un Etat de droit, la publication et l'information sur la loi sont interdites. Malgré tout les objecteurs sortent de prison et pour Lecoin *"l'essentiel, le service civil, est tout de même accordé"* (9).

La réussite personnelle de Lecoin est évidente, et il ne fait pas de doute que sans son action la France aurait attendu encore quelques années avant d'adopter une loi sur ce problème, comme l'ont fait en 1972 l'Italie et en 1984 l'Espagne. Comme il l'écrit lui-même, comme le montre la chronologie de sa lutte, il savait que la fin de la guerre d'Algérie était une condition indispensable à sa réussite. Certes le gouvernement est alors plus disponible, mais surtout la fin de ce conflit marque un tournant dans le format des forces armées et dans la conscription. L'armée de terre, par exemple verra ses effectifs passer de 830 000 hommes en 1958 à 333 000 en 1970, pendant que dans la même période le service militaire passe dès 1965 à 16 mois pour se stabiliser à un an en 1970. La France qui développe alors sa force de frappe, – ne vient-elle pas d'entrer le 13 février 1960 dans le club très fermé des puissances nucléaires, avec l'explosion de sa première bombe A à Reggane dans le Sahara algérien ? – modifie alors toute sa conception de la Défense. Le service militaire, à l'heure où les grands bataillons n'ont plus de raison d'être, après la dernière guerre coloniale importante, perd son intérêt strictement guerrier, et ce d'autant plus que la professionnalisation et la modernisation des armées, dont la force atomique n'est que la partie la plus voyante, s'imposent. En fait cette évolution mise en route dès le retour au pouvoir du général De Gaulle est inscrite dans l'ordonnance du 7 janvier 1959 *"portant organisation générale de la Défense"* qui reste encore aujourd'hui, dans ses grandes lignes, le texte de référence. Pour la pre-

Louis Lecoin dans son bureau en juillet 1965.





mière fois, le service militaire y devient une composante du service national, complété par le service de défense. Ce service national permet de satisfaire les besoins militaires et civils de la défense nationale en cas de conflit. Jusqu'en 1965 date de création de l'aide technique et de la coopération, le service militaire reste la seule forme de service actif, car le service civil des objecteurs ne sera pris en compte dans ce grand ensemble qu'avec la loi promulguée le 3 juillet 1983 qui libéralise le service civil des objecteurs. Banalisé, intégré dans le service national, malgré son nom qui permet de satisfaire les illusions de résistances de quelques individus, ce service dit des objecteurs n'est plus guère aujourd'hui le signe d'un refus mais pour beaucoup un des moyens de s'accommoder avec les exigences de la conscription.

Pourtant en 1963, quand Lecoin crie victoire, il croit avoir ouvert une brèche *"dans les remparts du militarisme, une brèche que nous élargirons aisément par la suite."* (10) Et c'est vrai que sur le moment, tant l'idée d'objection aux devoirs imposés par les lois, que son aspect antimilitariste ont de quoi choquer et la représentation nationale et la population.

Mais alors que le temps était aux redéfinitions de la Défense, à la mise en place du service national, Louis Lecoin, mais aussi la plupart des parlementaires, pour des raisons opposées, s'en tiennent à une conception déjà, ou, au mieux, bientôt périmée du service militaire. Qu'ils en soient adeptes ou opposants, ils croient, comme ce fut pratiquement le cas jusqu'à la guerre de 1914-1918, qui a marqué plus ou moins directement leurs générations, qu'un homme égal un fusil.

Tous n'en restent pas à cette vision idéalisée du citoyen-soldat ; déjà dans une libre opinion du *Monde* du 31 mai 1962 dont le but évident est de soutenir la grève de la faim de Lecoin, Claude-Henri Sellier affirme que l'obtention d'un statut pour les objecteurs *"ne porte aucune atteinte à la défense nationale. (...) L'objection de conscience n'est pas le fruit d'une propagande antimilitariste."* Le Groupe d'étude des problèmes du contingent, composé principalement d'anciens appelés, va plus loin puisqu'il propose en novembre 1963, en l'inscrivant dans la notion de défense nationale de l'ordonnance de 1959, d'intégrer l'objecteur de conscience. *"La reconnaissance de l'objection de conscience correspond donc à une nécessité puisqu'elle permet à chaque citoyen, quelques soient ses opinions philosophiques, de participer directement à la défense de la nation."* (11) De même au Parlement des voix, celles notamment de Moynet, rapporteur de la commission de défense, et de Zimmerman, rapporteur de la commission des lois, proposent de repousser la discussion sur le statut des objecteurs, pour l'inclure dans un débat plus global à venir sur le service national.

Dans leur empressement à bien faire, à cause du prisme déformant des droits de l'homme, les amis des objecteurs ne virent pas que leur démarche qui consistait à pousser le gouvernement à imposer ce projet *"très limité"* pour reprendre des mots de Michel Debré, détachait l'objection des mutations en cours. En témoigne l'absence d'échos, malgré leur proximité dans *Le Monde* du 23 juin 1962, entre les nouvelles de la grève de la faim de Lecoin et l'article de Jean Planchais sur la question du futur service national. Et dans ses mémoires Louis Lecoin ne fait jamais une allusion à l'ordonnance de 1959 et à son corollaire le service national, ni à la force nucléaire et à la modernisation des armées.

En obtenant un statut séparé dans ses fondements de la défense nationale, les objecteurs alors qu'ils s'opposeront dès 1965 aux conditions paramilitaires de leur service, notamment à Brignoles dans le Var où ils travaillent pour la Protection civile, ne s'interrogeront pas réellement sur les rapports entre leur prestation sociale de substitution et la défense nationale. Se contentant, encore aujourd'hui, de la formule d'opposant *"à l'usage personnel des armes"* désirée par Messmer alors ministre des Armées, pour qu'*"il n'y ait pas d'équivoque sur la mission de l'armée que nous ne pouvons accepter de définir à contrario comme une entreprise de violence"* (12), ils confirment les propos de Claude-Henri Sellier. Il faut remarquer que si la loi de 1983 est critiquée à propos de la durée double du service, des conditions pratiques, très rares ont été, et sont, les voix à s'élever contre l'intégration au service national.

Aujourd'hui, alors que la conscription se trouve remise en question à la suite de la Guerre du Golfe d'où les appelés on été exclus, par la réduction inéluctable des armées, par la prolifération désordonnée des services civils dénoncée en 1988-1989 par Guy-Michel Chauveau dans un rapport au ministre de la Défense sur le service national, l'absence des objecteurs sur ce terrain, mieux même l'attachement profond d'un grand nombre d'entre eux à la conscription qui garantit leur service civil, montre que l'objection est banalisée au point que le terme lui même n'a plus guère de sens.

A l'heure où le *Livre blanc sur la Défense* va être connu, il serait bon que chercheurs, citoyens et militants s'intéressent à ces questions qui concernent les rapports qu'entretiennent les individus, l'armée et le pouvoir.

Renaud de Bellefon
Co-organisateur du Colloque
Conscriptions et Sociétés
qui se déroula à Toulouse
les 25 et 26 février 1994.

(1) Citée par Louis Lecoin, reprise dans de nombreux ouvrages, cette phrase symbolique, malgré l'incertitude de sa réalité, résume bien l'idée d'un gouvernement.

(2) Lecoin en 1926 dans *le Libertaire*. Cité par J. Maitron, *Le mouvement anarchiste en France* TII, p. 38 ; 1971 Maspéro (réédition Tel/Gallimard 1992).

(3) Louis Lecoin : *Le cours d'une vie,* Paris 1965, 347 pages ; p. 256. Les pages 232 à 327 de cet ouvrage concernent directement notre sujet, et restent une source indispensable.

(4) idem p. 252 Extrait de la présentation du projet de 1958.

(5) idem, p. 259

(7) Journal officiel, débats de l'Assemblée nationale du 24 et 25 juillet 1963.

(8) Lecoin : idem p. 315

(9) Idem p. 324

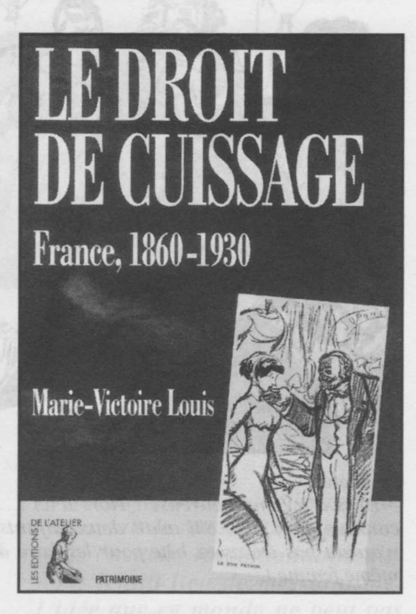
(10) Idem p. 324

(11) Le Monde, 23 novembre 1963

(12) Cité par Michel Auvray : *Objecteurs, insoumis, déserteurs. Histoire des réfractaires en France.* 440 p. ; Stock 1983

Histoire de la peine des femmes :

LE DROIT DE CUISSAGE AU 19e SIECLE



La réalité des violences exercées contre les femmes est longtemps restée sans histoire. Marie-Victoire Louis publie aux *Editions de l'Atelier* un livre sur les rapports entre les sexes sur le lieu de travail, à travers l'histoire du droit de cuissage au 19e siècle. Grâce à l'utilisation des archives légales et judiciaires et des témoignages parus dans la presse populaire, ouvrière, syndicale et féministe, cette recherche a mis en évidence les diverses formes de l'appropriation du corps des femmes au travail.

Dès le Moyen-Age, on trouve trace de la coutume du droit de cuissage. Le seigneur du 16e siècle avait le privilège de précéder son vassal dans le lit conjugal la nuit de noces, *droit infâme* (Voltaire) aboli par la Révolution française. Au 19e siècle, au moment où le travail salarié féminin se généralise, le droit de cuissage autrefois réservé au seigneur se démocratise et le privilège féodal de quelques uns devient le droit de tous. Les droits des femmes, au plan civil, sexuel, familial, politique, économique, sont subordonnés à ceux des hommes. Les codes civil et pénal consacrent l'inégalité des hommes et des femmes. Selon le Code civil de 1804, la femme n'est libre ni de sa personne ni juridiquement responsable de ses enfants. Elle n'a pas de droits civils propres, doit obéissance à son mari, ne peut vendre ses biens, aller en justice, prendre un emploi sans son accord. Si l'accès à une vie plus autonome passe pour les femmes par l'accès au travail salarié, le processus fut long et douloureux. Le recours à la prostitution comme "le cinquième quart de la journée" est une réalité du 19e siècle et toutes les enquêtes sur les femmes ouvrières attestent de l'association de la misère et de la prostitution. Bonnes-à-tout-faire, ouvrières des mines de charbon ou des usines, employées, infirmières ou institutrices... les archives et les témoignages prouvent que, dans tous les métiers, les femmes ont payé un lourd tribut au droit de cuissage et ce livre en fournit de nombreux exemples.

Dépersonnalisées, dépossédées de leur corps, humiliées, les femmes doivent porter des uniformes dans les usines, renoncer à leur prénom quand elles sont employées de maison. Elles sont soumises à la fouille, au contrôle de leur coiffure, de l'habillement, du temps passé aux lieux d'aisance (limité à dix minutes par jour pour les demoiselles des téléphones en 1909), elles sont logées parfois dans des "couvents-usines". Arbitraire et chantage sexuel président à l'embauche, à la promotion ou au licenciement. Le livre analyse les mécanismes de distance, de résistance, mais aussi d'adaptation ou au licenciement. Le livre analyse les mécanismes de distance, de résistance, mais aussi d'adaptation aux violences dont les femmes sont l'objet. En 1903, l'outrage d'une visite sanitaire, semblable à celle que doivent passer les prostituées, est imposée aux ouvrières grévistes de Rennes, provoquant une vive émotion dans la population. Entre prostitution et salariat, les danseuses, mannequins, serveuses, chanteuses de cafés-concert travaillent "à corps perdu" d'abord rémunérées pour le commerce de leur corps avant que ne leur soit reconnue l'existence d'un métier. Dans la complexe division sociale et sexuelle du travail,



DE L'UTILITÉ DU CONSERVATOIRE
Le directeur – Je me f... de votre premier accessit, montrez-moi vos jambes, c'est par là que l'on arrive.



Les mères.
– Hors d'ici, malheureuse ! Hors d'ici !... Je connais mon fils ! S'il avait deux enfants, il n'aurait pas été assez bête pour les faire à la même femme !...

l'ambivalence des différentes fonctions maritales, maternelles, productives, domestiques et sexuelles se reproduit dans le salariat. Ambivalence qui rend difficile et long le processus de la construction de la mixité de l'emploi.

Les parquets, qui bénéficient du pouvoir discrétionnaire de décider de la gravité d'une plainte, classent en général les affaires liées au droit de cuissage, surtout si la personne incriminée est un notable local et qu'il donne du travail à la région. Quelques rares patrons cependant licencient des responsables de leur entreprise pour avoir manqué de dignité. Dans cette difficile histoire des rapports entre les sexes, la solidarité ouvrière et syndicale est faible. L'unité ouvrière est constituée sur d'autres fondements que l'égalité des sexes et le salariat féminin bouleverse tout l'ordonnancement social et sexuel qui oppose le travail et la famille, l'autorité des hommes et la faiblesse des femmes. Cependant, au sein des courants anarchistes, libertaires et communistes, émerge une solidarité masculine.

Au plan juridique, les outrages publics à la pudeur dans l'entreprise ne peuvent être dénoncés puisque l'entreprise n'est pas considérée comme un lieu public. Ni le Code civil, ni le Code pénal n'ont prévu de possibilité de recours pour les cas de "séduction dolosive par abus d'autorité" (de dol, tromperie), terme juridique qui recouvre la réalité sociale du droit de cuissage. Le Code Napoléon met les hommes à l'abri des revendications des femmes en interdisant la recherche de paternité car "la société n'a pas intérêt à ce que les bâtards soient reconnus". L'application de la loi du 28 avril 1832 (article 331 du code pénal) qui reconnaît l'attentat à la pudeur ne vaut que pour les enfants de moins de onze ans. Devant la progression effrayante des attentats de cette nature, la loi du 13 mai 1863 élève l'âge à 13 ans, et à 15 ans en cas de violence (la loi ne changera qu'en 1945). Le code français qui considère les femmes comme mineures pour l'administration de leurs biens, les traite donc comme majeures sur le plan sexuel, huit ans avant leur majorité civile. Sous la pression des faits et des débats entre juristes et dans l'opinion, la jurisprudence introduira un concept de séduction dolosive. En 1902, une proposition législative visant à la pénalisation de la séduction dolosive est déposée. Ce projet, ancêtre de la loi sur le harcèlement sexuel votée en 1991, ne sera ni discuté ni voté.

Devant toutes ces souffrances, les femmes au travail resteront au 19e siècle les "muettes du sérail". Silence devant le pouvoir du chef qui reproduit celui du chef de famille, silence imposé dans plusieurs règlements intérieurs d'usines employant des femmes, silence de peur, de résignation, de soumission (il n'y a pas d'éducation sexuelle) qui conduit de nombreuses jeunes filles au suicide, comme en témoignent les histoires relatées dans les journaux cités dans ce livre.

Les pères.
– Ne te désole pas, petite bécasse ! Ça ne te fera pas de mal ! Je connais le bon truc, je te dis ; j'en ai assez condamné quand j'étais du jury.



Mais à la fin du siècle, ce silence va se briser : dénonciation par les journaux ouvriers des agissements de certains contremaîtres et patrons, recours à la justice et demande de réparation. Les aspirations des femmes vont devenir revendications, remise en cause des atteintes à leur dignité, et s'affirmer par l'action collective dans les grèves. La fin du siècle voit l'adhésion du premier syndicat féminin (celui des piqueuses de bottines) à la Bourse de Travail, le début de la participation des femmes aux grèves et surtout la spécificité des grèves dont celle des porcelainiers de Limoges en avril 1905 contre le droit de cuissage exercé par un contremaître. Cette grève prendra une dimension nationale (mise à l'ordre du jour du Conseil des ministres), insurrectionnelle, les grévistes obtiendront le départ du contremaître. Conflit exemplaire dont les historiens comme les syndicalistes ont, par la suite, gommé l'essentiel, tant ils ont du mal à admettre la réalité et l'illégitimité de la violence sexuelle exercée sur les femmes. Certes les ouvrières seront peu présentes dans le mouvement, mais l'explosion de livres, d'articles, d'enquêtes, de thèses consacrées au travail des femmes témoignent de l'évolution en route.

En traquant les gestes et les paroles qui tissent la violence ordinaire, en racontant des histoires particulières de l'histoire sociale ouvrière du 19e siècle dont les traces sont toujours présentes dans la société française, l'auteur veut faciliter la réappropriation d'une histoire qui a été cachée et soulever ainsi la "chape de plomb" posée sur l'histoire des femmes en France, mais aussi à l'étranger. A travers l'analyse du droit de cuissage, ce livre met à nu les logiques sociales et sexuelles fondées sur l'apparente évidence de l'appropriation du corps des femmes.

Le droit de cuissage, France 1860-1930 *par Marie-Victoire Louis, préface de Michelle Perrot, Editions de l'Atelier, 400 pages, 130 F.* Disponible à la Librairie de Gavroche.

MANES SPERBER : LE TESTAMENT D'UN HOMME LIBRE



"*La passion, l'expérience amère, les fautes de la génération combattante à laquelle j'appartiens peuvent en éclairer quelque peu les voies. A cette condition unique, devenue un impératif catégorique : de ne jamais renoncer à défendre l'homme contre les systèmes qui planifient l'anéantissement de l'individu.*"
Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire,* p 406.

Ce texte de Victor Serge est représentatif d'une génération, dont faisait partie Manès Sperber, qui espérait que le communisme pouvait instituer le bonheur de l'humanité. Dix ans après sa mort, survenue le 5 février 1984, la pensée de Manès Sperber – grâce notamment au travail entrepris par Olivier Mannomi et les éditions Odile Jacob, qui nous proposent de redécouvrir ses écrits – qui garde toute sa valeur à l'heure où, de Moscou à Belgrade, deux systèmes unissent leur force dans "un pouvoir totalitaire qui trouve sa puissance inédite à joindre les deux totalitarismes de ce temps en une sorte de national-communisme dont tous s'ingénient à ne pas discerner les caractéristiques principales" (1).

Manès Sperber, fils d'un rabbin, est né le 12 décembre 1905, à Zablotow Shtetl de l'Empire Austro-Hongrois. De son enfance et de la vie juive du shtelt il garda toujours un souvenir ému, fidèle et critique qu'il retraça dans le premier volume de son autobiographie : *Le Porteur d'eau* (2). Lorsqu'arriva la guerre, sa famille quitta la Galicie pour s'installer à Vienne. Cette ville fut, pour Manès Sperber le lieux des rencontres et des prises de conscience. Dans un premier temps c'est la bibliothèque :

> *"J'étais presque arrivé à la maison lorsque le miracle se produisit : ... je découvris l'enseigne de la bibliothèque populaire... Je deviens un "emprunteur" probablement le plus assidu... Pourrais-je décrire ce que ces livres toujours reliés de noir signifiaient pour moi ? Quel monde ils m'ouvraient , quelle idée du bonheur ils me proposaient et quel savoir du malheur ils me transmettaient ? (3)".*

Puis, c'est dans cette ville qu'il prit contact et milita avec le mouvement socialiste-sioniste : l'Hashomer Hatzaïr (la jeune garde en hébreux), dont l'idée était fondée

> *"...surtout le socialisme révolutionnaire des descendants des Narodinski et l'anarcho-communisme du prince révolutionnaire Kropotkine ; les souvenirs de Kropotkine et sa théorie de l'Entraide trouvaient en nous un écho très profond. ils contribuèrent certainement à gagner le Schomer de Vienne aux idées et aux objectifs qui devaient se réaliser dans les kibboutzim (4)... Nous étions solidaires des révolutionnaires poursuivis et torturés par les hommes de la contre-révolution triomphante. Néanmoins , ce n'est pas sans hésitation et nombre de réserves que nous approuvions les mesures qu'ils avaient prises au temps de la république des soviets (5)".*

Manès Sperber trouvait dans son engagement des racines :

> *"J'avais cessé depuis bien longtemps d'obéir aux commandements et de respecter les innombrables interdits qui gouvernement la vie quotidienne d'un juif pieux, mais je vivais encore dans la même espérance que celle avec laquelle, enfant, j'attendais le Messie. C'était désormais l'activité révolutionnaire qui nous tenait lieu de messianisme. L'idée que ce monde ne peut pas durer, qu'il doit changer radicalement, qu'il peut devenir et deviendra meilleur, ne devraient plus m'abandonner ; elle n'a jamais cessé de me guider (6)".*

Sperber ne quitta pas Vienne, qui était le lieu de départ des pionniers de l'Hashomer :

> *"qui devaient passer de nombreuses frontières clandestinement pour fonder au prix des plus grandes difficultés les premiers kibboutzim... Ils se nourrissaient de l'espoir de Salut des pèlerins et affermissaient leur volonté comme des pionniers. Dans leur pauvre bagage, ils emportaient secrètement des armes avec d'insuffisantes munitions, des recueils de poèmes en langue hébraïque, polonaise, russe, yiddish ou allemande, ainsi que des volumes usagés de romans de Dostoïevski et de Tolstoï (7)".*

Il rencontra celui qui allait devenir son maître le psychologue Alfred Adler, conférencier à l'Université populaire. Sperber devient son élève et adopta la méthode de psychologie individuelle. En 1926, il publia son premier livre : *Alfred Adler : l'homme et son enseignement* (8). Envoyé en Allemagne, Sperber arriva à Berlin en 1927, comme psychologue de l'école adlérienne. Le Berlin de la fin des années vingt

> *"comportait toutes les oppositions sans pour autant les concilier ni les mêler le moins du monde. Des monarchistes ultra-réactionnaires jusqu'aux mencheviks strictement marxistes et aux anarcho-communistes qui se réclamaient de Kropotkine ; des Pravoslaves bigots jusqu'aux Juifs de la plus stricte observance ; des instigateurs de*

pogromes jusqu'aux écrivains qui hésitaient entre une esthétique anti-bourgeoise totalement séparée de la politique et un activisme esthétiquement réactionnaire – tous se trouvaient réunis dans cette ville (9)".

Ce fut à Berlin que Sperber adhéra au K.P.D. (Parti communiste allemand). La ligne dite de "classe contre classe", définie par l'Internationale communiste qui qualifiait les sociaux-démocrates de "sociaux-fascistes", entraîna la tragédie du mouvement ouvrier allemand et laissa le pouvoir aux nazis (10). Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, Sperber fut arrêté et emprisonné. Libéré parce qu'il était de nationalité autrichienne, il regagna Vienne (11), puis partit pour Prague, Zagreb et enfin Paris où il participa à l'Institut pour l'étude du Fascisme (INFA) créé par une des éminences rouges du Komintern : Willy Münzemberg (12). C'est à l'INFA, que Sperber fit la connaissance d'Arthur Koestler, d'Eugon Kisch et d'Anna Seghers (13). Malgré l'espoir renaissant du Front populaire et de la Révolution espagnole, les procès de Moscou motivèrent la fracture de Sperber avec le communisme.

A l'automne 1937, il commença à rédiger un essai intitulé *Contribution à l'analyse de la tyrannie* :

"qui marqua le début d'une vie nouvelle, car j'avais rompu le silence. Sans nommer Hitler et Staline, j'avais tenté de faire voir l'essence de leur régime avec une clarté suffisante pour que le lecteur non prévenu puisse identifier sous leur masque idéologique, la dictature de l'un comme celle de l'autre et discerner sous des traits assez nets ce qu'elles ce qu'elles avaient en commun dans leur structure même". (14)

Manès Sperber continua de travailler avec Münzemberg, qui avait rompu avec le Komintern (15), notamment dans le cadre de la revue *Zukunft* (*L'Avenir*), qui dans un premier temps "ne devaient pas attaquer l'Union soviétique ni ses maîtres et ne rien publier de négatif à leur sujet (16)". Le 22 août 1939, modifia les derniers espoirs des militants de *Zufunkt* :

"pour l'ensemble du mouvement antifasciste, pour la gauche toute entière, le pacte Hitler-Staline signifiait la plus grande défaite politique et morale qui eût jamais été infligée... (mais cette) trahison de Staline envers l'antifascisme me libéra définitivement, ainsi que beaucoup d'autres, delà dernière hypothèque qui nous liait encore au communisme en décomposition (17)."

Avec la guerre, Sperber s'engagea dans le corps des volontaires étrangers. L'armistice le poussa à se réfugier en Suisse, où il commença à rédiger sa trilogie romanesque dont le premier volume paru en 1949 sous le titre : *Et le buisson devient cendre* (18) ; le second : *Plus profond que l'abîme* en 1951 ; le troisième : *La Baie perdue* en 1953 (19). En 1952, André Malraux, son ami rencontré durant l'exil français, préfaça un extrait de la troisième partie paru sous le titre : ... *Qu'une larme dans l'Océan*, qui fit connaître Manès Sperber au grand public. Et dont Malraux écrivait :

"C'est cet écho qui donne à quelques romans d'aujourd'hui le timbre grave des poèmes primitifs, chaque fois que nous y voyons passer l'éternelle dérive des consciences des hommes au dessus de l'histoire menaçante (20)".

Dès le début des années cinquante, Manès Sperber participa aux travaux du *Congrès pour la liberté de la culture* et à la revue qui l'accompagnait : *Preuves*, dont les fondements étaient l'antitotalitarisme et l'européanisme. Comme il l'expliqua lui même dans le *Pont inachevée* :

"Tout ce que j'ai publié depuis 1937, date de ma rupture avec le Parti communiste ... Tout cela a pris forme à l'ombre oppressante d'un malheur qui dépasse ma personne et qui fait de nombreuses couches superposées. Ce malheur ne menaçait pas seulement de déraciner mes semblables, de les humilier et de les anéantir (21)."

Il donnait de multiples articles sur le totalitarisme à diverses revues tels *L'Age Nouveau* :

"Puisque la Russie se déclare elle-même marxiste, nous avons la chose décisive en commun avec elle. A côté de cette communauté de perspectives infinies, et en effet, finales, la réalité des camps de Kolyma, l'oppression du peuple, l'exploitation outrée des travailleurs, la suppression des libertés – nul n'en fait compte. Ils devancent M. Djougachvili, le plus grand philologue de tous les temps, dans la révision de la partie la plus raisonnable du marxisme, en établissant que c'est à partir de la superstructure la plus superficielle, de la propagande que se détermine le caractère d'une société (22)" ;

ou bien dans *Témoins* :

"Vingt ans et six mois plus tard, en juin 1953, les ouvriers de Berlin se mirent de nouveau en marche : contre l'exploitation, contre les nouveaux Messieurs et leurs mensonges tyraniques, contre ce parti totalitaire dont le nom – Parti Socialiste Unifié – indique exactement ce qu'il n'est pas. Ils furent vaincus par les tanks russes, comme en novembre 1956 les révolutionnaires hongrois. La grisaille groupusculaire est lente à se dissiper, mais de nouveau l'espoir est permis. On peut rêver d'un Berlin redevenu "Das Rote Berlin" (23)."

Dans le même temps Manès Sperber, travailla comme responsable du domaine étranger chez Calmann-Lévy, et mettait son savoir au service du militantisme antitotalitaire.

"Il n'y a pas de discussion logique possible avec une pensée totalitaire. Il s'agit donc pour nous de revenir vers un certain nombre de position, et c'est à partir de ces positions qu'il faut lutter" (24).

Il reprenait l'analyse qu'il avait commencé en 1937, dans son ouvrage sur la tyrannie :

"Les dictateurs – Mussolini d'abord, puis Hitler et Staline – réussirent à emprisonner leurs contemporains dans le carcan d'une fausse alternative : Celui qui émet la moindre critique contre Staline, les procès ou tout ce qui concerne l'Union soviétique, disait-on fait le jeu du fascisme : qu'il le veuille ou non, il devient complice de Hitler et des bandits fascistes à l'oeuvre en Espagne. Hitler et ses partisans, bien sûr, exerçaient les mêmes pressions dans le même but de faire taire toute protestation contre leurs crimes... Cette méthode d'instauration progressive de la terreur par doses soigneusement mesurées, utilisées par toutes les dictatures leur permet d'obtenir le silence complice de la population. Les dictateurs ont toujours pris soin d'entretenir un nombre suffisant de leurs sujets dans l'idée qu'ils pourraient sauver leur peau s'ils se contentaient de se détourner ouvertement de ceux qu'à un moment donné, le régime décide de persécuter." (25)

Sans pour autant tomber dans un schématisme de bloc :

"On ne lutte pas en commun avec les Mc Carthy et leurs pareils contre le stalinisme, ni avec les Sartre et leurs pareils contre les Mc Carthy (26)".

Il analysait le phénomène totalitaire sous son angle psychologique :

"Or, le matérialisme dialectique notamment, ainsi qu'on l'a façonné – je ne peux pas dire développé –, sous l'emprise du communisme totalitaire, semble offrir à chacun de ses

adhérents un système aussi fermé que la religion, aussi complet que la religion et ses réponses semblent avoir ce très grand avantage de dire : ses réponses sont vraies scientifiquement (27)."

Sperber se fit aussi l'écho de la vie juive et de la perception du monde juif en donnant de nombreux articles sur les écrivains de langue yiddish. Il développa sa perception du sionisme et du judaïsme :

"Je n'ai jamais été antisioniste et je suis aujourd'hui un adversaire résolu des antisionistes, que ceux-ci se réfèrent idéologiquement, si l'on peut dire à Moscou, aux terroristes pseudo-révolutionnaires d'Europe ou d'Arabie. Mais, je continue aussi à ne pas être sioniste, parce que je ne crois pas plus aujourd'hui qu'hier que l'existence d'une nation israélienne pourra résoudre la question juive en diaspora... Une autre raison me pousse à prendre parti pour cet Etat réellement démocratique créé sous l'égide sioniste : c'est ici qu'a pu naître le kibboutz, la seule forme de communauté qui ait, en ce siècle du despotisme communiste, uni l'idée du socialisme avec la pratique communautaire (28)."

Et analysant l'antisémitisme contemporain :

"Depuis 1945, nul n'a plus le droit d'ignorer que l'antisémitisme est une haine totale qui tend vers le génocide, et qui le perpétue dès que les circonstances le lui permettent. Que l'antisémitisme soit le socialisme de *l'imbécile ou l'expression fervente d'un Christianisme de mauvaise conscience ; qu'il soit un snobisme d'une médiocre noblesse déchue ou le ressentiment de petites gens mal placés dans la société industrielle ; qu'il soit le réconfort de tous ceux qui se consolent du trop peu qu'ils sont par* non être ; *qu'il soit l'arme absolu de ceux qui tentent de s'emparer du pouvoir ou de s'y maintenir ; qu'ils soit l'ultime promesse pour les pillards, les assassins et les ratés ambitieux; qu'il soit une allophobie raciste, religieuse ou chauvine ; qu'il se dise révolutionnaire, ou contre révolutionnaire : il est une haine totale qui devient collective chaque fois que des forces sociales ou politiques font appel à lui... L'antisémitisme n'a pas désarmé. Compromis par ses crimes et les immondices dont il s'est longtemps enorgueilli, il semblait vouloir s'effacer après la fin de Hitler. Mais la haine renaît avec toute nouvelle imposture qui s'apprête à exploiter la misère des âmes et des corps (29)."*

Lorsqu'il reçut le prix de la paix en octobre 1983, il rappelait :

"Celui qui, au lieu de s'interroger sur les causes du danger de guerre, se contente de reporter son indignation passionnée – seraient-ils les plus meurtriers – celui-là renonce, consciemment ou non à rechercher le foyer des tensions et succombe à une tendance aujourd'hui fort répandue qui consiste à confondre la fin et les moyens (30)".

La pensée de Manès Sperber reste d'une brûlante actualité, celle d'un homme qui eut le courage de vivre sans illusion comme il le disait lui même :

"La démocratie n'est rien de complet ; elle n'existe pas, elle est un devenir et nul ne sait encore ce qu'elle sera un jour où elle sera complète. On n'a pas besoin d'apprendre à être un esclave, mais apprendre à être un homme libre, c'est un long apprentissage à être un homme libre, c'est un long apprentissage et nous sommes à son début. Je ne parle pas en tant qu'enthousiaste de la démocratie existante : elle est très peu. mais elle immensément beaucoup, comparée à ce qu'est un régime totalitaire ; elle est un point de départ, jusqu'ici et rien de plus. Soit ces quelques valeurs, en partie négativement déterminées, valent la peine qu'on se battent pour elles – et dans ce cas on se battra les yeux ouverts – soit le combat est inutile. Une mythologie de la démocratie est donc inexistante, car si la démocratie n'est pas le pluralisme des idées, elle n'est rien. N'importe quel régime totalitaire, que son idéologie soit la plus bête pensable, est évidement, en se présentant au combat plus fort. N'importe quel imbécile, parce qu'il est imbécile, parce qu'aucun doute ne l'effleure, peut, dans une certaine discussion, être plus fort que moi qui ne suis pas imbécile, parce qu'il a le grand avantage de ne pas écouter ce que je lui dis (31)".

Sylvain BOULOUQUE

(1) Annie Le Brun, *Les assassins et leurs miroirs. Réflexion à propos de la catastrophe yougoslave*, p 11, Paris, 1993, Pauvert au Terrain Vague. 1993. Cf également sous la direction de Véronique Nahoum-Grappe, *Vukovar-Sarajevo..., La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Ed, Esprit, 1993.

(2) *Ces Temps-Là*, Vol I, *Le Porteur d'Eau*, pp 9-103, Ed, Calmann-Lévy, Paris, 1976.

(3) Texte de Manès Sperber, *La Hafnergasse*, p179, dans les actes du colloque *Présence de Manès Sperber*, sous la direction de Gérald Stieg, Publications de l'Institut Allemand d'Asnières, Asnières 1992.

(4) *Porteurs d'eau*, p119.

(5) *Ces Temps-Là*, vol II, *Le Pont inachevé*, Calmann Lévy, 1978, p14.

(6) *Porteurs d'eau*, p30.

(7) *Le Pont inachevé*, p 20.

(8) Réédité dans une version revue et corrigée *Adler Adler et la psychologie individuelle*, Idées/Gallimard, Paris, 1972, 312 p.

(9) *Le Pont inachevé*, p 149-150.

(10) *Dans Ces temps là III, Au delà de l'oubli*, Calmann Lévy, 1979, 271p. Sperber note à propos du changement de ligne de l'I.C. (p. 59) : "Nous ne pouvions pas nous abstenir de penser avec de douloureux regrets que cette nouvelle politique aurait pu empêcher le triomphe de Hitler et tous les malheurs qui menaçaient encore, si le Komintern, c'est-à-dire Staline, n'avait pas ordonné au P.C.A. de suivre une stratégie diamétralement opposée".

(11) *Le pont*, pp 137-269.

(12) Selon l'expression d'Arthur Koestler, p.497 dans *Oeuvres Autobiographiques Hiéroglyphes*, réédition Robert Laffont, 1994 Bouquins, 1480p.

(13) Sur l'activité de Sperber et de Koestler dans l'INFA, cf *Au delà* p 47-112 et *Hiéroglyphes* p 447-598.

(14) *Op-cité*, p131.

(15) Cf Sur l'activité de *Willy Münzemberg (1889-1940), Un homme contre*, Actes du colloque, Le Temps des cerises, Aix, 1993, 200p.

(16) *op cité*, p 147.

(17) *op cité*, p 164 et 169.

(18) Réédité par les éditions Odile Jacob, *Et le buisson devint cendre*, Paris, 1990, 842p.

(19) Arthur Koestler publia à la sortie du troisième volume, un article dans le *Figaro littéraire : "Anges déchus et demi-vierges"*, dans lequel il écrivait " Le stalinisme s'est transformé en un mouvement d'extrême droite (répondant à tous les critères classiques du mot : chauvinisme, expansion impérialiste poussées à l'extrême; régime policier sans habeas corpus ; monopolisation des moyens de production par une oligarchie corrompue et héréditaire ; oppression des masses, suppression de toute opposition, abolition des libertés civiques et culturelles) - ce fait n'est compris dans toute sa profondeur et dans toute sa portée que par ceux qui ont vécu l'expérience dans leur chaire et dans leurs os.

(20) Préface d'André Malraux à ... *Qu'une larme dans l'océan*, Calmann-Lévy, 1952, p XIX.

(21) Cité par Gérald Stieg dans Présence de Manès Sperber, op cité, p176.

(22) *Les préoccupés*, dans *L'Age nouveau*, n° 58, février 1951.

(23) *Berlin Hiver 33*, dans *Témoins*, N°22, décembre 1959.

(24) Conférence de Manès Sperber au collège de l'Europe libre, Strasbourg, *De la Force d'attraction des systèmes totalitaires*, Troisième conférence, 10 août 1956, p 5.

(25) *Réflexions psychologiques sur la terreur* dans *Contrepoint* N°3, automne 1973.

(26) *De la haine* p70, dans *Le Talon d'Achille*, éd Calmann-Lévy, 1957, 234 p.

(27) Conférence, op cité p 4.

(28) Rassemblé par Olivier Mannomi dans "Etre Juif" éd. Od. Jacob. l'article : *Mon être juif*, p 30.

(29) *De la haine*, dans *Le Talon op cité* p133.

(30) *Vivre au siècle des guerres mondiales* dans *L'Arche*, N°323, novembre 1983.

(31) Conférence de Strasbourg, *op cité*, p. 6.

COURRIER DES LECTEURS

A PROPOS DE JACQUES DUBOIN

Nous recevons de Djémil Kessous, de Palaiseau, la lettre suivante :

Chers amis,

Je viens de découvrir votre revue au hasard de mes pérégrinations dans les librairies parisiennes et je l'ai aussitôt trouvée fort sympathique. Ce n'est pas sans un sentiment mêlé de joie et de surprise que j'ai pu prendre connaissance de l'article de Jacques Duboin que vous faites figurer en bonne (et due) place (N°73).

La notice extraite du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français nous donne un aperçu succinct de sa vie et de son œuvre. Duboin, en effet, est un créateur de système. Au même titre que Saint-Simon, Fourier ou Marx, il s'inscrit pleinement dans ce mouvement socialiste alternatif qui attend toujours, à l'heure où j'écris, une recomposition concrète. A la veille et dans l'après-guerre, son mouvement a compté des milliers de militants.



Je ne sais si vous le savez mais il subsiste quand même quelque chose de son œuvre. En premier lieu *La Grande Relève* paraît toujours avec la collaboration d'un certain nombre de militants dévoués et sous la direction de sa fille, Marie-Louise ; je me suis entretenu avec elle hier au téléphone et elle m'a affirmé qu'elle ne vous connaissait point : c'est ce qui m'a conduit à vous écrire cette lettre. En outre, il subsiste à Paris, en province et jusqu'en Belgique des groupes militants se réclamant de l'économie distributive et animant diverses organisations.

Je vous adresse ci-joint un exemplaire de *La Grande Relève*.

(...)

Cordialement à vous.

Effectivement, nous ignorions que le mouvement, fondé en 1934 par Jacques Duboin, existait encore de nos jours, et nous sommes ravis d'en informer nos lecteurs. Si nous avons publié des extraits de livres de Jacques Duboin dans le numéro 73 sous le titre "La Crise ou la misère dans l'abondance" c'est parce que nous avons voulu montrer qu'entre les années 30 et les années 90, les problèmes économiques restaient sensiblement les mêmes et que les arguments avancés par J.Duboin sont toujours valables. Notre correspondant nous a d'ailleurs adressés la photocopie d'un éditorial publié dans "La Grande Relève" du 24 février 1954, intitulé "Du travail ou de l'argent ?" dans lequel l'auteur mettait en garde : "N'oubliez jamais que les travailleurs ne sont que les rouages d'une machine qui sera inventée demain. Ainsi le veut le progrès dans notre vieux système économique des prix-salaires-profits (...) Il faut donc en finir avec ce douloureux paradoxe de l'homme capable d'inventer une machine qui travaille à sa place, mais incapable de travailler pour lui. Hâtons-nous donc de réclamer pour tous le revenu social... "

CONQUETES SOCIALES

Merci de rappeler dans chacun de vos numéros, *nous écrit Marthe Dupotet de Paris*, que les améliorations sociales ont été durement acquises et sont toujours menacées.

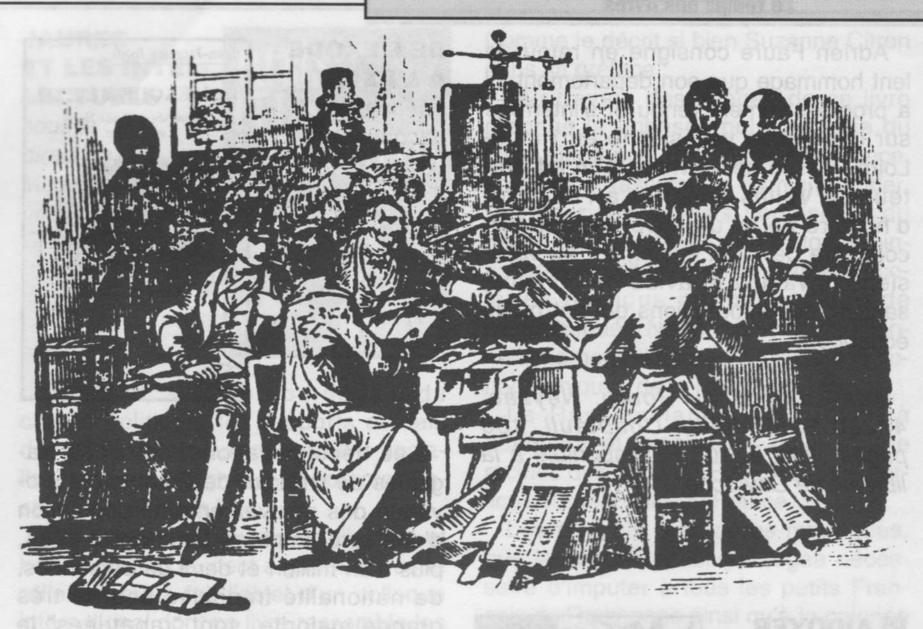
Née en 1914, j'ai eu le temps et l'occasion de vérifier que – selon Michel Le Bris dans l'Observateur – "La démocratie ne demeure qu'à la mesure de la résistance des hommes en tout lieu et en toute occasion à l'humiliation et à l'injustice"...

URSS OU EX-URSS

Les archives qui s'ouvrent, ce sont celles de l'URSS et non de l' "ex-URSS" *nous écrit Claude Vallérian de Grenoble à propos de l'article de Sylvain Boulouque dans "Le temps des Livres" du N° 74.* Cessons donc, n'en déplaise à certains, qui, non contents de la voir effondrée, voudraient qu'elle n'eût jamais existé, de parler à tout bout de champ de l'ex-URSS (sans parler de l'ex-Yougoslavie, encore que, dans ce cas, ce sera utile pour distinguer l'ancienne de la nouvelle).

J'ai bien lu "L'histoire de l'ex-URSS" aussi, et aujourd'hui, parodiant V.Serge, on pourrait dire que c'est l'URSS qui est rayée du passé et même de l'histoire...

Reconnaissons que Claude Vallérian a parfaitement raison ; notre ami Boulouque est le premier à le reconnaître !



LE TEMPS DES LIVRES

LES JEUNESSES VOLEES

Deux témoignages importants sur la vie dans les camps viennent de voir le jour. Le premier prend pour cadre un camp de prisonniers en Allemagne, durant la Seconde Guerre mondiale, et le second un camp de concentration, en Pologne.

Publié une première fois en 1949, *La Peau et les os* (1) relate le parcours de Georges Hyvernaud. Professeur dans une école normale, Hyvernaud est mobilisé en 1939 et ne tarde pas à être fait prisonnier. Dès lors, il lui faudra affronter non seulement la hiérarchie nazie, mais également ses camarades, car la loi de la jungle est en vigueur dans ce monde clos. Les défauts des uns et des autres sont démesurément grossis, chacun se révèle sous un jour différent. Les anciens rôles sociaux sont abolis. La vie dans les camps crée une certaine forme d'égalité, mais cette égalité se fait par le bas et la plupart des prisonniers sont amenés à perdre tout ce qui faisait leur qualité d'homme. Peut-être pourrait-on faire grief à l'auteur de ne pas trop chercher à savoir qui étaient les responsables de cette transformation ? Les détenus eux-mêmes ou leurs gardiens ? Les difficultés du retour à la vie normale sont néanmoins bien retranscrites. Qui, faute de l'avoir vécue, peut comprendre la douleur d'une telle expérience ?

"C'est cela le propre de notre époque : d'avoir profondément désorganisé le réel, de nous avoir fait perdre notre confiance dans les choses et les êtres, dans la constance, la cohésion, la densité des choses et des êtres."

Le second témoignage, *Paris-Auschwitz-Paris* (2), sous-titré "Chronique d'une jeunesse volée", est signé Thierry Hochberg. L'auteur retrace l'itinéraire de son père (après avoir enregistré ses souvenirs), encore adolescent lorsque survient la Seconde Guerre et que la chasse aux Juifs est décrétée en France.

"Mon fils, relève ce père, qui s'insurge contre la mémoire trahie, contre ce *plus jamais ça* qui se fissure déjà, et se répand ici et là, par petites touches qu'on pourrait discerner à chaque journal télévisé, entre la météo et le tiercé. (...) Mon fils, à qui l'on reprochera peut-être d'écrire ENCORE un livre là-dessus et qui saura qu'il manque encore six millions de livres."

Sans doute l'un des ouvrages les plus poignants sur le sujet. Comme dans le roman de Joseph Farnel, *La Ballade du petit Joseph* (3), un enfant est ici confronté aux événements de ces années de haine. Son regard est pertinent. Son jeune âge ne lui épargne aucune humiliation. Un policier lui reproche ainsi de tenter de fuir et, donc, de sauver sa vie, au risque de lui faire perdre sa place, à lui, l'honorable fonctionnaire et père de famille.

Lisez, faites lire ce *Paris-Auschwitz-Paris*, pour que le "plus jamais çà" cesse enfin de se fissurer.

Thierry Maricourt

(1) Georges Hyvernaud, *La peau et les os*, Le Dilettante.

(2) Thierry Hochberg, *Paris-Auschwitz-Paris*, Edisud.

(3) Joseph Franel, *La ballade du petit Joseph*, Manya.

JEAN GAUCHON, LE ROMAN D'UN PACIFISTE

par

Albert Ratz



Né à la veille de l'effroyable tuerie de 14-18, Jean Gauchon passe les premières années de sa vie en pays charentais. Enfant espiègle et hypersensible, il porte déjà en lui un rêve : être instituteur comme son grand-père, et il le sera.

Vient le temps du service militaire : quatre années de caserne qui le marqueront. Mais le grand événement de son existence reste le problème des objecteurs de conscience qui croupissent et meurent au fond des prisons militaires, dans l'indifférence générale.

Dès lors, il décide de se consacrer à ces réprouvés. Durant les années de lutte, il rencontrera la famille Rostand, Albert Camus, l'abbé Pierre, Georges Brassens, Claude Autant-Lara. Il dévoilera les supercheries de Rassinier, le premier de "révisionnistes". Un de ses écrits, lu à la Chambre des députés, fera l'unanimité.

Ce livre évoque, de façon très attachante, la vie peu banale de Jean Gauchon, "idéaliste pratique", homme intègre, appelé à devenir le secrétaire de l'Union pacifiste de France.

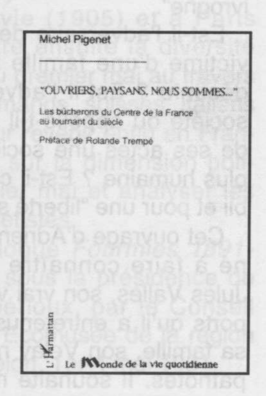
Avec ses moments de douleur et de joie, de désespoir absolu et de bonheur fou, une vie aussi passionnée ne laissera aucun lecteur indifférent.

Le Cherche Midi Editeur, 23 rue du Cherche-Midi 75006 Paris, 228 pages, 120 F.

"OUVRIERS, PAYSANS NOUS SOMMES..." LES BUCHERONS DU CENTRE DE LA FRANCE AU TOURNANT DU SIECLE.

par

Michel Pigenet



Au cours de l'hiver 1891, une vague de grèves paralyse les coupes de bois

du Centre de la France et débouche sur l'émergence des premiers syndicats français d'ouvriers agricoles. Durable, le mouvement allait marquer pendant plus d'un demi-siècle les campagnes berrichonnes.

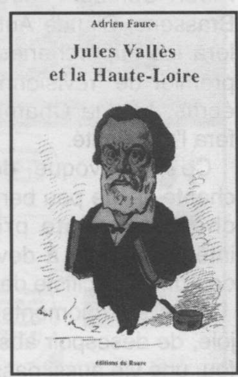
Malgré la place secondaire qu'occupaient les travaux forestiers dans les revenus et l'emploi du temps annuels de populations contraintes à la polyactivité, les coutumes en honneur sous les bois et confortées par le syndicalisme redonnèrent quelque consistance aux communautés villageoises en voie de désagrégation.

Par-delà l'étude des organisations corporatives, l'auteur, servi par la multiplication de signes et de traces consécutive au surgissement des bûcherons sur le devant de la scène sociale, élargit l'observation aux conditions de vie et de travail, aux faits de mentalité, aux modalités de réception et d'appropriation d'idées et de pratiques, étrangères au monde rural traditionnel.

Editions L'Harmattan, le Monde de la vie quotidienne, 299 pages, 150 F.

JULES VALLES ET LA HAUTE-LOIRE

par Adrien Faure



Jules Vallès (1832-1885) est une figure mythique et controversée. Déjà, en 1868, Gustave Maroteau écrivait qu'il est "un pur qu'on prend pour un chenapan, un sobre qu'on croit ivrogne".

Est-il l'adversaire de la famille ou la victime d'une famille malheureuse et désunie ? Est-il l'adversaire de toute société ou appelle-t-il de ses vœux et de ses actes une société plus juste et plus humaine ? Est-il contre l'ordre établi et pour une "liberté sans rivages" ?

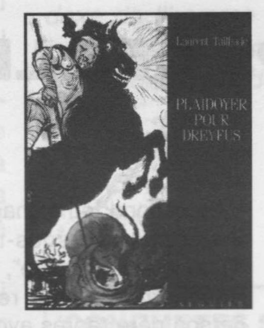
Cet ouvrage d'Adrien Faure est destiné à faire connaître les origines de Jules Vallès, son vrai visage et les rapports qu'il a entretenus avec les siens, sa famille, son Velay natal et ses compatriotes. Il souhaite montrer combien son œuvre d'écrivain et de journaliste est imprégnée de ce pays, de ses coutumes, de ses mentalités et invite à la lecture de ses écrits.

Adrien Faure consigne en retour le lent hommage que son département lui a progressivement rendu et s'interroge sur une lignée vallésienne en Haute-Loire. Puisse cet ouvrage d'un admirateur de Vallès apporter à l'amateur d'histoire ce qu'un auvergnat devrait connaître de lui et également au vallésien convaincu et avide de connaissances, des informations qui ont pu lui échapper !

Les éditions du Roure, Neyzac, 43260 Saint-Julien-Chapteuil, 186 pages, illustré, 108 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

PLAIDOYER POUR DREYFUS

par Laurent Tailhade



Laurent Tailhade (1854-1919) poète et journaliste pamphlétaire, ce pyromane qui n'eut de cesse, durant son existence, de traîner dans la boue les hures de ses plus notables contemporains, sans la moindre vergogne, qui applaudit à tout rompre lorsque les anarchistes se mirent à troubler l'atmosphère de ladite "belle époque", qui se livra à l'étripage méthodique des "bernard l'ermite" du journalisme et de la littérature, et n'hésita pas, même, à porter le fer là où il avait déjà porté la plume, ne pouvait manquer de s'enrouler sous la bannière dreyfusarde, surtout lorsqu'il aperçut dans le camp opposé les mandibules laborieuses de ses têtes à claques favorites, Barrès, Loti, Rochefort...

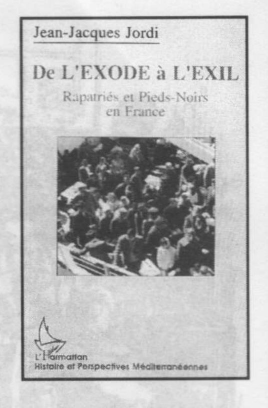
Il publie ainsi en 1899, sous le titre *A travers les grouins*, un "petit volume d'épigrammes", dédié à Ernest Vaughan, directeur de *L'Aurore* et combattant de la première heure, qui sera suivi, en 1900, d'un recueil des principaux articles consacrés à l'Affaire, intitulé *Imbéciles et gredins.*

Cette édition, présentée et annotée par Gilles Picq, reprend *A travers les grouins* dans son intégrale, et y adjoint une nouvelle sélection d'articles, dont certains, et non des moins virulents, n'avaient jamais été repris.

Nouvelles Editions Séguier, 3 rue Séguier, Paris 6e, 214 pages 110 F

DE L'EXODE À L'EXIL

par Jean-Jacques Jordi



Les décolonisations, épisodes tragiques de l'histoire de France, ont provoqué des mouvements de population d'une rare ampleur. De 1954 à 1964, plus d'un million et demi de personnes, de nationalité française pour la très grande majorité, sont "rapatriées" le plus souvent dans des conditions difficiles. Pour l'instant, ces migrations originales, jusqu'à l'événement rupture et traumatisme de 1962 où se mêlent des sentiments d'exode et d'exil, n'ont jamais fait l'objet d'une étude historique.

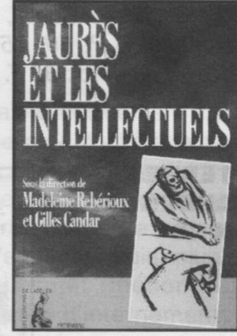
Jean-Jacques Jordi se propose, grâce à des sources d'archives et de documents inédits, de porter un premier regard sur les "rapatriements". Il met en lumière les faiblesses et les errements des gouvernements en ce domaine et s'attache à discerner les rapatriés et Pieds-Noirs par rapport à la population française, leurs implantations, les tensions qui en résultent.

Marseille, cette ville-phare, cette ville-témoin des rapatriements en sera l'espace privilégié. Pourtant, rien ne se passe comme prévu dans la ville phocéenne qui voit s'établir des dizaines de milliers de "rapatriés". Dès lors, l'auteur détermine la part qu'ils tiennent dans le processus de croissance économique et social de Marseille et un premier constat s'impose : les rapatriés et Pieds-Noirs vont modifier la ville plus qu'aucune autre migration jusque là. Ils sont tout autant acteurs d'une profonde transformation démographique qu'atouts de l'expansion économique de la région marseillaise et de sa capitale dans les années soixante.

Enfin, Jean-Jacques Jordi démonte, par l'étude des réseaux de sociabilité et des problèmes d'identité, la perception extérieure d'une communauté pied-noir monolithique et propose de faire entrer les rapatriements dans l'histoire de France, sans haine ni fureur, hors de la logique "colonialisme-anticolonialisme".

L'Harmattan, 16 rue des Ecoles, 75005 Paris, 254 pages, 140 F.

JAURES ET LES INTELLECTUELS
sous la direction de Madeleine Rebérioux et Gilles Candar



"Silence, abandon ou dédain du champ politique, les rapports actuels des intellectuels au mouvement socialiste ont tout à gagner à un approfondissement historique."

Qui mieux que Jaurès, intellectuel et homme politique, peut aiguillonner cette réflexion qui a fait l'objet d'un colloque international dont ce livre rassemble les actes ?

A la fin du 19ème siècle, au moment où les milieux intellectuels s'élargissent et se diversifient, Jaurès se distingue de nombre de ses pairs. Il prend parti pour Dreyfus, comme beaucoup d'intellectuels, mais en outre il incite ceux-ci à se saisir de la question sociale. Une minorité le suivra. Qu'il pratique le journalisme, qu'il fréquente les salons, qu'il collabore à des revues ou qu'il soit critique littéraire, Jaurès met en avant son engagement socialiste.

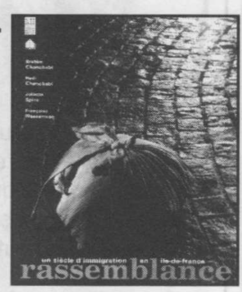
Figure de l'intellectuel français par excellence, par son origine sociale et son style, le député de Carmaux qui accorde au militantisme socialiste l'essentiel de sa vie est à cet égard atypique.

Il l'est aussi par son charisme qui nourrit les débats du vaste monde. Primat, en somme, de l'engagement civique et politique au sens le plus beau du mot.

Ce livre permet de retrouver Jaurès sous toutes ses facettes, avec son originalité, sa richesse et sa complexité.

Les Editions de l'Atelier, 12 Ae Sœur Rosalie, 75013 Paris, 336 pages, 150 F. Disponible à la librairie de Gavroche

RASSEMBLANCE
Un siècle d'immigration en Ile-de-France



Le mot "Rassemblance" a été inventé par l'équipe de l'Ecomusée de Fresnes pour titrer ce splendide ouvrage où l'iconographie l'emporte sur le texte. Comme le décrit si bien Suzanne Citron dans sa préface :

"Au travers des images de ce livre résonne la richesse polyphonique du mot : différence, ressemblance, France, souffrance, rassembler, immigrer, lutter, travailler, vivre. Mais l'épaisseur du passé qui enveloppe ces histoires singulières et collectives, les manuels scolaires ne nous permettent pas de l'appréhender. Notre mémoire traditionnelle ne nous donne pas les clefs historiographiques de la Rassemblance.

La Rassemblance nous invite à découvrir et repérer les mille et une racines des gens de France et plus particulièrement d'Ile-de-France.

Les Gaulois, ces *pères* mythiques, que la 3ème République jugea nécessaire d'imputer à tous les petits Français de l'hexagone ainsi qu'à la poignée d'enfants des *colonies* qu'elle scolarisait, sont devenus obsolètes. Sous l'œil coquin, seul vrai survivant, ils disparaissent derrière des chaînes d'ancêtres véritables, dont les traces s'éparpillent et se perdent, non seulement dans l'Europe entière, mais en Afrique, en Asie, en Amérique, aux Antilles...

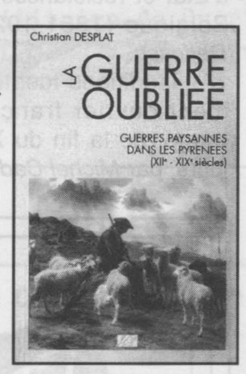
(...)

La Rassemblance (...) a pour objet la visibilité de l'Autre.

Enseigner la Rassemblance c'est décrypter l'histoire de la France, de l'Europe, de l'humanité tout entière, comme une multiple et métissée."

Ecomusée de Fresnes, 41 rue Maurice Ténine, 94260 Fresnes, 161 pages, 140 F.

LA GUERRE OUBLIÉE
par Christian Desplat



Il s'agit ici des guerres paysannes dans les Pyrénées du 12e au 19e siècles. Les guerres furent au long des siècles la malédiction du paysan. Même lorsqu'il y participait, souvent contraint, il n'était – le mot est de Voltaire – "que la guerre en linge sale" !

Une guerre conduite par les paysans et pour leur propre compte, combats obscurs pour quelques arpents de landes ou quelques fontaines, n'étaient pas sujets à intéresser les chroniqueurs et les historiens. Cependant cette guerre oubliée a bien existé et les Pyrénées en offrent maints exemples. Avec ses rites (penheres, carnaus, lies et passeries), elle s'inscrit dans un cycle qui commence vers le 11e siècle et qui s'achève au début du 19e siècle.

Non seulement la guerre eut lieu, mais elle atteignit son but : la réduction définitive de la violence collective. En dehors de toute autorité de tutelle, rois, seigneurs, églises, le monde paysan assura la paix en délimitant son territoire.

Arracher au mépris et à l'ignorance cette Guerre oubliée, c'est rendre hommage et justice à l'intelligence et à la dignité paysanne.

J & D Editions, Infocompo 2 rue Cazaubon Norbert, 64000 Pau, 203 pages, 150 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

FOURMIES ET LES PREMIER MAI
sous la direction de Madeleine Rebérioux



"Il y a dans l'histoire ouvrière des morts qui pèsent plus que d'autres."

Ceux de Fourmies en font à l'évidence partie. Cent ans plus tard, les organisateurs de ce colloque ont voulu revisiter le faits, en relire les usages, pour mieux situer Fourmies dans l'histoire du mouvement ouvrier et des premier mai, mais aussi de la République.

Ce livre nous entraîne d'abord sur la place de la mairie de cette cité lainière, puis il explore le contexte, il présente les débats qui suivirent la fusillade. Mais il emmène aussi le lecteur au chevet des luttes ouvrières de la Belgique toute proche et du Pas-de-Calais. Puis sur les lieux d'autres tragédies du premier mai ; à Haymarket bien sûr, mais aussi à Varsovie (1905) et à Paris (1919). Il montre ensuite la diversité des pratiques du premier mai au travers d'exemples allemands, suisses, italiens et brésiliens pour revenir enfin en France, s'interroger sur la dimension politique des premier mai et analyser les premier mai cédétistes.

Actes du colloque *Fourmies 1891-1991*, organisé sous la présidence de Madeleine Rebérioux, par le Conseil scientifique de l'Ecomusée de la région de Fourmies-Trélon, 1er-4 mai 1991.

Les Editions de l'Atelier, 12 avenue Sœur Rosalie, 75013 Paris, 462 pages, 220 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

1911. EMEUTES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHERE DANS LES ARDENNES



Cette nouvelle brochure de *La question sociale* relate les événements survenus dans les Ardennes au cours de la crise de la vie chère où, parfois, l'émeute succéda aux manifestations. Parti du Nord-Pas-de-Calais, ces troubles se propagèrent à la fin de l'été et à l'automne 1911 dans la moitié nord de la France. Des femmes, souvent de simples ménagères, furent à l'initiative du mouvement, ce qui bouscula les habitudes quelque peu misogynes des syndicalistes. Dans les Ardennes comme ailleurs, l'agitation entraîna une dure répression à l'encontre des protestataires, et parmi eux des militants de la C.G.T. syndicaliste révolutionnaire.

Ce récit des événements locaux est précédé d'une première partie qui restitue quelques éléments du contexte général : le syndicalisme révolutionnaire de la jeune C.G.T., qui était alors résolument anti-politicienne, et la crise de la vie chère.

Cette brochure de 88 pages est disponible contre 35 francs, franco de port, en s'adressant directement à :

La question sociale, B.P. 66, 08120 Bogny sur Meuse.

Revues

HOMMES & MIGRATIONS



Comme son nom l'indique, *Hommes & Migrations* traite en priorité des aspects humains et sociaux de l'immigration. Toutefois, dans sa dernière livraison mensuelle (N° 1175 avril 1994), la revue s'intéresse à l'Histoire et en particulier aux camps d'internement en France, sujet que nous avons souvent évoqué dans notre revue. Nous relevons au sommaire :

– 1939, l'internement des Républicains espagnols, par *Geneviève Dreyfus-Armand.*

– 1939-1946, les camps français d'internement, par *Denis Peschanski.*

– 1940-1944, quand Vichy livrait à Hitler les étrangers réfugiés en France, par *Gilbert Badia.*

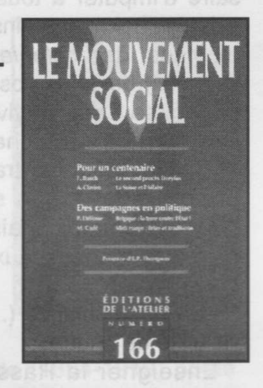
– 1939-1954, les travailleurs indochinois en France, par *Maurice Rives.*

– 1945-1960, le regard des étudiants africains sur la France, par *Philippe Dewitte.*

– Octobre 1961, un massacre au cœur de Paris, par *Jean-Luc Einaudi.*

Hommes & Migrations, 40 rue de la Duée, 75020 Paris, le numéro 38 F

LE MOUVEMENT SOCIAL



Au sommaire du 166e numéro :

– Victor Basch et l'affaire Dreyfus, par *Françoise Basch.*

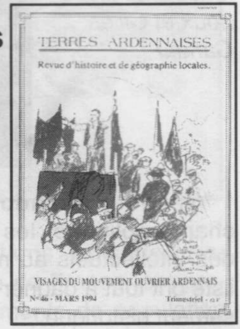
– L'affaire Dreyfus en Suisse : repérages, par *Alain Clavien.*

– La terre contre l'Etat ? Pouvoir d'Etat et résistances traditionnelles en Belgique (1851-1929), par *Pascale Delfosse.*

– Traditions identitaires du mouvement ouvrier français dans le Midi rouge, de la fin du XIXe siècle à nos jours, par *Michel Cadé.*

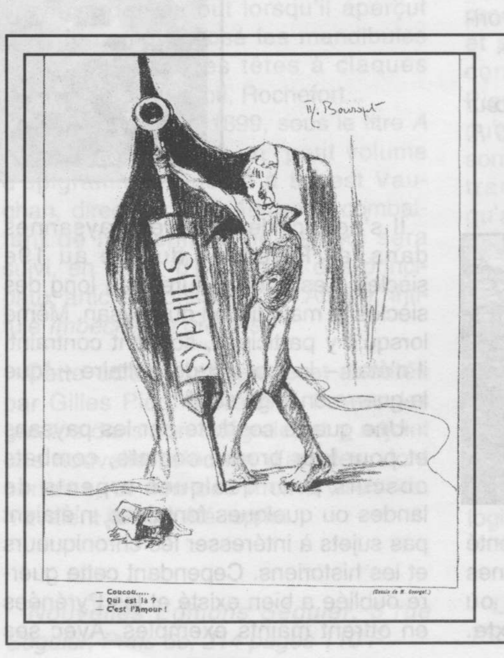
Mouvement Social, 12 Ae de la Sœur Rosalie, B.P. 50, 75621 Paris Cedex 13. Le numéro : 82 F.

TERRES ARDENNAISES N°46



Nos amis de *Terres Ardennaises*, pour faire suite à une exposition "Visages du mouvement ouvrier" réalisée à Charleville-Mézières pour saluer l'achèvement du dictionnaire que l'on appelle familièrement le "Maitron" (La première exposition a été présentée à la Grande Arche de la Défense en février 1993), ont réalisé un numéro spécial intitulé *Visages du mouvement ouvrier ardennais.* Aux côtés de grands noms comme Jean-Baptiste Clément, Albert Poulain, Théophile Sauvage, Jeanne Melin, Lucien Sampaix, Jules Fusellier ou Pierre Viénot, surgit une foule de militants souvent ignorés que la revue révèle à notre curiosité. Des origines du mouvement ouvrier à l'immédiat après-guerre, c'est cent ans d'histoire sociale dans les Ardennes que présente ce numéro exceptionnel, par ailleurs rempli d'illustrations dont certaines inédites.

Terres Ardennaises, 21 rue Hachette 08000 Charleville-Mézières, le numéro 42 F



Ce dessin au fusain de M. Bourget, paru en 1929, vient nous rappeler que l'histoire se répète bien trop souvent même si elle s'affuble d'autres oripeaux.

Il suffit de changer le mot **syphilis**, fléau d'autrefois, par le **sida** d'aujourd'hui, et revoilà un dessin d'actualité.

Echos

Jacques Sigot aime décidément sa ville – Montreuil Bellay – dont il a évoqué le souvenir à deux reprises dans notre revue : d'une part au sujet de la Révolution (guerre fratricide entre Républicains et Vendéens) puis, plus près de nous, au sujet (méconnu jusqu'alors) du camp d'internement pour les Tsiganes ... et les autres.



Aujourd'hui, Jacques Sigot publie, aux éditions C.M.D., une plaquette de 40 pages (39 F.) : *Montreuil-Bellay, Ville close de l'Anjou,* parfaitement illustrée, permettant aux curieux de mieux connaître cette petite cité mystérieuse, cachée derrière ses murailles moyenâgeuses, car Montreuil-Bellay, (le saviez-vous ?) reste la seule ville close des 32 que comptait jadis l'Anjou...



Toute la rédaction de Gavroche présente ses vœux les plus sincères de continuité à l'ami Louis Lippens pour le quarantième anniversaire de sa revue *Elan* - poétique, littéraire et pacifiste - comme le rappelle le titre.

Louis Lippens écrivait déjà, en 1963, dans l'avant-propos de son livre *Anthologie de poésie au service de la Paix,* paru aux Editions CELF à Bruxelles :

"L'amour de la Paix et l'horreur de la guerre ont suscité l'inspiration des poètes de tous les temps. Par diverses anthologies nous désirons publier les meilleurs poèmes "AU SERVICE DE LA PAIX" et ce malgré les critiques plus ou moins injustifiées sur la monotonie de ce thème. (...)

Nous espérons que ces messages seront entendus par tous les hommes de bonne volonté car n'est-il pas vrai "Il ne suffit pas d'être pour la Paix mais de le crier sur les toits pour convaincre les insensés."

Il tint parole et ne cessa de le crier sur les toits, mais que n'a-t-il été suffisamment entendu !...

„СОРОК ЛЕТ ПОБЕДЫ
В ВЕЛИКОЙ ОТЕЧЕСТВЕННОЙ ВОЙНЕ
1941—1945 гг."



УЧАСТНИКУ ВОЙНЫ

УДОСТОВЕРЕНИЕ

Mr. Auguste DELAVIGNE

В СООТВЕТСТВИИ С УКАЗОМ ПРЕЗИДИУМА
ВЕРХОВНОГО СОВЕТА СССР
от 12 апреля 1985 года
НАГРАЖДЕН ЮБИЛЕЙНОЙ МЕДАЛЬЮ

„СОРОК ЛЕТ ПОБЕДЫ
В ВЕЛИКОЙ ОТЕЧЕСТВЕННОЙ
ВОЙНЕ 1941—1945 гг."

От имени ПРЕЗИДИУМА ВЕРХОВНОГО
СОВЕТА СССР медаль вручена
25 . janvier 1994 года
Attaché Militaire de Russie
М. П.
Colonel V. KORABLEV
(должность, подпись лица, вручившего медаль)

On se souvient de *L'odyssée d'un marin des Forces Navales Françaises Libres,* Mémoires d'Auguste Delavigne publiés pour la première fois dans les numéros 59 et 60 de notre revue.

Auguste Delavigne fut le seul Français – miraculeusement rescapé – à participer, dans la marine anglaise, aux convois de Mourmansk afin de ravitailler les troupes russes en matériel et en armes. C'est à ce titre qu'il a reçu, le 25 janvier 1994, des mains de l'ambassadeur de Russie à Paris, la médaille commémorative en présence du ministre des Anciens combattants.

(Renseignements et document transmis par notre ami Serge Jouin que nous remercions pour son envoi.)

LISTE DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DEPUIS LE N°61

Pour les soixante premiers numéros, consulter le N°61, ou à défaut, nous en demander la liste. Nous rappelons à nos lecteurs que tous les numéros, sauf le N°2 et le N°9, sont encore disponibles.

N°61
— Les grèves dans le textile (1920-1936), l'exemple d'Elbeuf.
— La radio en URSS.
— André Gill l'impertinent, un caricaturiste de la fin du 19e.
— Deux écrivains sous la Terreur : Jacques Cazotte et l'abbé Barthélemy.

N°62
— La Banque de France pendant la Commune.
— Vienne : une ancienne tradition ouvrière. Les ouvriers dans l'industrie drapière entre 1880 et 1890.
— Les trois âges de la forêt. L'histoire du paysage forestier français.
— Aristide Delannoy, un caricaturiste méconnu de la "Belle Epoque".
— Les Forges de Paimpont (17-19e siècle).

N°63-64
— L'enfermement des communistes en France (1940-1944).
— La tourmente révolutionnaire. Des principes égalitaires à l'Empire.
— Portrait et itinéraire de Jean Grave. Son hebdomadaire dura 30 ans.
— Boucheries et bouchers au XIXe siècle.
— Les peuples de l'Autriche-Hongrie.
— Les Brésiliens à Rouen en... 1550. A propos de la conquête de l'Amérique.

N°65
— De "Royales Affaires" autour d'une forêt. (1770-1790)
— Les siècles obscurs du Moyen-Age.
— Une déportation oubliée : Fréjus 1er et 2 février 1943.
— Il y a 200 ans, la naissance de la Première République (21-22 Septembre 1792).
— Gus Bofa et le "Salon de l'Araignée" (1920-1930).
— Roger Salengro (1936) — De la calomnie au suicide.

N° 66
— Rossel, un officier pendant la Commune.
— Pierre Martin, militant anarchiste de la fin du siècle dernier.
— La disette en Bretagne (1853-1861).
— Le théâtre populaire avant Molière.
— Le bouilleur ambulant.

N° 67
— Mayne Reid, le Révolutionnaire (I).
— Marie et François Mayoux, instituteurs pacifistes et syndicalistes.
— Justice criminelle et supplices sous l'Ancien Régime.
— Madeleine Pelletier, médecin socialiste et féministe (1874-1939).
— Les méfaits du tabac.
— Les étrangers en France en 1909.

N° 68
— La bataille de Montreuil-Bellay le 8 juin 1793.
— Les élections de 1848 et la propagande bonapartiste.
— L'anarchisme, face cachée de la révolution chinoise.
— L'histoire à la télévision.
— la coopération.
— Les misères et malheurs de la guerre.

N° 69/70
— Le 1er mai et la conquête des huit heures.
— Mayne Reid le Révolutionnaire (II).
— La fin de l'ancienne Hongrie et les révolutions de 1918-1919.
— Il y a 25 ans, des affiches sur les pavés de mai 68.
— Chanteurs et chansons des rues.

N° 71
— L'Eglise et l'esclavage
- Mayne Reid le Révolutionnaire (Fin)
- Les crayons de la propagande (1940-44)
- De l'Ere vulgaire à l'Ere républicaine (1793)
- Les nouvelles passerelles de l'extrême-droite
- Léon Sédov, fils de Trotsky, victime de Staline.

N° 72
- Progrès technique et conditions de travail dans les mines au XIXe siècle.
- Victor Schoelcher, apôtre de l'abolitionnisme (1806-1893)
- Impressions de Hongrie (1993)
- Les derniers sans-culottes (1798-1815)
- Boris Souvarine, le premier désenchanté du communisme.

N° 73
- La CRISE ou "La misère dans l'abondance"
- Les Espagnols à Paris et sa région en 1926
- Conditions de travail dans les mines (II), les accidents dans les puits (19e s.)
- Vie et mort d'un réseau de résistance dans le Sud Saumurois.
- La collaboration dans l'Eure.

N° 74
- J'étais médecin des Tsiganes à Auschwitz (I)
- Les Jésuites à Nantes
- Montéhus, la lutte en chantant
- Progrès technique et conditions de travail dans les mines du XIXe (III), l'éclairage et ses dangers
- Le goulag chinois, linceul du silence.

Complétez votre collection de "Gavroche"



1982 : 5 numéros 1 à 6 (sauf 2)	50 F
1983 : 5 numéros 7 à 12 (sauf 9)	50 F
1984 : du 13 au 18	50 F
1985 : du 19 au 24	50 F
1986 : du 25 au 30	50 F
1987 : du 31 au 36	50 F
1988 : du 37 au 42	70 F
1989 : du 43 au 48	70 F
1990 : du 49 au 54	70 F
1991 : du 55 au 60	100 F
1992 : du 61 au 66	100 F

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo
256 pages, illustré — **30 F.**

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
— Luttes ouvrières — 16e/20e siècle
— Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire
— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
— Les années munichoises (1938/1940)
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

Un maquis d'antifacistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire Plus de 200 chansons sociales en fac-similé.
306 pages — **330 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — **350 F.**

Les Bibelforscher et le nazisme
par Sylvie Graffard et Léo Tristan
236 pages — **110 F**

Un Juif sous Vichy
par Georges Wellers
320 pages — **130 F**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

Maîtres et élèves d'autrefois
par Raymond Bailleul
462 pages — **180 F**

Instituteurs pacifistes et syndicalistes
Mémoires de François Mayoux
366 pages — **195 F**

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

Eysses contre Vichy 1940...
par Michel Reynaud
122 pages — **120 F**

La guerre de partisans dans le sud-ouest de la France 1942-1944
par Jean-Yves Boursier
224 pages — **130 F**

La guerre française d'Indochine
par Alain Ruscio
279 pages — **69 F**

Enragés et curés rouges en 1793 : Jacques Roux, Pierre Dolivier
par Maurice Dourmanget
171 pages — **90 F**

Deux enragés de la Révolution : Leclerc de Lyon et Pauline Léon
par Claude Guillon
255 pages — **140 F**

Marius Jacob, l'anarchiste cambrioleur
par William Caruchet
340 pages — **148 F**

Les crayons de la propagande
par Christian Delporte
224 pages — **195 F**

La prison sous Vichy
par Pierre Pedron
240 pages — **140 F**

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

Le Terroir Normand
par Bernard Verwarde
221 pages — **195 F**

Olympe de Gouges, Ecrits politiques 1792-1793
Tome 1 — **130 F**
Tome 2 — **130 F**

Jules Vallès et la Haute Loire
par Adrien Faure
186 pages — **108 F**

Jaurès et les intellectuels
sous la direction de M. Rebérioux
336 pages — **150 F**

La guerre oubliée
par Christian Desplat
203 pages — **150 F**

Fourmies et le 1er Mai
sous la direction de M. Rebérioux
462 pages — **220 F**

Le droit de cuissage, France 1860-1930
par Marie-Victoire Louis
400 pages — **130 F**

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"

Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — 125 F

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

Renaud Jean, le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

POUR LA JEUNESSE : Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
— La Chevalerie
— L'Egypte
— Les Loups
— L'Amazonie
— Les Gaulois
— Les dragons
— La création du monde
— Les Incas
— La Grèce
— Les Vikings
— Les animaux fantastiques
— Les ours
— Vers l'Amérique
— L'Europe
— Les Indiens
— Ciel et étoiles
— Les métamorphoses

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — **45 F**
— Les Baleines
— Les Géants
— Les Fées
— L'Hiver
— Les sorcières
— Les musiciens
— Les couleurs
— Le printemps
— Les chats
— L'automne
— Les trésors

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— Le Secret du grand-frère, une histoire de canuts
— Léa, le Galibot, une histoire de mineurs
— Le Ruban noir, une histoire de tisserands
— La Revanche du p'tit Louis, une histoire de forgerons
— Les cordées de Paris, une histoire de ramoneurs
— Les jumeaux de Carmaux, une histoire de verriers
— Frères du vent, une histoire de mousses
— Les Princes du rire, une histoire de jongleurs
— Quand la Charlotte s'en mêle, une histoire de dentellières
— Le sauvetage du proscrit, une histoire de typographe
— Le paquet volé, une histoire de saute-ruisseau
— Les fendeurs de liberté, une histoire d'ardoisiers.
— L'audace de Nicolas, une histoire de cheminots
— Voyage au bout de la Loire, une histoire de mariniers
— Le cadeau d'Adrienne, une histoire de porcelaines
— Fleurs d'Ajonc, une histoire de petite bonne
— Le rêve de bel humeur, une histoire de marchand de livres
— papillon de papier, le petit rat de l'opéra.
— La robe de bal, une petite couturière
— Les moutons d'Armel, un berger de Provence



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 77
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....
Profession ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Celle que nous publions dans ce numéro est plus importante que les précédentes dans le but de nous assurer un revenu supplémentaire destiné à compenser la baisse des abonnements que nous enregistrons depuis plus d'un an — pourquoi ne subirions-nous pas, nous aussi, la crise économique actuelle ? –. Aussi, nous remercions particulièrement les lecteurs qui nous passent des commandes de livres d'occasion, et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...
Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

- **Algazy (Joseph), La tentation néo-fasciste en France 1944-1965.** Fayard 1984, 431p ill. index .... 50 F
- **Alméras (H. de), Barras et son temps.** A.Michel 1930. 388p. rel. d. chagrin .... 80 F
- **Ancel (Alfred), 5 ans avec les ouvriers.** *Témoignage et réflexions.* Ed. du Centurion 1963, 508p .... 35 F
- **A.P.R.E.F., J'cause français, non ?** Maspero Cahier libre 380 1983, 153p .... 40 F
- **Audemar (Jean), Les maîtres de la mer de la houille et du pétrole.** *L'impérialisme anglo-saxon.* Nelle Lirr. Nat. 1923, 288p rel. d. bas .... 100 F
- **Aymard (Camille), La conquête du pétrole.** Flammarion 1930, 284p .... 35 F
- **Bacques (James), Morts pour raisons diverses.** *Enquête sur le traitement des prisonniers de guerre allemands dans les camps américains et français à la fin de la Seconde Guerre.* Sand 1989, 315p (défraîchi) .... 40 F
- **Baudelot et Establet, L'école capitaliste en France.** Maspero Cahiers libres 213-214 1971, 340p .... 60 F
- **Baudelot et Establet, L'école primaire divise...** Maspero Cahiers libres 304 1975, 119p .... 40 F
- **Baumont (Maurice), Les origines de la deuxième guerre mondiale.** Payot 1969, 363p index .... 50 F
- **Beaud, Milliard & Willener, Télévision locale et animation urbaine.** *Essai sur l'autogestion en matière de Télévision.* Ed. Delta 1976, 123p .... 45 F
- **Benfredj (Charles), L'Affaire Jean Moulin, la contre-enquête.** A.Michel 1990, 260p .... 40 F
- **Bennassar (B.), L'inquisition espagnole XVe-XIXe S.** Marabout 1979, 382p .... 30 F
- **Bernoux (Philippe), Un travail à soi.** *La défense de l'individu écrasé par le système.* Ed. Privat 1981, 252p .... 40 F
- **Blond (Georges), L'agonie de l'Allemagne 1944-1945.** Presses de la Cité 1973, 278p .... 45 F
- **Borrelli (Don Mario), Les enfants de Naples.** Stock 1963, 207p (défraîchi) .... 30 F
- **Boukovsky (Vladimir), Cette lancinante douleur de la liberté.** *Lettres d'un résistant russe aux occidentaux.* R.Laffont 1981, 246p .... 50 F
- **Cachiles (Vincent), Un petit collège très ordinaire.** Ed. du Scarabée 1982, 245p .... 35 F
- **(Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes), L'intégration européenne et le mouvement ouvrier.** *Colloque int. octobre 1963).* N°45 à 51 1964, 316p .... 40 F
- **(Canard enchaîné), L'Anti-France.** *Textes choisis.* J.-J. Pauvert 1962, 156p .... 50 F
- **Cerruti (Elisabeth), Je LES ai bien connus.** *Souvenirs d'Ambassades.* Hachette 1952, 316p .... 40 F
- **Chappat (J.-L.), Les chemins de l'espoir ou combats de Léo Lagrange.** Féd. Léo Lagrange 1983, 471p, ill, index .... 60 F
- **Christophe (Robert), Les flammes du purgatoire.** *Histoire des prisonniers de 1940.* Fr.Emp. 1979, 260p ill. .... 50 F
- **Claretie (Jules), Histoire de la Révolution de 1870-71.** Journal *L'Eclipse* 1872, 796p, rel. demi bas. ill. (rousseurs) .... 200 F
- **Cohen (Marcel), Matériaux pour une sociologie du langage.** Petite coll. Maspero 1978, 2 vol (179+170p) index .... 50 F
- **(Collectif), Changer l'école.** Ed. de l'Epi 1970, 253p .... 40 F
- **Comité d'Hist. de la 2e Guerre Mond., Français et Britanniques dans la Drôle de guerre.** *Actes du Colloque franco-britan. de décembre 1975.* CNRS 1979, 631p index .... 120 F
- **Cotereau (Jean), Que l'homme soit.** *Allocutions radiophonique depuis mars 1947, date de la 1ère émission de la Libre Pensée française.* Libr. Fischbacher 1959, 370p index .... 60 F
- **Courthial Andrée, L'orientation professionnelle ses bases sociales et psychologiques.** Bloud et Gay 1942, 296p .... 30 F
- **Daladier (Edouard), Défense du pays.** Flammarion 1939, 189p .... 30 F
- **Davis (Melton S.), Qui défend Rome ?** *25 juillet-8 sept 1943.* Hachette 1972, 558p, cart.éd., index .... 60 F
- **Debard & Hennig, Les juges kaki.** Alain Moreau 1977, 299p (couv.ill. de Cabu) .... 50 F
- **Deligny (Fernand), Les vagabonds efficaces et autres récits.** Petite coll. Maspero 1975, 183p .... 40 F
- **Deligny (Fernand), Nous et l'innocent.** Maspero 1975, 141p ill. .... 50 F
- **Demolins (Edmond), Comment la route crée le type social.** *Essai de Géographie sociale.* 1er vol : Les routes de l'Antiquité. F.Didot 1927, 462p, cartes .... 80 F
- **Deutsch (Laszlo), L'affaire Frankenheim.** *Sous le IIIe Reich une banque juive dirigée par les S.S..* Belfond 1979, 254p .... 50 F
- **Documents diplomatiques 1938-1939.** *Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France d'autre part.* Impr. Nat. 1939, 359p .... 60 F
- **Dreyfus (Paul), Histoires extraordinaires de la Résistance.** Fayard 1977, 384p .... 40 F
- **Duneton (Claude), A hurler le soir au fond des collèges.** *L'enseignement de la langue française.* Seuil 1984, 225p .... 50 F

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....
Je vous commande les livres suivants ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à **Librairie Floréal**

- **Erouart-Siad (Patrick), Afrique du Sud état des lieux.** Ramsay 1985, 310p ..... 50 F
- **Farb & Armelagos, Anthropologie des coutumes alimentaires.** Denoël 1985, 268p .... 70 F
- **Fast (Howard), La passion de Sacco et Vanzetti.** Les Amis du Livre Progressiste 1954, 268p rel. d. bas. (frotté) .... 60 F
- **Favier (Jean), Les finances pontificales à l'époque du grand schisme d'Occident 1378-1409.** De Boccard 1966, 853p index .... 120 F
- **Fayard (J.-F.), La justice révolutionnaire.** *Chronique de la Terreur.* R. Laffont 1987, 306p .... 60 F
- **Fiaux (Louis), La Marseillaise.** *Son histoire dans l'histoire des Français depuis 1792.* Charpentier et Fasquelle 1918, 428p ill. (on joint une plaquette de 20p sur le même sujet par H.Coutant) .... 150 F
- **Fouché (Joseph, duc d'Otrante), Mémoires.** Les Amis de l'Histoire, 1957, 339p rel. d'éd. .... 50 F
- **(Pédagogie Freinet), Perspective d'éducation populaire.** Petite coll. Maspero 1979, 271p .... 45 F
- **Frappa (Jean-José), 1930.** La Nelle Sté d'Ed. 1932, 245p ill. .... 35 F
- **Freinet (Célestin), Pour l'école du peuple.** Petite coll. Maspero 1969, 182p .... 45 F
- **Fresco (Jacques), Les bagnes d'enfants, dieu merci, ça n'existe plus.** Maspero 1974, 110p .... 45 F
- **Gagey (Pr. Roland), Les scandales des couvents.** Auteur 1967, 303p rel d.bas. à coins .... 120 F
- **Garnot (Benoît), Le peuple au siècle des Lumières.** *Echec d'un dressage culturel.* Imago 1990, 244p .... 60 F
- **Gaucher (Roland), Les terroristes de la Russie tsariste à l'O.A.S..** Albin Michel 1965, 372p ill .... 60 F
- **Geismar, July & Morane, Vers la guerre civile.** Ed. et Publ. Premières 1969, 440p .... 50 F
- **Gille (Bertrand), Les forges françaises en 1772.** SEVPEN 1960, 208p, index (lég. défraîchi) .... 90 F
- **Grillet (L.), La réglementation du travail dans les établissements industriels.** Gauthier-Villars 1906 (?), 172p .... 50 F
- **Grousset (René), Bilan de l'Histoire.** Plon 1946, 320p (défraîchi) .... 30 F
- **Goldthorpe, Lockwood, Bechhofer & Platt, L'ouvrier de l'abondance.** Seuil 1972, 254p .... 40 F
- **Guérin (Daniel), La lutte de classes sous la Première République 1793-1797.** Gallimard 1968, 2 vol.(565+604p), index .... 160 F
- **Henry (André), Dame l'école.** Ramsay 1977, 222p index .... 40 F
- **Homo (Léon), Alexandre le Grand.** A.Fayard les gdes ét. hist. 1951, 391p plans et index .... 45 F
- **Humbles (Les), Dossier des fusilleurs.** *Articles de A.Breton, G.Henein, M.Martinet, M.Parijanine, M.Paz, J.-P.Samson, V.Serge et M.Wullens réclamant une commission d'enquête après le 30 juin de Staline.* Cahiers 9-10 de la revue, sept.oct. 1936. 96p, ill. d'A.Daenens et de Vladi. rare .... 150 F
- **Jünger (Ernst), Le travailleur.** Ch. Bourgeois éd. 1989, 370p .... 60 F
- **Karol (K.S.), Les guerilleros au pouvoir.** *L'itinéraire politique de la révolution cubaine.* Cercle du nouv. livre d'Hist. 1970, 632p, ill. chronol. .... 90 F
- **Kessel (Patrick), La nuit du 4 Août 1789.** Arthaud 1969, 420p, index .... 50 F
- **Kimche (Jon), Palestine ou Israël.** *Révélations sur le plus grand échec politique de notre temps 1917-1973.* A.Michel 1973, 365p (taché) .... 35 F
- **Leblond (Marius), L'Empire de la France.** Alsatia juin 1944, 366p (défraîchi) .. 60 F
- **Le Boterf (Hervé), La vie parisienne sous l'Occupation 1940-1944.** France-Emp. 1974, 2 vol (435+372p) ill., index .... 120 F
- **Lemonnier (Léon), Kitchener, maréchal de l'Empire britannique.** Hachette 1946, 255p .... 35 F
- **Lewis (Bernard), L'Islam d'hier à aujourd'hui.** Bordas 1981, 420p .... 50 F
- **Lime (Maurice), Dialectique structuralisme et technocratie.** Ed. syndicalistes 1969, 60p .... 35 F
- **Livre Blanc anglais N°1, Rapport définitif de sir Nevile Henderson GCMG sur les circonstances qui ont déterminé la fin de sa mission à Berlin.** Hachette 1939, 29p .... 30 F
- **Livre Bleu anglais N°1, Documents concernant les relations germano-polonaises et le début des hostilités entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne le 3/09/1939.** Hachette 1939, 183p .... 40 F
- **Livre Jaune français, Documents diplomatiques 1938-1939.** Impr. Nat. 1939, 431p .... 40 F
- **Lourau (René), L'instituant contre l'institué.** *Essais d'analyse institutionnelle.* Ed Anthropos 1969, 196p .... 40 F
- **Lourau (René), L'illusion pédagogique.** Ed. de l'Epi 1969, 223p .... 45 F
- **(Luhan Mc), Pour ou contre Mc Luhan.** Seuil 1969 299p .... 40 F
- **Madelin (Louis), La Révolution.** Hachette 1944, 578p .... 70 F
- **Magne (Emile), Voiture et l'Hotel de Rambouillet.** *Les années de gloire 1635-1648.*Ed. Emile-Paul 1930, 405p index .... 50 F
- **Magne (Emile), La fin troublée de Tallemand des Réaux.** Ed. Emile-Paul 1932, 428p index .... 50 F
- **Malherbe (Henry), Richard Wagner révolutionnaire.** A.Michel 1938, 350p ill. .... 70 F
- **Marangé (James), De Jules Ferry à Ivan Illich.** Stock 1976, 299p .... 45 F
- **Margaine (M.), Rapport sur le Livre Jaune relatif à l'alliance franco-russe.** Chambre des députés 1919, 139p .... 40 F
- **Margueritte (Victor), Aristide Briand.**Flammarion 1932, 350p .... 45 F
- **Martelli (Roger), Comprendre la Nation.** Ed. Sociales 1979, 199p .... 30 F
- **Martin du Gard (Maurice), La chronique de Vichy 1940-1944.** Flammarion 1975, 394p, index .... 60 F
- **Max (Frédéric), Prisonniers de l'Inquisition.** *Relations de victimes.* Seuil 1989, 400p .... 45 F
- **Mendel & Vogt, Le manifeste éducatif.** Petite Bibl. Payot 1973, 307p .... 30 F
- **Oury & Pain, Chronique de l'école-caserne.** Maspero 1972, 428p .... 60 F
- **Paul (Wolfgang), La fin du IIIe Reich.** Presse de la Cité 1976, 288p .... 50 F
- **(Pologne), Les relations polono-allemandes et polono-soviétiques au cours de la période 1933-1939.** *Recueil de documents officiels.* Flammarion 1940, 252p .... 80 F
- **Rainer (Laurent), L'après printemps de Prague.** Stock 1976, 605p .... 60 F
- **Renaud (Alexandre), Chair à canon.** *La simple vie des hommes en guerre.* Le Courrier s.d. (1919 ?) .... 60 F
- **Reynaud (Paul), Et après ?** Plon 1964, 204p .... 30 F
- **Ruault (Nicolas), Gazette d'un parisien sous la Révolution.** *Lettres à son frère1783-1796.* Fr. Loisirs 1976, 494p ill. .... 60 F
- **Saint-Loup, La Division Azul.** *Croisade espagnole de Léningrad au Goulag.* Presses de la Cité 1978, 288p .... 50 F
- **Samné (Dr George), Raymond Poincaré.** *Politique et personnel de la Iie République.* Oeuvres représentatives 1933, 394p ill. index .... 70 F
- **Schlosberg (Léopold), Les censures cinématographiques.** Publ. de l'Union Rationaliste 1955, 103p .... 50 F
- **(Schwartzkoppen), Les carnets de Schwartzkoppen.** *La vérité sur Dreyfus.*Ed Rieder 1930, 376p .... 40 F
- **Schmid (J.R.), Le maître-camarade et la pédagogie libertaire.** Maspero 1971, 212p .... 50 F
- **Scoff (Alain), Le pantalon.** *Le dram de Lucien Bersot.* J.-Cl. Lattès 1982, 284p .. 50 F
- **Sorel (Georges), D'Aristote à Marx.** *L'Ancienne et la Nouvelle Métaphysique.* M.Rivière 1935, 275p .... 60 F
- **Steiner (Jean-François), Varsovie 44 L'insurrection.** Flammarion 1975, 276p .... 45 F
- **Stevenson (William), La confrérie Bormann.** Ed.Fr.Emp. 356p, index .... 50 F
- **Taguieff (P.-A.), La force du préjugé.** *Essai sur le racisme et ses doubles.* Tel Gallimard 1990, 645p index .... 60 F
- **Tanguy (Lucie), Le capital, les travailleurs et l'école.** *L'exemple de la Lorraine sidérurgique.* Maspero Cahiers libres 308-309 1976, 226p .... 50 F
- **Tardieu (André), Sur la pente.** Flammarion 1935, 250p .... 35 F
- **Tardieu (André), La note de semaine -1936-.** Flammarion 1937, 245p .... 35 F
- **Ténot (Eugène), Etude historique sur la coup d'Etat.** *Paris en décembre 1851.* A.Le Chevalier 1868, 216p (défraîchi) .... 50 F
- **Venner (Dominique), Baltikum.** *Dans le Reich de la défaite, le combat des Corps-francs 1918-1923.* R.Laffont 1974, 365p, index .... 50 F
- **Vernet (Madeleine), Le rameau d'olivier.** *Contes pour la paix, préf. de F.Challaye.* ED; de la Mère Educatrice, Levallois-Perret 1929, 214p, ill. (taché) .... 60 F
- **Willette (Luc), Le tribunal révolutionnaire.** Denoël 1981, 191p .... 40 F

à l'ami EUGÈNE MANSUELLE

Mélanie!

Valse entre deux Vins

Créée par

BOURGÈS à l'Eldorado — **LAUVERGEON** à Trianon



P. BOURGÈS & MARCHAL | G. MOREL

A la Chanson Populaire

Paris, F. BIGOT, Editeur, 157, Rue du Temple

2

J'n'ai pas toujours l'cœur à l'ouvrage;
Quand il m'arriv' de turbiner
Je bois pour m'donner du courage,
Et puis quoi? C'est si bon d'licher!
Je n suis pas bilieux d'na nature,
A quoi bon se fair' du chagrin?
Ma femm' me dit: _ Vil' créature,
Tu pass's ta vie chez l'marchand d'vin!
REFRAIN.

3

Chaqu' jour, mon proprio m'embête,
Il est encor venu c'matin
Pour me réclamer d'la galette
Il voulait mêm' fair' du potin,
J'lui dis: _ Mon vieux, pas d'rouspetance!
J'te paierai, faut pas t'inquiéter,
Aujourd'hui remport' ta quittance.
Et je me mets à lui chanter:
REFRAIN.

F. Bigot, Editeur, rue du Temple, 157.

4

Qu'voulez-vous? moi j'aim'la famille,
Ça c'est dans mon tempérament
Mais j'ai cinq garçons et pas d'fille:
J'en veux une ou j's'rai pas content
Eh! bien, quand j'explique à ma femme
Que j'veux êtr' père encore un' fois,
Ell'crie, tempête et s'enflamme,
Mais j'lui dis de ma plus douc' voix:
REFRAIN.

5

Un soir de la semain' dernière
J'avais tant bu de Picolo,
Que j'embrassais chaqu' réverbère,
Ça f'sait rigoler l'populo.
Tout-à-coup un sergent de ville
M'entraîn' dans un commissariat:
Mais moi sans me fair' plus de bile
J'entonnais devant l'magistrat:
REFRAIN.

CREVEL Frères Gr. Imp. Fg St Denis, 18.

MÉLANIE!

VALSE ENTRE DEUX VINS.

Créée par **BOURGÈS** *à l'Eldorado.*

Paroles de **P. BOURGÈS et MARCHAL.**

Musique de **G. MOREL.**

Tempo di Valza.

